

La famine: plus jamais



une décennie pour l'Afrique



**Rapport de l'honorable David MacDonald
Coordonnateur canadien des secours d'urgence - Famine en
Afrique pour la période se terminant
le 31 mars 1986.**



Afrique 1986

DATE DUE	DUE DATE
DATE DE RETOUR	
JAN 15 2001	

DOCS
 CA1 EA400 86N55 EXP
 Canada. Canadian Emergency
 Coordinator/African Famine
 No more famine : a decade for
 Africa
 43243812

Montréal, Québec
K1A 0G4

Données de catalogue avant publication (Canada)

Canada. Coordonnateur canadien des secours d'urgence — famine en Afrique

La famine, plus jamais : une décennie pour l'Afrique : rapport final de l'honorable David MacDonald, Coordonnateur canadien des secours d'urgence — famine en Afrique, pour la période se terminant le 31 mars 1986

Texte en français et en anglais.
Titre de la p. de t. addit., tête-bêche: No more famine.
ISBN 0-9692493-0-6

- 1. Famines—Afrique. 2. Aide alimentaire canadienne—Afrique. 3. Aide économique canadienne—Afrique.
- 4. Afrique—Conditions économiques. I. MacDonald, David, 1936- II. Titre. III. Titre: No more famine.

HC800.C36 1986 363.8'096 C86-090157-2E

Couverture : École secondaire pour filles, El Fasher, Soudan
Jardinage près de Khartoum, Soudan
Camp Kinsmen, Bete, Éthiopie

Ont collaboré à ce rapport :

- Jean-Paul L'Allier
- Marie-Andrée Lalonde
- Denis Marantz
- Bob Miller
- Jean-Paul Morisset

Photographies : David Barbour, Paul Chiasson, Michel Dompierre de l'ACDI et Centre de recherches pour le développement international

Conception et présentation
Janus Hall Associates



43-043-812 EN6
12 200-814 F1E

La famine: plus jamais une décennie pour l'Afrique

**Rapport de l'honorable David MacDonald
coordonnateur canadien des secours d'urgence - Famine en
Afrique pour la période se terminant
le 31 mars 1986.**

43-243-812 ENG
43-243-814 FKE

76
de
JL



Gouvernement du Canada Government of Canada

Coordonnateur canadien
des secours d'urgence Canadian Emergency
Coordinator

Famine en Afrique African Famine

Le 15 mars 1986

L'honorable Monique Vézina, député
Ministre des relations extérieures
Edifice Lester B. Pearson
Ottawa, Ontario
K1A 0A6

Madame la ministre,

J'ai l'honneur de vous présenter ce rapport destiné au Parlement et au peuple canadien. Au cours de l'année qui vient de s'écouler, la situation dans certaines régions de l'Afrique s'est améliorée, mais la famine n'est pas chose du passé et le gouvernement se doit de continuer d'appuyer les Africains dans leurs efforts de redressement et de développement.

Ce document, intitulé La famine: plus jamais. Une décennie pour l'Afrique, est l'un des trois rapports que je publie à l'occasion de la fin de mon mandat. Les deux autres s'intitulent Forum Afrique: tous ensemble et Les Canadiens et l'Afrique: ce qu'ils en disent.

Des millions de personnes en Afrique ont survécu à la crise au cours des dix-sept derniers mois grâce aux secours d'urgence. Gouvernements, organisations de volontaires et citoyens des pays donateurs se sont portés à l'aide des Africains pour soulager leurs difficultés et les aider à se refaire une vie.

L'expérience que nous avons acquise au cours des derniers mois nous a donné une vision beaucoup plus large de ce qu'il est possible de faire et de ce que nous sommes capables de faire. Les recommandations que je vous présente dans ce rapport ont pour objet d'aider les Canadiens à faire fructifier cette expérience.

Recevez, Madame la ministre, l'assurance de ma très haute considération.

Le Coordonnateur canadien des
secours d'urgence - Famine en Afrique



David MacDonald

Table des matières

Introduction 5

La famine : qu'en est-il maintenant? 7

- Ce que font les Africains pour s'aider eux-mêmes **10**
- La communauté internationale **12**
- La réponse du Canada **14**
- Comment cet argent a-t-il été utilisé? **17**

La famine : plus jamais 22

- Secours, redressement et développement **24**
- Le producteur vivrier **26**
- L'environnement **27**
- La population **27**
- La paix **28**
- L'endettement **28**
- Le partenariat **29**

Un engagement durable de la part du Canada 31

- « Une décennie pour l'Afrique » **33**
- Rôle de chef de file du gouvernement **33**
- Communication **35**
- Partenariat **36**
- Faire ce qu'il faut **38**

Conclusion 39

Recommandations essentielles 40

Annexes 42

- Le mandat du Coordonnateur **42**

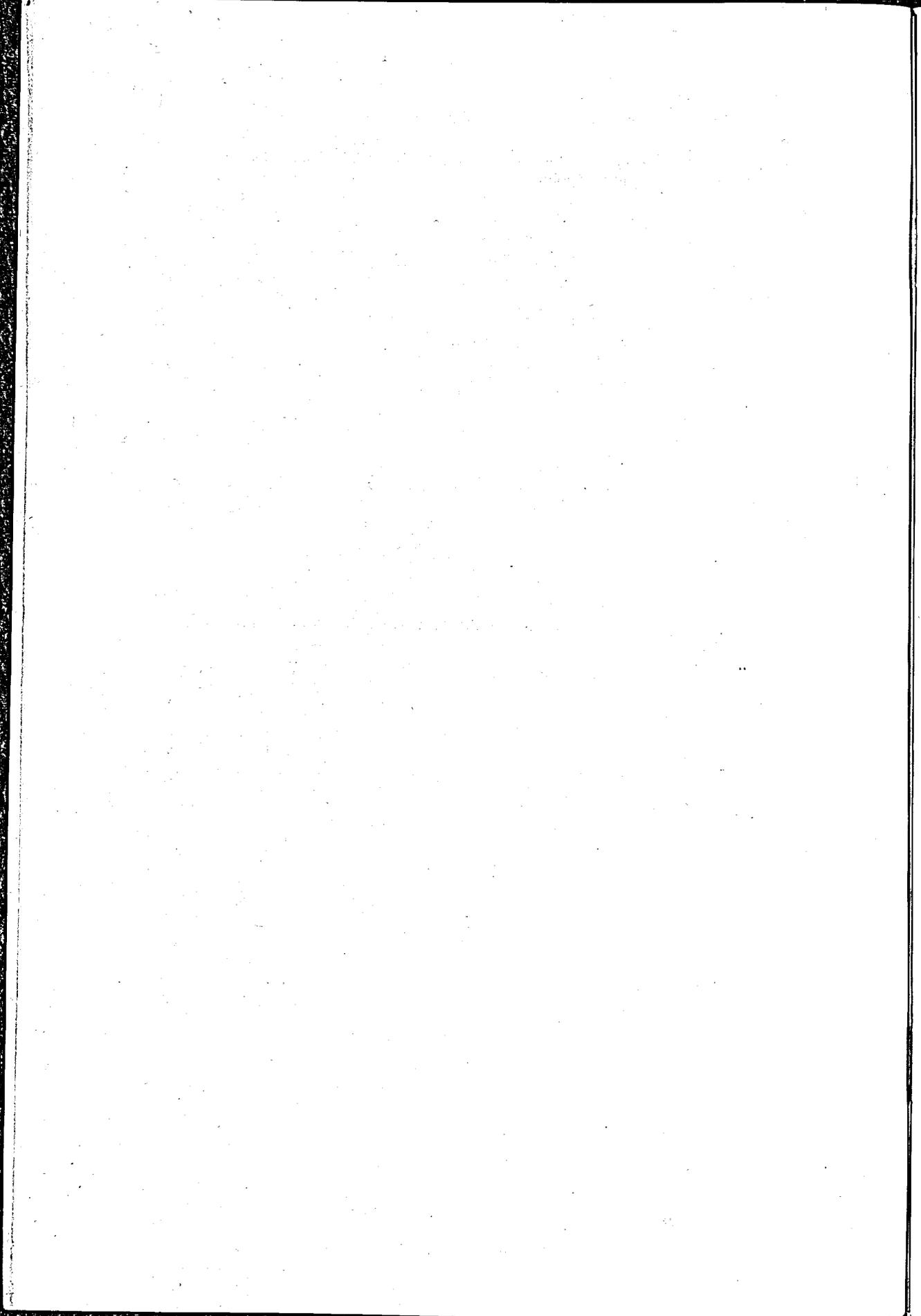
Tableau I Fonds spécial pour l'Afrique
Répartition géographique des fonds spéciaux pour les
années 1984-1985 et 1985-1986 **48**

Tableau II Fonds spécial (1,5 million \$) **49**

Tableau III Administration du bureau du Coordonnateur **50**

Déclaration de l'Organisation de l'unité africaine sur la situation
économique en Afrique **50**

Organismes canadiens qui ont été associés au travail du
Coordonnateur canadien des secours d'urgence — Famine en
Afrique **57**



Introduction

Le 1^{er} novembre 1984, le gouvernement du Canada créait le poste de coordonnateur canadien des secours d'urgence aux victimes de la famine en Afrique. On lui donnait pour mandat d'évaluer les situations d'urgence créées par la famine en Afrique, de travailler avec les organismes bénévoles à assurer l'acheminement des secours d'urgence du Canada vers les régions désignées et de recommander au gouvernement les actions concrètes à entreprendre pour répondre autant que possible à la crise. J'ai accepté ce mandat et j'ai déposé le 14 mars 1985 un premier rapport faisant état de nos activités.

Ce premier rapport mettait l'accent sur la famine elle-même et sur les besoins les plus urgents de dizaines de millions d'Africains. Comme je le constatais, nous avions à l'époque à peine le temps d'évaluer la situation dans les régions de l'Afrique les plus touchées par la sécheresse et nous en avions encore moins pour dégager les répercussions à long terme de cette crise.

Mon rapport fut soumis par le gouvernement au Comité permanent des Affaires extérieures et de la Défense nationale de la Chambre des communes qui, dans un document subséquent, souligna à son tour le fait que la famine était loin d'être enrayée, insistant sur l'importance qu'il y avait d'attaquer les problèmes, au-delà de la crise, à leurs racines les plus profondes. C'est ainsi que le Comité permanent recommanda au gouvernement de prolonger mon mandat d'une année. L'honorable Monique Vézina, ministre des Relations extérieures, décidait de donner suite à cette recommandation et fixait le 31 mars 1986 comme date d'échéance.

Ces dix mois de mandat supplémentaire nous ont permis, à moi et à mes collaborateurs, de consacrer l'essentiel de nos énergies à la réalisation des tâches suivantes :

1. l'identification plus précise des besoins africains les plus urgents, la coordination plus poussée de l'ensemble des efforts canadiens et la gestion d'un fonds spécial de redressement;
2. la poursuite de l'effort d'information des Canadiens au sujet de la crise africaine, en les encourageant à participer à sa solution et
3. l'information constante du gouvernement canadien, à la fois quant à la réponse du pays à la crise africaine et quant à l'état de l'opinion publique à ce sujet.

Le présent rapport de fin de mandat s'articule donc autour de ces trois axes principaux de nos activités. Il fait le point sur l'état de la famine à ce jour, telle que nous la percevons comme Canadiens; il traite ensuite de la réponse de l'Afrique elle-même et, en troisième lieu, de celle de l'ensemble de la communauté internationale. Il décrit aussi la remarquable participation des citoyens canadiens, qui continuent à offrir à l'Afrique une aide immédiate et incessante. Ce rapport sera suivi de deux autres documents, le premier consacré aux résultats et à l'analyse d'un sondage national visant à cerner l'attitude canadienne par rapport à l'Afrique, le second portant essentiellement sur « Forum Afrique », une initiative destinée à favoriser la discussion collective du problème de la famine, à encourager les initiatives des citoyens et des organismes, dans toutes les régions du pays, et à inciter les Canadiens à s'associer de plus près au processus décisionnel de leur gouvernement sur ces questions.

On constatera vite l'importance que ce rapport reconnaît au caractère à la fois fondamental et à long terme de la crise africaine. La famine n'est pas tombée du ciel : elle prend sa source en Afrique, certes, mais aussi dans l'ensemble du système des relations internationales. Il ne faudrait donc pas croire que la famine disparaîtra du seul fait d'une aide alimentaire constante. L'Afrique est plongée dans une crise à multiples facettes que seuls des efforts soutenus pendant quelques dizaines d'années pourront enrayer avant que l'on ne puisse véritablement reprendre les voies du développement avec un certain espoir.

Il faudra bien plus que de la patience. Les peuples africains et leurs gouvernements auront à faire preuve plus que jamais d'esprit de sacrifice et de réforme; la communauté internationale, de son côté, se devra de soutenir leur effort avec constance.

Le Canada devrait continuer de jouer un rôle déterminant et d'assumer le leadership qu'on lui reconnaît déjà en s'engageant lui-même d'une façon plus durable et en invitant les autres pays à faire de même. Notre pays occupe déjà, en effet, une place importante parmi les partenaires du développement de l'Afrique. Nos concitoyens ont déjà montré d'une façon exceptionnelle qu'ils n'étaient pas indifférents à la cause; des milliers d'entre eux se sont engagés dans des actions concrètes. J'ai acquis la conviction que le peuple canadien appuiera résolument son gouvernement dans ce qu'il entreprendra pour l'Afrique. Je recommande donc au Gouvernement du Canada, de concert et en étroite association avec la population, de promouvoir, de réaliser et de vivre une « Décennie pour l'Afrique ». À la lumière de ce dont j'ai été témoin et de ce que j'ai pu accomplir avec mon équipe pour le compte du gouvernement du Canada durant mon mandat, je suggère dans ce rapport un certain nombre de moyens concrets pour en arriver à réaliser un tel engagement.

La famine : qu'en est-il maintenant?

En tarissant les points d'eau, les cours d'eau et les rivières, la sécheresse a, depuis 1983, mis en danger la vie de 150 millions d'Africains. En décimant la végétation et les troupeaux, elle a fait disparaître les principales sources de nourriture et a condamné à la faim tous ceux qui n'avaient pas su prévoir l'imprévisible. C'est ainsi que 35 millions d'hommes, de femmes et d'enfants ont vécu le cauchemar quotidien de l'exode, de la vie dans des camps de misère ou dans les bidonvilles, de l'abandon, de l'incertitude totale et permanente, de la mort omniprésente qui frappait et qui frappe encore. Ici et là la guerre, partout la maladie et les épidémies sont venues ajouter leurs poids d'horreur et de désolation à une situation déjà insupportable.



Camp de réfugiés au Soudan

Au cours de 1985, les pluies sont enfin revenues, bénéfiques et bienvenues. Les territoires africains les plus durement touchés par la sécheresse reprennent dès lors vie à des degrés divers; les terres recommencent peu à peu à produire. L'Éthiopie, le Soudan et d'autres pays du Sahel retrouvent une partie de leur végétation disparue. Dans cer-

taines régions, la pluie a déjà rétabli jusqu'à 50 % de la capacité de production agro-alimentaire. Elle permet surtout à un bon nombre de ceux qui avaient pu fuir le désastre de quitter les camps de réfugiés pour aller réapprovoiser leurs champs et leurs cultures.



Pâturage près de Khartoum, Soudan

Mais il reste des régions entières qui n'ont pas encore reçu une seule goutte de pluie. Au Soudan, par exemple, une grande partie du Nord du pays, de même que les collines voisines de la Mer Rouge, sont encore arides et desséchées. En Éthiopie, l'Ogaden, le Nord du Shoa et une partie du Wollo vivent encore le désastre. La sécheresse règne toujours au Mozambique, elle s'étend jusqu'au Lesotho et au Botswana. Ironie du sort, les pluies ont été tellement torrentielles à certains endroits qu'elles ont emporté les routes, empêchant dès lors des convois entiers de vivres d'atteindre ceux à qui ils étaient destinés et qui ont dû s'en passer pendant encore de longues semaines.

Cette violence de la nature fait paraître plus que jamais l'Afrique comme un continent où les extrêmes cohabitent. L'homme doit y subir les orages tropicaux dont la brutalité et la soudaineté inondent et lessivent les terres. Il doit aussi se résigner à voir arriver les sauterelles et les insectes nuisibles qui suivent les pluies quand il ne voit pas se poursuivre, plus tragiquement encore et jour après jour, une sécheresse dont rien n'annonce la fin. Et si, comme en Angola et au Mozambique, la guerre civile et les interventions extérieures demeurent la principale cause de la famine, les femmes, les hommes et les enfants qui subissent plutôt qu'ils ne partagent cette violence doivent quand même en vivre les conséquences.

Ce que font les Africains pour s'aider eux-mêmes

Au cours de chacune de mes sept missions en Afrique, j'ai été profondément impressionné par la façon dont les Africains réagissaient à la crise qui les frappait. Pendant toute la famine, les organisations non gouvernementales (ONG) et les gouvernements africains ont assumé en majeure partie l'acheminement et la distribution de l'aide alimentaire. Très rapidement, la capacité des installations portuaires recevant les énormes cargaisons de vivres fut augmentée : ainsi, le port d'Assab, en Éthiopie, a triplé sa capacité au cours de la dernière année. La Commission éthiopienne des secours et de la réhabilitation, qui compte 12 000 employés et bénévoles, a obtenu des résultats exceptionnels en se chargeant depuis deux ans de la distribution des vivres. Les Éthiopiens eux-mêmes ont fait montre d'un sens extraordinaire de la solidarité humaine. Il ne faut pas l'oublier.

Depuis les fonctionnaires jusqu'aux paysans, en passant par les nomades des grandes étendues, la volonté tenace de trouver le moyen de sortir de la dépendance et de redevenir autosuffisant est aussi constante que remarquable. Nous nous sommes brièvement entretenus avec un réfugié du Tigré qui venait d'arriver au camp de Wad-Sharrif au Soudan. Sa femme et lui étaient complètement épuisés, après un périple de cinq jours avec leurs quatre enfants et leurs maigres possessions : quelques casseroles, un chameau famélique et une chèvre squelettique. Témoin impuissant de la situation qui allait en se dégradant depuis deux ans, ayant dû vendre son bétail et ses instruments aratoires, contraint d'utiliser ses semences pour se nourrir, cet homme n'avait plus le choix : il devait entreprendre le long voyage qui allait les conduire au camp, lui et les siens, pour y rejoindre les 60 000 autres qui les y avaient précédés dans des conditions semblables. Ses premiers mots ont été pour nous dire que, sitôt les pluies venues, il rentrerait chez lui, qu'il travaillerait sa terre dès qu'il aurait des semences et de quoi labourer. Il laisserait sa femme et ses enfants au camp de réfugiés, derrière lui, mais viendrait les y chercher une fois complétée la réinstallation.

Il ne fait aucun doute qu'un nombre croissant de dirigeants africains placent au centre de leurs préoccupations la construction de véritables économies nationales qui tiennent compte de leurs réalités respectives et qui visent au mieux-être de l'ensemble de leurs populations. Parmi ceux que nous avons rencontrés, nombreux sont ceux qui nous ont



Pépinière au Sénégal

parlé de conservation du sol et de politiques d'élevage, de mise en valeur des ressources naturelles encore inexploitées et de renouveau économique pour leur pays. Ils nous ont aussi parlé du genre d'aide qui leur permettrait de s'aider eux-mêmes. « Nous ne voulons pas que les nôtres prennent l'habitude de recevoir de quoi manger, disait le ministre de l'Agriculture de la Mauritanie, car cela ne ferait que créer l'habitude de liens de dépendance improductifs ».

Au Soudan, j'ai eu l'occasion de participer à une réunion très animée organisée par le Gouverneur du Darfour afin de discuter avec des fonctionnaires locaux des mesures concrètes à prendre pour reconstruire la région. Au Niger, le gouvernement avait suscité un débat national pour convaincre la population de la nécessité de changer certaines habitudes de vie pour mieux protéger l'environnement. On a parlé de déboisement et de limitation des troupeaux.

Au Sénégal, le président Abdou Diouf a modifié les politiques agricoles nationales, réduisant les superficies consacrées aux cultures commerciales et aux cultures d'exportation pour intensifier du même coup la production céréalière destinée à la consommation locale. Des projets comme ceux-là ont certes également leur point faible. En Éthiopie, les programmes de réinstallation et de villagisation doivent faire l'objet d'une attention vigilante. Cela dit, il demeure un fait indéniable : l'Afrique et les Africains frappés par la famine ont mobilisé l'essentiel de leurs énergies pour réagir contre la catastrophe qui les frappe depuis deux ans.

L'apparition ou la revitalisation d'organisations régionales en Afrique est l'un des signes les plus prometteurs. À Abidjan, 350 femmes venant de 17 pays francophones d'Afrique viennent de fonder le CIFAD pour aider les

femmes à se donner de meilleurs outils de développement économique. Des entités mieux connues par leur sigle, comme le CILSS en Afrique occidentale, le CCDA en Afrique méridionale et l'IGADD dans la Corne de l'Afrique, prônent l'assistance économique réciproque et le rapprochement entre pays voisins.* C'est certes une entreprise de longue haleine, mais sa pertinence ne fait aucun doute.

L'Organisation pour l'unité africaine, l'OUA, a vraisemblablement fait un pas de géant lors de son assemblée d'Addis Abéba en juillet 1985 en attaquant de front les problèmes cruciaux liés à la production agro-alimentaire en Afrique (voir l'annexe). Sous l'égide de son nouveau président, Abdou Diouf, et de son secrétaire général, Ide Oumarou, l'OUA pourrait fort bien devenir le centre stratégique et le cœur politique du redressement et du développement de l'Afrique.

La communauté internationale

Elle fut lente, au départ, à réagir à la crise de la famine africaine. Si cependant les signes avant-coureurs avaient été entendus à temps, il est vraisemblable qu'une partie des pertes de vie et des souffrances humaines dont nous avons tous été témoins aurait pu être évitée. Tout en l'admettant aussi franchement, on ne doit cependant pas perdre de vue une autre réalité plus encourageante : lorsqu'elle a saisi l'ampleur de la crise vécue par des millions de personnes et traduite par les images tragiques qu'en ont simultanément transmises les médias du monde entier, la communauté internationale a réagi et a répondu. Berhane Deressa, directeur adjoint de la Commission éthiopienne des secours et de la réhabilitation, expliquait en ces termes à un groupe d'Inuit canadiens venus visiter son pays, en décembre dernier, comment il avait perçu la réponse internationale :

*« Un lien profondément humain qui unit,
indépendamment de la distance qui nous
sépare. Nous sommes tous des êtres
humains. Les secours qui nous sont parve-
nus de tous les points du monde sont en
eux-mêmes une grande expérience humaine*

* CIFAD — Comité international de femmes africaines pour le développement.

CILSS — Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel.

CCDAA — Conférence pour la coordination du développement en Afrique australe.

IGADD — Inter-government Authority on Drought and Development

*qui a rassemblé des gens de tous les pays,
de toutes origines et de toutes civilisations,
de toutes langues et de toutes races,
animés par un objectif commun : celui
d'aider d'autres êtres humains ».*

Depuis un an et demi, cette solidarité humaine s'est transformée en solidarité extraordinaire entre des populations entières, des gouvernements, des organisations et des organismes non gouvernementaux, tant en Afrique qu'au sein de la communauté internationale, partout à travers le monde. Dans toute cette entreprise, les Nations Unies ont joué un rôle prépondérant.

À la suite de la famine qu'avait connue l'Afrique en 1972-1973, à la suite aussi de la sécheresse du Sahel, quelques organisations membres de l'ONU avaient constitué un bon noyau d'experts et de spécialistes. L'évolution de la situation a toutefois montré, dès la fin de 1984, qu'il était devenu impératif de coordonner davantage les activités de tous ces organismes. En décembre de la même année, le Secrétaire général des Nations Unies créait donc le « Bureau des opérations d'urgence en Afrique » (OEOA) avec mandat de coordonner avec précision l'identification des besoins, de mobiliser les ressources et d'aider les gouvernements des pays touchés par la famine à acheminer les secours d'urgence là où ils étaient requis. Des liens furent rapidement établis entre l'OEOA et les bureaux africains des agences internationales, de même qu'avec les organisations non gouvernementales. Cette remarquable collaboration entre des membres de la grande famille des Nations Unies a même fait dire à l'ambassadeur du Canada aux Nations Unies, Stephen Lewis, que 1984-1985 avait peut-être donné à l'ONU ses plus belles heures.

La solidarité mondiale à l'endroit de l'Afrique s'est manifestée dans plusieurs pays, au niveau des gouvernements comme des citoyens. Ce que nous avons ressenti et vécu chez nous a également été ressenti et vécu ailleurs à travers le monde. Des milliers d'individus, riches ou pauvres, connus ou anonymes, se sont sentis personnellement impliqués par la crise que la famine engendrait en Afrique et ont pris l'initiative d'une multitude de projets de toutes natures et de toutes dimensions. Des médecins et des infirmières ont donné du temps et des services; les vedettes de la musique populaire ont mis leur popularité et leur talent à contribution pour l'Afrique. Le concert « Live Aid » a réuni des artistes et des musiciens des États-Unis, de la Grande-Bretagne et du Canada. Par la magie de la télévision, ils se



Camp des Kinsmen à Bete, Éthiopie

sont adressés à des millions de téléspectateurs à travers le monde; des dizaines de millions de dollars sont ainsi venus s'ajouter aux ressources déjà canalisées pour aider les victimes de la famine.

Les considérations un peu étroites d'esprit qui, bien souvent, paralysent les relations internationales, furent ici oubliées par souci d'aider l'Afrique. Tout ce qui pouvait être partagé fut envoyé là-bas, souvent sans aucune condition. La plupart des donateurs considéraient que le choix des priorités quant à l'utilisation de cette aide d'urgence appartenait avant tout aux Africains. Argent, tentes, vivres, soutien logistique, médicaments et équipements médicaux affluèrent là où ils étaient nécessaires, venant de pays aussi différents que les États-Unis et la République populaire de Chine, la République fédérale allemande et la République démocratique allemande, l'Inde, le Bangladesh et l'Arabie Saoudite. Les institutions internationales et les infrastructures nationales n'ont pas mis de temps à trouver leur point d'arrimage, prouvant que la coopération sans frontières est possible en cas d'extrême et absolue nécessité pour l'humanité.

La réponse du Canada

Le Canada fut l'un des premiers pays à répondre à la situation d'urgence créée par la famine en Afrique. Déjà, avant même que les médias n'attirent l'attention du monde sur la gravité de la situation, l'aide alimentaire canadienne d'urgence arrivait par bateau en Éthiopie. L'ensemble des organisations volontaires canadiennes avait commencé à mobiliser toutes ses ressources et un groupe de travail spécial, sous l'autorité du ministère des Affaires extérieures du

Canada, évaluait l'ampleur, la gravité et l'urgence de la situation. Nos compatriotes n'ont pas été longs à répondre, nombreux, à l'appel à l'aide, au fur et à mesure qu'ils prenaient conscience du drame. À travers tout le pays, les Canadiens ont en effet mis au point toutes sortes de moyens, tous aussi nouveaux et originaux les uns que les autres, de mobiliser les ressources disponibles. Les gouvernements provinciaux comme les autorités municipales assumèrent un leadership remarquable. En voici quelques exemples :

- À Halifax, Ethiopia Airlift recueillit suffisamment d'argent pour envoyer par avion des vivres et d'autres produits de première nécessité à Noël en 1984.
- Le gouvernement du Québec constitua un fonds de 4 millions de dollars en contrepartie de ce qu'avait réussi à recueillir le mouvement Desjardins en mettant son réseau de quelques milliers de caisses populaires à la disposition des donateurs.
- À St. Catharines, en Ontario, le maire Adams, appuyé par le collège Ridley et la commission des écoles séparées du comté de Lincoln, recueillit 40 000 \$ pour soulager la famine.
- Le gouvernement de la Saskatchewan fournit une contribution financière égale à celle du gouvernement fédéral pour envoyer 23 000 tonnes de blé à l'Éthiopie et au Soudan.
- À Vancouver, le maire Harcourt établit un fonds municipal dont l'objectif, un million de dollars, allait rapidement être dépassé.

Le milieu canadien des organisations bénévoles de bienfaisance, petites et grandes, représentant toutes les régions du pays, allait aussi jouer un rôle absolument vital en orchestrant et en mobilisant les secours d'urgence destinés à l'Afrique. Au début, la plupart de ces groupes furent submergés, comme le gouvernement d'ailleurs, par l'extraordinaire intérêt manifesté par la population canadienne : dons et offres de services de tous genres affluèrent. En très peu de temps, bon nombre d'organisations bénévoles actives depuis longtemps réussirent cependant à mobiliser leurs forces en vue d'une intervention rapide. De nouveaux groupes firent leur apparition. Tous ont créé et alimenté un véritable réseau de secours, nourri par les dons des Canadiens de partout en rejoignant, à des milliers de kilomètres de distance, les populations africaines démunies.

Les musiciens et les artistes du Canada, suivant l'exemple de leurs homologues en Grande-Bretagne et aux États-Unis, s'unirent pour fonder la société Northern Lights for Africa et, grâce à la chanson, à des émissions spéciales à la télévision et au film *Tears are not Enough*, récoltèrent plusieurs millions de dollars pour l'Afrique. Les gens de Pangnirtung, de Fort Smith, de Frobisher Bay, d'Eskimo Point et de bien d'autres collectivités du Nord donnèrent aussi sans compter. Partout au Canada, les écoliers organisèrent des épreuves-marathon d'orthographe, des ventes de pâtisseries, des soirées dansantes, des « courses des millions » et bien d'autres manifestations encore pour envoyer de l'argent en Afrique. Commerces et entreprises firent don ou cédèrent à prix coûtant de multiples produits et services : vivres, matériel médical, médicaments, matériel de forage de puits artésiens, tentes, couvertures et vêtements. Les entreprises de transport offrirent d'expédier n'importe quoi n'importe où, ou presque. Par centaines, des Canadiens proposèrent leurs services professionnels.

Il était inévitable qu'il y ait ici ou là quelques déceptions. Parmi les produits alimentaires donnés, il y en eut qui ne pouvaient être mangés par des gens déjà trop affamés et trop près de la mort; certains types d'aliments, fournis de bonne foi, heurtaient des principes religieux. Il fallut décliner certaines offres de services, les organisations de bénévoles ayant déjà fait le plein ou les gouvernements africains ayant imposé certains plafonds au nombre d'étrangers admis à travailler sur place. Dans d'autres cas, le matériel envoyé par le Canada était trop perfectionné ou consommait trop de carburant importé pour avoir une utilité raisonnable. Chaque jour apportait cependant son correctif : les Canadiens en sont arrivés à répondre de mieux en mieux et de plus en plus efficacement aux besoins, aux exigences particulières qui se manifestaient là-bas.

D'une façon générale, nos compatriotes ont répondu aux besoins des Africains avec un empressement et une générosité remarquables. Deux familles sur trois ont donné de l'argent. Ceux qui, chez nous, avaient pu être eux-mêmes dans la gêne un jour ou l'autre ont souvent été les premiers à réagir. Cette solidarité à l'endroit des plus démunis devrait devenir la clé de voûte de l'aide à long terme offerte par le Canada à l'Afrique.

Comment cet argent a-t-il été utilisé?

En plus de l'aide immédiate fournie par l'entremise de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), le gouvernement du Canada a créé un fonds spécial pour l'Afrique dont une tranche, le fonds de contrepartie, fut mise de côté pour doubler les dons des particuliers et des organisations de bénévoles. En 1984-1985, ce fonds spécial a essentiellement servi à empêcher des milliers d'Africains de mourir de faim : 36 % ont payé l'envoi de vivres par le gouvernement canadien à l'Éthiopie, au Niger, au Tchad, au Mali et au Soudan. Huit pour cent ont servi à la coordination de l'aide des Nations Unies ainsi qu'à ses programmes d'aide à l'enfance et aux réfugiés. Quant au reste, il a permis la réalisation de multiples initiatives mises de l'avant par les organisations canadiennes d'aide, de coopération et de bienfaisance. Les dons en argent du gouvernement fédéral, des provinces, des municipalités et des organismes bénévoles ont totalisé plus de 170 millions de dollars.



Aide alimentaire, Addis Abéba, Éthiopie

Pour la première fois, c'est une coalition d'organismes de bénévoles, « Secours d'urgence à l'Afrique », qui a géré et administré les contributions versées en contrepartie par le gouvernement du Canada. Le conseil d'administration, représentant une quarantaine d'organismes, comptait neuf membres dont un représentant de l'ACDI et moi-même. En plus d'administrer les fonds, « Secours d'urgence à l'Afrique » s'est également chargé de coordonner les activités des ONG et il a fait fonction de fiduciaire pour tous les dons de caractère privé. Il avait également pour fonction

essentielle d'enregistrer et de noter les résultats obtenus par les diverses agences en Afrique même.

ampleur. Avec le recul du temps, ce ne sont pas ces lacunes qui frappent mais bien l'extraordinaire solidarité qui s'est manifestée au sein de toutes les organisations, publiques comme privées, pour bâtir rapidement et efficacement des réseaux interdépendants capables d'aider rapidement et sans pertes appréciables les populations visées.

Les diverses ententes conclues entre le gouvernement du Canada, « Secours d'urgence à l'Afrique » et les ONG bénéficiaires sont toutes assorties d'une série de clauses relatives à la vérification, à l'inspection et aux rapports à soumettre. Nous n'avons rien négligé pour que ces clauses soient scrupuleusement observées. Tout laisse croire que les fonds ont effectivement été utilisés à bon escient et conformément aux règles d'une saine gestion. Quant aux résultats, les conclusions préliminaires dont nous pouvons disposer révèlent qu'en moyenne ceux obtenus par les ONG sont remarquables. La plupart des problèmes que nous avons pu observer au niveau des ONG sont largement attribuables à la faiblesse des réseaux de communication entre, d'une part, les organismes canadiens et leur bureau chef ici au pays et, d'autre part, leurs représentants là-bas, en Afrique. Il faudrait donc dès lors prévoir pour l'avenir, en cas de situation ou de crise de même nature, de meilleurs moyens de communication, de façon à éviter les insuffisances et les carences dont nous avons été témoins.

Les efforts déployés tant par les pays d'Afrique que par les pays donateurs de la communauté internationale sont désormais de plus en plus axés sur le processus de redressement de l'Afrique. Les programmes canadiens d'aide d'urgence sont d'ores et déjà repensés dans ce sens et les organismes de bénévoles sont encouragés à faire de même. Pour les y aider, le gouvernement du Canada annonçait en mai dernier la création d'un « fonds de redressement » de 18 millions de dollars. À l'inverse du « fonds de contrepartie » qui l'avait précédé, ce fonds de redressement ne prévoit aucune formule de contribution paritaire. On a préféré confier au conseil d'administration de « Secours d'urgence à l'Afrique » le soin de déterminer comment répartir l'assistance financière entre les divers organismes. Les secours, sans être exclus pour autant, n'ont donc plus la priorité absolue.

En posant ces gestes d'aide, la population canadienne était tout à fait justifiée de chercher à obtenir toutes les assurances et toutes les garanties possibles à l'effet que son effort atteignait effectivement les populations auxquelles il

était destiné. Je peux dire que, s'il y a eu ici et là quelques pertes, l'aide canadienne, alimentaire ou matérielle, a effectivement pour l'essentiel atteint les destinations qu'on lui avait assignées. Quant aux problèmes et aux difficultés que nous avons pu noter, ils se sont pour la plupart produits dans les premières semaines de prestation de nos efforts : les ports africains étaient trop engorgés (et souvent sous-équipés) pour prendre livraison dans des conditions acceptables de larges cargaisons d'aliments arrivant en ordre dispersé; les véhicules de transport disponibles pour prendre le relais étaient aussi en nombre insuffisant. Il n'y a pas scandale à constater, somme toute, que quelques organisations locales n'étaient tout simplement pas préparées à accueillir et à manutentionner des secours d'urgence d'une telle

FONDS SPÉCIAL POUR L'AFRIQUE
Répartition des fonds de 1984-1985 et de 1985-1986
entre les organisations volontaires canadiennes
et les agences des Nations Unies
au 31 mars 1986

	Fonds de 1984-1985		Fonds de 1985-1986		Total
	Fonds en contre-partie	Autres Octrois	Fonds de redressement		
	Approuvé par SUA (a)	Approuvé par CCSU (b)	Approuvé par SUA	Approuvé par CCSU	
	\$	\$	\$	\$	\$
1. African Medical and Research Foundation	7 000	—	—	—	183 385
2. Agence de développement et de secours adventiste Canada	426 215	—	358 355	—	784 570
3. Assistance médicale internationale	190 000	—	—	—	190 000
4. Association des clubs Kinsmen	—	—	—	549 068	549 068
5. Association for Ethiopian Jews	19 121	—	—	—	19 121
6. Cardinal Léger et ses œuvres	2 200 000	38 750*	1 166 000	—	3 404 750
7. CARE Canada	451 322	—	500 000	—	951 322
8. CAUSE Canada	5 700	—	82 650	—	88 350
9. Centre canadien d'études et de coopération internationale	—	—	449 022	—	449 022
10. Club 2/3	—	—	45 486	—	45 486
11. Collaboration santé internationale	168 440	—	—	—	168 440
12. Comité central mennonite	254 250	—	17 500**	—	271 750
13. Comité de service unitaire	—	—	303 754	—	303 754

	Fonds de 1984-1985		Fonds de 1985-1986		Total
	Fonds en contre- partie	Autres Octrois	Fonds de redressement		
	Approuvé par SUA (a)	Approuvé par CCSU (b)	Approuvé par SUA	Approuvé par CCSU	
	\$	\$	\$	\$	\$
14. Compassion du Canada	69 610	—	54 500	—	124 110
15. Consortium de Inter Pares* †	—	—	209 209	—	209 209
16. CUSO	—	—	94 750	—	94 750
17. Église épiscopale	833 710	—	—	—	833 710
18. Église presbytérienne du Canada	428 711	—	—	—	428 711
19. Église unie du Canada	904 000	—	—	—	904 000
20. Emmanuel International	295 287	—	969 230	—	1 264 517
21. Entraide universitaire mondiale du Canada	1 265 522	210 000*	—	27 000	1 500 972
22. Fondation canadienne contre la faim	101 835	—	1 158 679	—	1 260 514
23. Fondation chrétienne du Canada pour enfants	33 120	—	—	—	33 120
24. Fonds des Nations Unies pour l'enfance (Canada)	1 306 539	3 035 000**	681 563	—	5 023 102
25. Foodgrains Bank (Man.)	—	2 000 000	—	—	2 000 000
26. Foodgrains Bank (Sask.)	—	4 010 000	—	—	4 010 000
27. Global Ed/Med. Supplies	52 739	—	—	—	52 739
28. Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	—	1 000 000	—	—	1 000 000
29. Hope International	541 500	17 500*	988 155	—	1 547 155
30. 100 Huntley Street	—	—	859 950	—	859 950
31. Inter Pares	32 000	—	30 000	—	62 000
32. Lions International	3 000	—	—	—	3 000
33. Médecins canadiens pour les réfugiés africains	—	—	182 000	—	182 000
34. Mission Aviation Fellowship	110 000	—	—	—	110 000
35. Organisation catholique canadienne pour le développement et la paix	7 276 084	38 750*	2 494 850	—	9 809 684
36. OXFAM Canada	1 822 098	35 000*	784 925	—	2 642 023
37. OXFAM Québec	562 500	—	—	—	562 500
38. Plan de parrainage du Canada	160 000	—	—	—	160 000
39. Plenty Canada	23 810	—	80 200	—	104 010
40. Programme alimentaire mondial	—	1 260 600††	—	—	1 260 600
41. Programme des Nations Unies pour le développement	—	100 000†	—	—	100 000
42. Save the Children Fund	1 080 000	—	—	—	1 080 000

	Fonds de 1984-1985		Fonds de 1985-1986		Total
	Fonds en	Autres	Fonds de		
	contre-	Octrois	redressement		
	Approuvé	Approuvé	Approuvé	Approuvé	
	par SUA (a)	par CCSU (b)	par SUA	par CCSU	
	\$	\$	\$	\$	\$
43. Save the Children Fund of British Columbia	337 835	—	34 300	—	372 135
44. Secours mondial luthérien du Canada	350 000	22 750*	360 000	—	732 750
45. Société canadienne de la Croix Rouge	5 823 052	70 000*	3 120 650	—	9 013 702
46. Société canadienne des missionnaires internationaux	128 165	17 500*	554 900	—	700 565
47. Society of Precious Blood	300 000	—	—	—	300 000
48. SUCO	—	—	92 400	—	92 400
49. Vision mondiale	7 841 706	47 250*	250 000	—	8 138 956
50. World Concern	105 000	—	140 000	—	245 000
51. World Relief	255 170	—	751 515	—	1 006 685
S.U.A. — Administration	—	250 000	—	450 000	700 000
	\$35 765 041	\$12 170 600	\$16 973 428	\$1 024 518	\$65 933 587

Notes: (a) SUA = Secours d'urgence à l'Afrique

(b) CCSU = Coordonnateur canadien des secours d'urgence

* Portion des frais du pont aérien du ministère de la Défense nationale et d'Air Canada

** Comme ci-dessus, plus un octroi spécial

† Pour aider à la coordination des secours

†† Pour aider à la coordination des secours et pour un silo à céréales — Tchad

*† Inter Pares, Fondation canadienne contre la faim, Fondation Aga Khan Canada

Voir annexe pour les autres octrois

La famine : plus jamais

*« Il est indubitable que la sécheresse sévira encore en Afrique, mais toute famine doit être évitée, car aucune n'est inéluctable. »**

Ma responsabilité première, comme coordonnateur des secours d'urgence canadiens aux victimes de la famine en Afrique, était d'aider la population du Canada et son gouvernement à répondre le plus efficacement possible aux urgences. J'ai vite constaté cependant qu'au-delà du court terme, il ne saurait y avoir qu'une seule façon humanitaire de répondre à la famine en Afrique : avoir la ferme volonté de faire en sorte qu'elle ne se reproduise plus jamais.

Lors de mes déplacements au Canada autant que dans de nombreuses régions d'Afrique, on m'a souvent demandé comment on peut empêcher la famine de se reproduire. Les peuples africains, tout comme ceux du reste du monde, refusent de croire et d'accepter que la famine ne soit qu'un fléau de plus auquel les pauvres doivent s'attendre à faire face. La puissance destructrice de la famine qui s'abat sur des peuples entiers devient l'ennemie de l'humanité toute entière, au même titre que la guerre. Elle en a les mêmes effets destructeurs quant aux populations, à l'ordre social, à la moralité et à la justice.

Tout au cours des dix-sept mois de mon mandat, j'ai senti partout cette crainte profonde et permanente qu'un jour ou l'autre, une famine comme celle de 1984-1985 pourrait bien se reproduire. N'avait-elle pas en effet été précédée par une autre famine aussi dramatique en 1972-1973. Pourquoi dès lors la multiplication des signes qui l'annonçaient depuis déjà longtemps et qui même s'amplifiaient n'a-t-elle pas réussi à sonner l'alarme à temps? Pourtant, en Afrique, quand la famine de 1984 a frappé, on se souvenait encore des morsures de celle de 1972.

C'est encore une fois la sécheresse, une des plus graves de l'histoire de l'Afrique contemporaine, qui allait être le principal catalyseur de la famine. En moins de deux ans (1981-1982), la production agro-alimentaire de vingt-quatre pays de l'Afrique sub-saharienne a baissé de 15 %. C'est cependant l'ampleur et l'intensité du drame qui a suivi qui a permis d'évaluer à quel point l'Afrique frôlait déjà le désastre dès le début des années 80. Au cours des vingt

* Brad Morse, Directeur, Bureau des Nations Unies pour les opérations d'urgence en Afrique.

dernières années, la production agro-alimentaire africaine per capita n'avait cessé de décliner. La détérioration, pendant ce temps, de la végétation forestière, de la terre et même des sources d'eau a été constante. En même temps, les exigences et les contraintes de l'économie internationale se sont resserrées comme un étau autour de l'économie de chacun de ces pays d'Afrique, souvent jusqu'à l'asphyxie. Année après année, des peuples entiers de l'Afrique se sont pour ainsi dire écrasés sur eux-mêmes, passant de la subsistance à la dépossession, de la survie à la mort.

Ils sont nombreux les gouvernements africains qui ont carrément identifié comme premier coupable l'ordre économique international qui les oblige ni plus ni moins à vendre à des prix ridicules leurs ressources pour devoir ensuite acheter à prix forts pour eux des biens et des services de première nécessité pour leur développement quand ce n'est pas pour leur survie. Principalement à cause des fluctuations dans la valeur des monnaies et des taux de change, les cinq dernières années ont été les plus désastreuses du dernier demi-siècle pour les économies africaines. On a vu simultanément baisser le prix de leurs produits d'exportation, augmenter en flèche les taux d'intérêt qu'ils devaient payer sur les emprunts contractés et se tarir l'aide des pays donateurs, eux-mêmes aux prises avec leurs propres problèmes économiques. Sans argent, les gouvernements africains n'ont pour la plupart eu d'autres choix que de couper d'une façon draconienne dans les importations, avec toutes les conséquences dévastatrices que cela pouvait avoir sur les réserves alimentaires, les ressources énergétiques disponibles autant que sur les pièces nécessaires à l'entretien des équipements essentiels. Julius Nyerere, ex-président de l'OUA, a posé la question d'une façon aussi claire que dramatique : « Peut-on croire un instant que nous devrions vraiment laisser nos peuples mourir de faim afin de pouvoir payer nos dettes? ».

D'un autre côté, il ne manque pas de gouvernements à travers le monde pour se prononcer d'une façon tout aussi catégorique en pointant du doigt les gouvernements africains, leurs politiques et leurs performances, comme principaux responsables de la famine qui frappe leurs populations. Il est indéniable que l'une des causes de la famine vient du fait que dans plusieurs pays, la paysannerie a été constamment négligée sinon exploitée du fait des actions et politiques gouvernementales.

Les leaders et les gouvernements africains ont la plupart du temps été plus sensibles à la voix des villes, à celle de la fonction publique et des militaires plutôt qu'à celle du peuple qui fournissait pourtant à manger. Un Africain, travaillant dans le cadre d'un programme d'aide, définissait en

ces termes la politique alimentaire : « Affamez les citoyens, et c'est l'émeute; affamez les paysans et ils en meurent. Si vous étiez politicien, quel serait votre choix? »

Un aussi profond désaccord quant à l'identification des causes de la famine en Afrique aurait bien pu donner à plusieurs pays l'occasion ou même le prétexte de se laisser aller à un long débat et à une longue période de récrimination. Ce ne fut cependant pas le cas. Bien au contraire, secoués par l'ampleur de la tragédie et poussés par la voix de l'opinion publique, les gouvernements africains autant que la communauté internationale se sont entendus sur l'essentiel — et l'essentiel est d'éviter la famine.



Une rue de Nairobi, Kenya

Secours, redressement et développement

Il faut faire attention de ne pas utiliser ces trois mots pour diviser d'une façon aussi simpliste que fautive les solutions à la crise africaine en trois phases successives : s'occuper d'abord de la famine, ensuite du redressement et enfin du développement à long terme. En fait, il est essentiel que les secours d'urgence soient de plus en plus conçus et utilisés afin d'avoir un impact aussi immédiat que possible sur les efforts de redressement et pour pouvoir se situer autant que possible dans une problématique de développement.

La pointe aiguë de la crise étant apparemment passée, le monde peut facilement croire que la famine est disparue. C'est une illusion qu'il faut combattre. Comme on l'a déjà dit plus tôt dans ce rapport, des millions d'Africains sont encore en état de danger immédiat. On estime à quelque 1,575 milliard les sommes versées en 1985 et à quelque

1,4 milliard de dollars les ressources nécessaires pour les aider en 1986 : de cette somme, au 1^{er} mars 1986, 650 millions sont encore à trouver. Le monde doit rester sur le qui-vive et être prêt à réagir rapidement pour éviter que ne se reproduisent jamais les situations dramatiques des deux dernières années. Les réseaux et les systèmes mis en place pour répondre aux situations d'urgence doivent être améliorés et renforcés. Il ne faut pas oublier, dans ce contexte, l'impact extraordinaire qu'a pu avoir la télévision chez nous comme ailleurs en dramatisant la situation, provoquant dès lors la réponse spectaculaire du monde entier à la crise africaine. Aussi doit-on développer, au sein du gouvernement et en collaboration avec les agences des Nations Unies et les organismes volontaires, un système d'alerte avancée et les moyens de répondre instantanément aux urgences.

Il faut simultanément accélérer le processus de redressement. Les populations d'Afrique veulent retrouver le plus tôt possible une capacité de production qui leur permette rapidement d'être autosuffisantes quant à leurs besoins essentiels. La conscience qu'ils ont de l'ampleur de la tâche ne les arrête pas. La famine a dramatiquement amplifié et accéléré la destruction de l'environnement et des populations entières ont été arrachées à leurs terres ancestrales; les moyens de base nécessaires à un minimum de production tels les instruments aratoires, les semences, les animaux de ferme, ont disparu. Parmi ceux qui ont survécu à la famine et en particulier les enfants, nombreux sont ceux qui en porteront les marques pour le reste de leur vie. Pour qu'il y ait quelque espoir sérieux de retour à une vie plus normale pour ces millions de personnes, il faut dès lors que les gouvernements africains tout comme la communauté internationale fassent preuve de compréhension, de souplesse et de solidarité dans la recherche des meilleures voies pour réaliser efficacement le redressement nécessaire.



Centre d'alimentation au Soudan

Mais un retour à la situation normale d'avant la famine ne suffit pas. La famine n'était pas qu'un accident. Elle est aussi le résultat de la désintégration économique, sociale et politique qui hante l'Afrique depuis maintenant plus de 20 ans. Aussi, en même temps que l'on travaillera au redressement de la situation actuelle, il ne faudra pas chercher à éviter de faire face aux problèmes à long terme que posent les exigences du développement africain.

Le producteur vivrier

Il est communément admis que le petit producteur est le meilleur espoir d'expansion de la production agricole en Afrique. Cette prédominance n'est pas nouvelle. Elle n'a cependant jamais été entièrement reconnue, en terme de priorité, par les gouvernements africains comme d'ailleurs par les donateurs de la communauté internationale. En moyenne, les gouvernements n'ont consacré jusqu'ici qu'environ 5 % de leur budget national à l'agriculture et une toute petite fraction rejoignait effectivement les producteurs locaux qui produisaient pourtant 70 % de ce que mange l'Afrique. Les femmes jouent un rôle prépondérant bien que mal connu dans l'économie africaine. Il faut augmenter l'appui dont elles ont si grandement besoin. L'aide internationale, liée aux produits et aux méthodes des pays donateurs, a même à l'occasion accentué les traits les plus



Agriculture au Mali

négatifs du développement africain en ce domaine. Le Fonds international pour le développement agricole est la seule organisation internationale à s'être systématiquement et obstinément occupée, non sans succès notables, des petits cultivateurs africains. Cette organisation est pourtant aujourd'hui, comme les autres, à la merci des menaces de réduction des contributions de ses donateurs.

L'environnement

Les ressources naturelles de l'Afrique, en particulier ses terres arables et sa végétation, fondent à un rythme rapide et qui va en s'accéléralant. La conséquence la plus terrifiante de cette situation, la désertification, a été comparée à ce que serait au Canada la progression vers le sud d'une calotte glaciaire qui viendrait geler nos cultures et chasser nos troupeaux. Les avis restent partagés : le désert avance-t-il en raison de la sécheresse ou n'est-il pas plutôt le produit immédiat des ravages infligés par l'homme à son environnement? Quoi qu'il en soit, les résultats sont les mêmes et il est évident qu'une mauvaise gestion des sols réduit encore davantage le potentiel des terres que les pluies pourraient rendre utilisables. La protection de l'environnement et les gains sur les espaces stériles, y compris l'utilisation réglementée des sols et leur conservation autant que le reboisement, doivent faire partie intégrante de tout plan destiné à empêcher une nouvelle famine dans la partie subsaharienne de l'Afrique.

La population

C'est l'Afrique qui a actuellement le taux de croissance démographique le plus élevé au monde. Cette situation entraîne d'une part une sollicitation excessive des terres propres à l'agriculture et génère d'autre part une croissance urbaine désordonnée. Depuis trente ans, l'expérience du développement a prouvé qu'il était possible de freiner considérablement la croissance démographique en améliorant les conditions d'hygiène, le niveau d'instruction et les possibilités d'emploi parmi les pauvres, surtout les femmes pauvres. Tout ce qui peut être fait dans ces voies constitue le meilleur investissement possible pour le développement de la part des gouvernements mais aussi des femmes et des hommes d'Afrique.



Village au Mali

La paix

La violence et les conflits armés sont certainement parmi les pires ennemis de l'Afrique d'aujourd'hui. La famine n'est pas sans lien avec la guerre, entre pays ou dans un même pays. Les quatre pays les plus durement touchés par la famine — l'Éthiopie, le Soudan, le Mozambique et l'Angola — sont en même temps déchirés par des conflits intérieurs. Les effets destructeurs de la violence sont immédiats et bien connus. Ils affaiblissent aussi la capacité de développement, ils diminuent le bassin de ressources humaines autant que de ressources matérielles dont on aurait pourtant besoin à des fins de construction et qui doivent être sacrifiées à l'effort de guerre. Les gouvernements et les organisations internationales continuent de sous-estimer l'impact positif pour la paix véritable qui découle presque automatiquement de l'amélioration de la situation économique et sociale des pays et des populations. Ces problèmes sont rendus plus complexes encore du fait que des puissances extérieures utilisent l'Afrique pour leurs jeux de stratégie. À défaut de meilleures perspectives de paix, le développement risque de rester longtemps un vain espoir dans de nombreuses régions de l'Afrique.

L'endettement

L'ordre économique international pèse lourd sur l'Afrique. La dette étrangère des États africains est parmi les plus élevées au monde par rapport à leurs recettes d'expor-

tation. Au cours des cinq prochaines années, les pays les plus pauvres sont menacés de devoir assister, impuissants, à un exode massif de capitaux à l'échelle continentale et ce, au fur et à mesure que le service de la dette prend des proportions inouïes en même temps que l'aide qui vient de l'extérieur s'amenuise. Même s'il est crucial que les gouvernements africains s'engagent résolument dans la voie de la réforme de leurs politiques et de leurs institutions, cette réforme ne pourra être pleinement efficace et, selon toute vraisemblance aussi, porter des fruits durables que si elle est épaulée par une aide extérieure adéquate.

Presque toutes les propositions mises de l'avant pour empêcher une nouvelle famine font état de la nécessité absolue pour l'Afrique de s'entendre sur des plans d'action conjoints avec la communauté internationale pour en arriver à ce que le fardeau de l'endettement soit géré de manière à aider plutôt qu'à entraver le développement et la relance économiques de l'Afrique. La valeur réelle de l'aide publique internationale au développement africain devrait ainsi s'accroître et, dans la mesure du possible, prendre la forme de devises étrangères qui peuvent être utilisées librement et facilement pour réaliser les objectifs visés.

Le partenariat

Les conditions requises pour empêcher une nouvelle famine en Afrique font à toute fin pratique l'unanimité. Il ne suffit pas cependant d'être d'accord. Les Africains sont familiers avec les promesses et les engagements qui, même lorsqu'ils ont été respectés, n'ont pas pour autant empêché la famine. Autant les gouvernements africains doivent résister aux groupes de pression influents voulant qu'ils oublient les parties les plus pauvres de leur pays, autant les gouvernements des pays développés doivent-ils de leur côté dire non à ceux qui voudraient qu'ils ignorent les pays les plus pauvres du monde. Dans les deux cas, le défi reste de même nature : transformer la solidarité éphémère suscitée par le combat contre la présente famine en une volonté concrète d'empêcher la prochaine.

Certains signes encourageants permettent de penser que les gouvernements africains commencent à tirer les leçons de la situation dramatique dans laquelle les a plongés la famine. Durant l'assemblée annuelle de l'Organisation de l'unité africaine qui a eu lieu en juillet 1985 à Addis Abéba, les chefs d'État ont admis que leurs administrations publiques occupaient souvent une place exagérée et pouvaient même avoir un effet asphyxiant sur le développement du pays



D. MacDonald à Gambela, Éthiopie

alors que certains secteurs économiques cruciaux comme l'agriculture, le développement de la main-d'œuvre et de l'industrie avaient du même coup été négligés. Un nouveau thème commence aussi à faire son apparition : le partenariat entre le peuple et le gouvernement.

Au début de 1985, le Zimbabwe était encore au nombre des 20 pays d'Afrique frappés par la sécheresse et qui avaient désespérément besoin d'aide alimentaire d'urgence. À la fin de la même année, les cultivateurs de ce pays avaient récolté suffisamment de maïs pour rendre à leur territoire son autosuffisance alimentaire. Dans la province du Wollo, en Éthiopie, les paysans ont été mobilisés dans le cadre d'un colossal projet d'aménagement en terrasses afin de construire des murets de retenue à flanc de colline, augmentant ainsi la surface de production agro-alimentaire. Ces exemples prouvent que c'est le peuple, et surtout le cultivateur ou paysan, qui est en première ligne de la guerre contre la famine.

L'issue de la bataille dépendra aussi du soutien des peuples du monde entier. En 1984-1985, le monde a dit : « Nous pouvons changer les choses » et ce fut fait. Aujourd'hui et au-delà du court terme, un engagement plus conséquent nous sollicite : l'établissement d'une authentique relation de coopération avec les peuples africains à la recherche des véritables voies de développement.

Un engagement durable de la part du Canada

« Cette réaction massive, qui témoigne de la grande bonté et de la noblesse de cœur des Canadiens, révèle une nouvelle dimension de l'empressement de notre nation à venir en aide aux moins fortunés ».

Le très honorable Brian Mulroney
décembre 1984

« Les secours ne suffisent pas. Il est essentiel que soit menée une action en faveur du développement permanent, en concertation avec les nations africaines. »

Le très honorable Joe Clark
Secrétaire d'État aux Affaires extérieures
septembre 1985

« Je puis vous assurer que j'ai la ferme intention de faire tout ce qui sera possible pour resserrer encore les liens entre le Canada et l'Afrique. »

L'honorable Monique Vézina
Ministre des Relations extérieures
octobre 1984

« Le Comité transmet l'opinion unanime des témoins selon lesquels l'aide au développement destinée à l'Afrique constitue un problème à long terme



Journée de l'Afrique, Ottawa

à l'égard duquel le Canada doit prendre un engagement à long terme. »

Comité permanent de la Chambre des
communes pour les Affaires extérieures
et la Défense nationale
avril 1985

« Le Canada peut et doit prendre un engagement durable à l'endroit de l'Afrique. Il n'y a pas vraiment d'autre choix. Les problèmes de l'Afrique sont les problèmes du monde. Nous ne pouvons pas ignorer les conséquences de la famine et nous ne le ferons pas : il nous faut donc rester au premier rang de ceux qui luttent pour qu'elle ne revienne jamais. »

Voilà ce qu'ont dit les Canadiens. L'empressement et la générosité qu'ils ont mis à répondre à la famine prouvent qu'ils savent à quel point la compassion et la solidarité sont vitales dans le monde d'aujourd'hui. Cette conscience transcende la simple, nécessaire mais éphémère réaction « monétaire » aux images que la télévision nous montre de la souffrance et de la mort des autres. Un sondage national commandé par mon Bureau a montré que nos compatriotes mettaient au premier rang des problèmes mondiaux les plus graves ceux engendrés par la famine.* Ils savent aussi que c'est un problème à long terme et que les résultats ne pourront s'en mesurer que sur plusieurs dizaines d'années. Parmi les régions du monde les plus pauvres, la plupart des Canadiens estiment que c'est l'Afrique qui a le plus besoin d'aide : si on leur demandait de choisir, ils concentreraient même l'aide canadienne sur ce continent.

Par ailleurs, une analyse lucide de nos propres intérêts débouche sur la même conclusion. Le document intitulé « Compétitivité et sécurité : orientations pour les relations extérieures du Canada » qu'a déposé au Parlement le très honorable Joe Clark, Secrétaire d'État aux Affaires extérieures, soulignait que la sécurité était l'un des deux principaux objectifs de la politique étrangère de notre pays. Or, la sécurité est-elle vraiment possible dans un monde qui tolère la famine? La réponse à cette question ressort de l'analyse de quarante années de politique étrangère canadienne : ce sont des pays comme le Canada qui ont pour rôle et pour responsabilité de favoriser une sécurité qui repose avant tout sur la coopération, la solidarité et le développement.

* *Les Canadiens et l'Afrique : ce qu'ils en disent*, sondage effectué à l'échelle du Canada en février 1986 par Decima Research Ltée.

En matière d'aide à l'Afrique, le Canada peut faire plus qu'il n'a fait jusqu'ici. Depuis novembre 1984, nous avons en effet fourni 8 % du total de l'aide immédiate destinée à ce continent; notre contribution aux secours alimentaires nous place au deuxième rang de tous les pays du monde. Depuis 20 ans, la diplomatie canadienne, libre qu'elle est de tout héritage colonial, a créé des liens solides avec les pays d'Afrique, membres du Commonwealth autant que membres de la francophonie africaine. Nulle part au monde n'avons-nous autant la possibilité d'appliquer une politique étrangère aussi novatrice et aussi indépendante. Lors de tous mes déplacements en Afrique, j'ai ressenti cette confiance et cette chaleur toutes particulières qu'inspirent le Canada et les Canadiens. Nous avons mérité la crédibilité dont nous jouissons en Afrique. Il est temps maintenant de nous en servir.

Une décennie pour l'Afrique

Tout ce que j'ai vu là-bas, tout ce que j'ai entendu ici, tout ce que nous avons fait comme pays et comme citoyens, tout cela m'amène à conclure que le peuple et le gouvernement du Canada devraient unir leurs efforts et promouvoir une « décennie pour l'Afrique ». Il s'agirait d'un engagement national à long terme visant à resserrer encore davantage les liens entre les Canadiens et les Africains et à poursuivre notre aide pour le redressement des économies et pour le développement des populations et des pays de ce continent. Ce défi s'assortit de trois composantes fondamentales : le rôle de chef de file du gouvernement, la communication et le partenariat.

Rôle de chef de file du gouvernement

La participation directe des particuliers et des organisations non gouvernementales du Canada représente la pierre angulaire de l'engagement de notre pays à l'égard de l'Afrique, mais le gouvernement de notre pays restera toutefois le principal vecteur d'expression de cet engagement et de ce leadership. Il est particulièrement important que le gouvernement manifeste clairement ses intentions dès aujourd'hui en se préparant pour le Sommet économique de Tokyo et pour la session extraordinaire des Nations Unies sur l'Afrique qui auront lieu en mai.

Un premier pas dans ce sens serait la proclamation d'une « décennie de l'Afrique » qui deviendrait un élément majeur de notre politique extérieure. Pour souligner encore

cette politique, les pays africains devraient avoir une place toute particulière dans les programmes d'aide et de coopération du Canada. Le gouvernement devrait faire en sorte que l'aide accordée à l'Afrique augmente régulièrement pendant toute la décennie, et que les conditions dont cette aide est assortie disparaissent parallèlement. Pour pouvoir répondre avec plus de souplesse aux véritables besoins, il faudra surseoir à la formule de classement par catégories des pays africains bénéficiaires; pour arriver à polariser l'aide canadienne, il faudra accorder la toute première priorité à l'autonomie de la production vivrière. Après une analyse approfondie des problèmes d'endettement et des balances de l'Afrique, le Canada devrait encourager la libéralisation des échanges et souscrire à des mesures de rééchelonnement de la dette africaine afin de promouvoir la relance et le développement économique de ce continent.

La ministre des Relations extérieures devrait assumer directement la responsabilité de la mise en œuvre de la « décennie de l'Afrique », de manière à ce que :

- un système d'alerte avancée et de réaction à l'urgence soit mis en place;
- les programmes d'aide du Canada destinés à toutes les parties de l'Afrique, francophone comme anglophone, soient entièrement intégrés;
- la politique interministérielle, surtout dans les domaines de l'aide, du commerce et des finances, soit coordonnée dans le but de promouvoir la relance et le développement de l'Afrique;
- le Canada aide à renforcer la coordination de l'aide internationale que les Nations Unies effectuent en Afrique; et
- avec l'aide d'un Comité consultatif sur l'Afrique, les communications entre le gouvernement, les organisations de bienfaisance, les médias et la population du Canada soient renforcées.

Pour épauler la ministre dans ce rôle directeur, on devrait créer par décret du Conseil des ministres un nouveau poste de niveau supérieur unifiant les responsabilités du ministère des Affaires extérieures et de l'ACDI touchant l'Afrique.

Enfin il est nécessaire que le ministère des Affaires extérieures et l'ACDI soient plus ouverts et faciles d'accès dans leurs rapports avec le public qui s'intéresse à l'Afrique. Dans cet esprit, l'information devrait circuler davantage. Une politique systématique et positive visant à renforcer les liens

avec tous les éléments du secteur public devrait figurer parmi les objectifs de la « décennie pour l'Afrique ».

Communication

Il y a à peine dix-huit mois, les médias parlaient très peu de l'Afrique. Aujourd'hui, c'est le contraire. Le réseau CBC/Radio-Canada a réalisé des reportages exceptionnels sur la situation de l'Afrique et a commandité une série d'émissions d'envergure sur les origines de la crise. Les diffuseurs régionaux et locaux, CJOH dans l'est de l'Ontario, CFPL à London, ATV dans les Maritimes, ainsi que l'Inuit Broadcasting Corporation, ont choisi des sujets de leurs localités et les ont suivis jusqu'en Afrique pour faire ensuite partager leur expérience par leurs téléspectateurs et leurs collègues des autres médias. La presse écrite, du *Devoir* au *Sun* de Vancouver, des quotidiens aux hebdomadaires en passant par les agences de presse, a publié des chroniques spéciales consacrées à l'Afrique.

Les reportages restent perfectibles, certes, tant du point de vue de la profondeur de l'analyse que de celui de la continuité, mais l'année qui vient de s'écouler a montré ce que les médias pouvaient faire et l'importance vitale de leur contribution. Pourtant le *Globe and Mail* et *Southam News* sont les deux seules agences de nouvelles canadiennes qui ont des bureaux en Afrique. Le sondage effectué par la firme Decima Research révèle que ce sont les reportages télévisés sur la famine qui ont, plus que tout autre facteur, conditionné l'attitude des Canadiens à l'endroit de la crise africaine. En plus d'informer, les médias ont eu une incidence directe sur la participation canadienne. Ils ont été à l'origine d'une multiplication des dons et ont permis de galvaniser particuliers et collectivités dans leurs efforts pour monter des projets et organiser des secours d'urgence à l'intention des Africains.

À mesure que l'Afrique traverse cette phase critique de son histoire, il est impératif que les médias puissent continuer à y jouer leur rôle. Souvent en effet, ils n'ont pas les moyens nécessaires pour couvrir des événements importants, certes, mais trop distants du Canada. **CBC et Radio-Canada devraient unir leurs efforts à ceux de Radio-Canada International et monter une opération spéciale « À l'écoute de l'Afrique » pour mieux suivre la situation africaine et permettre également aux Africains de diffuser au Canada et à propos du Canada.**

Partenariat

Le partenariat entre le gouvernement, les organisations bénévoles de bienfaisance, les ONG et la population du Canada fut l'élément fondamental de la réponse canadienne à la famine en Afrique. Le défi qui se pose désormais est la création de mécanismes susceptibles de promouvoir plus efficacement encore une coopération durable. Il s'agirait d'encourager les ONG à orchestrer des initiatives conjointes comme leur participation à l'expédition du navire « Happiness II » envoyé en Afrique avec une cargaison de secours d'urgence. Il est tout aussi important que les organisations de bienfaisance fassent en sorte d'être mieux à même d'analyser et d'évaluer leur propre expérience en matière de développement ainsi que les politiques du gouvernement.



Conférence nationale – Forum Afrique

L'une des expériences les plus encourageantes et les plus enthousiasmantes des dix-sept derniers mois a été l'apparition de nouveaux protagonistes sur la scène canadienne du développement. Ainsi, le Syndicat des métallurgistes a-t-il lancé une initiative hardie et sans précédent en faisant voter par ses membres un précompte salarial d'un cent par heure de travail versé dans un fonds humanitaire. Le même principe pourrait s'appliquer à d'autres secteurs.

Une proposition actuellement à l'étude consisterait à faire en sorte que les municipalités demandent aux contribuables l'autorisation d'arrondir les factures d'eau au dollar supérieur et de consacrer ainsi l'excédent à la réalisation de projets d'adduction d'eau potable en Afrique. Pris isolément, les projets de ce genre ne représentent peut-être pas grand-chose, mais leur multiplication pourrait considérablement étoffer la contribution du Canada au développement de l'Afrique.

S'il faut commencer par bâtir un partenariat au Canada, c'est pour parvenir ensuite à en établir un avec les Africains. « D'un peuple à l'autre », voilà qui devrait devenir le thème directeur de l'aide canadienne à l'Afrique pendant les dix prochaines années. Le gouvernement du Canada et les ONG devraient avoir pour priorité l'accroissement de la présence en Afrique des organisations de bénévoles, ce qui resserrerait encore les liens de ces dernières avec leurs homologues africaines. Dans ce but, il faudrait ouvrir, partout où le besoin s'en fait sentir en Afrique, des centres bénéficiant de l'appui concerté du gouvernement canadien et des organisations de bienfaisance, lesquels viendraient épauler et conseiller les initiatives conjointes canado-africaines. Le Soudan pourrait très rapidement se prêter à la création d'un tel centre.

La nécessité qu'il y a de renforcer les liens entre le Canada et l'Afrique se fait sentir dans notre pays également. Les étudiants venus d'Afrique et d'ailleurs ont enrichi la vie universitaire canadienne. Le fait que de nombreux Africains éminents aient suivi des études supérieures au Canada rehausse encore l'influence de notre pays et facilite nos initiatives diplomatiques en Afrique. C'est pour cette raison notamment que la tendance au relèvement de plus en plus marqué des frais de scolarité imposés aux étudiants étrangers plus qu'à leurs condisciples canadiens devrait être arrêtée. Les étudiants africains surtout devraient bénéficier des mêmes possibilités d'accès aux collèges et universités du Canada.

« Secours d'urgence à l'Afrique » (SUA) a proposé que le milieu des organisations de bienfaisance et le gouvernement du Canada établissent conjointement un fonds pluriannuel spécial en contrepartie pour aider au financement des projets soumis par les ONG. Dans cette veine, **je préconise que les ONG, les groupements à caractère professionnel, les organismes municipaux, les maisons d'éducation, les syndicats, les groupes d'affaires, les églises et tous les autres groupes intéressés établissent un Centre Canada-Afrique**

qui administrerait un fonds de contrepartie de 50 à 60 millions de dollars par année qui aurait comme premier objectif de promouvoir l'autosuffisance alimentaire en Afrique. Le renforcement des organisations non gouvernementales en Afrique et l'établissement de liens entre Africains et Canadiens devraient être des éléments importants de la vocation de ce centre. Le Centre servirait également de bureau de renseignements et de foyer de recherche à propos de l'Afrique et il alimenterait l'intérêt des médias envers l'Afrique.

Enfin, il viendrait épauler l'organisation de Forum Afrique en s'occupant des services de télécommunication, de presse, d'imprimerie et de production de documents. Je recommanderais en outre que le conseil d'administration du Centre Canada-Afrique soit composé de Canadiens et d'Africains.

Faire ce qu'il faut

C'est à ses actes, et non à ses paroles, que le Canada sera jugé sur son engagement à long terme envers l'Afrique. Les recommandations figurant dans ce rapport ne peuvent se réaliser sans l'aide et la participation actives et constantes de la population canadienne. Forum Afrique a précisément été imaginé et réalisé dans ce but. Des assemblées régionales et locales ont été organisées un peu partout au Canada et ce sont les préoccupations des gens qui façon-



Conférence nationale — Forum Afrique

nèrent leur programme. Téléconférences, chaînes de télévision communautaire et bien d'autres moyens encore furent utilisés pour mettre les collectivités en contact les unes avec les autres. Grâce à la généreuse coopération de Monsieur le président de la Chambre des communes et du réseau CBC/Radio-Canada, la télévision parlementaire diffusa les séances du Forum national. Tout cela nous ouvre les chemins de demain.

Je recommande fortement que Forum Afrique se poursuive et devienne un élément des politiques et programmes de la « décennie de l'Afrique ». S'il est bien épaulé et convenablement orchestré, le Forum pourra servir de point de convergence au débat, à l'autocritique et aux initiatives novatrices et nous permettra de mettre à l'épreuve notre engagement et notre volonté d'aider l'Afrique. **Je propose que le prochain Forum Afrique ait lieu à la fin de 1986 et ait comme point culminant un téléthon de 24 heures qui informerait les Canadiens des progrès réalisés par la « décennie de l'Afrique » et recueillerait des dons pour alimenter le fonds de contrepartie et financer le Centre Canada-Afrique.**

Conclusion

Des trente-six pays désignés et reconnus par les Nations Unies comme étant les plus pauvres du monde, vingt-six sont situés en Afrique. Ces pays sont depuis longtemps victimes d'un déclin économique et social chronique. Ils ont connu leur pire sécheresse du siècle. Il en est résulté une famine inouïe.

Pendant toute la durée de la crise, le monde entier a gardé en vue deux objectifs convergents : d'abord, qu'il était urgent de faire quelque chose maintenant pour sauver ces populations et aussi qu'il fallait absolument trouver à plus long terme le moyen d'empêcher des tragédies de cette nature de se reproduire.

Des progrès remarquables ont été accomplis dans la poursuite du premier objectif. Sans l'abandonner, il faut maintenant agir en fonction du deuxième. L'effort que nous devons consentir pour y arriver sera au total plus grand que tout ce qu'a pu exiger de nous la crise engendrée par la famine africaine à ce jour. Je recommande fortement au gouvernement du Canada et je le presse de prendre et d'assumer un tel engagement durable.

Recommandations essentiell

Rôle de chef de file du gouvernement

Je recommande au gouvernement du Canada de proclamer une « décennie de l'Afrique » et de faire en sorte que les pays d'Afrique bénéficient d'une place toute particulière dans les programmes d'aide du Canada. À cette fin, il faudrait notamment :

- que l'aide accordée par le Canada à l'Afrique s'intensifie progressivement pendant toute la décennie;
- que l'aide accordée par le Canada soit graduellement dégagée de toutes ses conditions;
- que le système de catégories cesse de s'appliquer aux pays africains bénéficiaires;
- que l'autonomie de la production vivrière devienne la priorité numéro un de l'aide accordée par le Canada à l'Afrique;
- que le Canada souscrive à une libéralisation des échanges commerciaux et à des mesures de rééchelonnement de la dette africaine afin d'encourager la relance et le développement économiques de l'Afrique.

La ministre des Relations extérieures devrait assumer directement la responsabilité de mettre en œuvre la « décennie pour l'Afrique », de manière à ce que :

- un système d'alerte avancée et de réaction à l'urgence soit mis en place;
- tous les programmes d'aide du Canada destinés à l'Afrique, francophone comme anglophone, soient entièrement intégrés;
- la politique interministérielle, surtout dans les domaines de l'aide, du commerce et des finances, soit rigoureusement coordonnée dans le but de promouvoir la relance et le développement en Afrique;
- le Canada aide à renforcer la coordination de l'aide internationale que les Nations Unies effectuent en Afrique; et

- avec l'aide d'un Comité consultatif sur l'Afrique, les communications entre le gouvernement, les organisations de bienfaisance, les médias et la population du Canada soient renforcées.

Pour épauler la ministre dans ce rôle directeur, on devrait créer par décret du Conseil des ministres un nouveau poste de niveau supérieur intégrant les responsabilités du ministère des Affaires extérieures et de l'ACDI touchant l'Afrique.

Communication

Je recommande que :

- CBC et Radio-Canada unissent leurs efforts à ceux de Radio-Canada International pour monter une opération spéciale « À l'écoute de l'Afrique » afin de mieux suivre la situation africaine et de permettre aux Africains de diffuser au Canada et à propos du Canada.

Partenariat

Je recommande que :

- le gouvernement du Canada et les ONG accordent la priorité à l'intensification de la présence en Afrique des organisations bénévoles, ce qui resserrerait les liens entre celles-ci et leurs homologues africaines. Dans ce but, il conviendrait d'ouvrir, partout où le besoin s'en fait sentir en Afrique, des centres bénéficiant de l'appui concerté du gouvernement canadien et des organisations bénévoles, lesquels viendraient épauler et conseiller les initiatives conjointes canado-africaines;
- la tendance au relèvement de plus en plus marqué des frais de scolarité imposés aux étudiants étrangers plus qu'à leurs condisciples canadiens soit arrêtée et que les étudiants africains en particulier bénéficient des mêmes possibilités d'accès aux collèges et universités du Canada;
- les ONG, les groupements à caractère professionnel, les organismes municipaux, les maisons d'éducation, les syndicats, les groupes d'affaires, les églises et tous les autres groupes intéressés établissent un Centre Canada-Afrique qui administrerait un fonds de 50 à 60 millions de dollars par année qui aurait pour

objectif de promouvoir l'autosuffisance alimentaire en Afrique. Le renforcement des organisations non gouvernementales en Afrique et l'établissement de liens entre Canadiens et Africains devraient être des éléments importants de la vocation de ce centre. Le Centre servirait également de bureau de renseignements et de foyer de recherche à propos de l'Afrique et il alimenterait l'intérêt des médias. Enfin, il viendrait épauler l'organisation de Forum Afrique en s'occupant des services de télécommunication, de presse, d'imprimerie et de production de documents. Son conseil d'administration serait composé de Canadiens et d'Africains.

Faire ce qu'il faut

- Forum Afrique devrait se poursuivre et devenir un élément des politiques et programmes de la « décennie pour l'Afrique ». Le prochain Forum devrait avoir lieu à la fin de 1986 et avoir comme point culminant un téléthon de 24 heures qui signalerait les progrès réalisés par la « décennie pour l'Afrique » et recueillirait des dons pour alimenter le fonds de contrepartie et financer le Centre Canada-Afrique.

Annexes

Le mandat du Coordonnateur

Le premier mandat du Coordonnateur canadien des secours d'urgence/Famine en Afrique remonte au 1^{er} novembre 1984. Au mois de mars 1985, je présentais un compte rendu de mes activités dans un rapport intitulé *La Famine en Afrique et la réaction du Canada*. Dans une lettre rendue publique le 31 mai 1985, l'honorable Monique Vézina, ministre des relations extérieures, annonçait la prolongation de mon mandat jusqu'au 31 mars 1986 et me chargeait de certaines tâches précises. Vous trouverez ci-dessous un bref rapport d'activités portant sur chacune de ces tâches.

1. Conseiller le Gouvernement pour toute mesure devant être prise relativement à la situation en Afrique et à la nature de l'aide d'urgence devant être fournie aux pays touchés par la sécheresse.

Le Coordonnateur, accompagné de parlementaires des trois principaux partis politiques, d'un membre d'une législature provinciale et de représentants de syndicats, d'organisations bénévoles et des médias, a effectué sept missions d'évaluation qui l'ont conduit en Éthiopie, au Soudan, en Mauritanie, au Mali, au Niger, au Mozambique, au Botswana, au Lesotho, au Zimbabwe, au Kenya et en Angola. À la lumière de ces évaluations et de ses contacts avec les Africains de passage au Canada et avec les agences des Nations Unies les plus concernées par la crise africaine, il a tenu le gouvernement au courant de l'évolution de la crise et des besoins de l'Afrique.

2. Aider les organisations bénévoles dans les efforts qu'elles déploient avec l'appui généreux de milliers de Canadiens pour venir en aide aux victimes de la famine. À cet égard, il gèrera, en consultation avec le secteur volontaire et l'ACDI, un fonds de dix-huit millions de dollars principalement pour des projets de récupération conçus par les organisations non gouvernementales.

La gestion du Fonds spécial pour l'Afrique créé par le gouvernement en 1984 et du Fonds de redressement de dix-huit millions de dollars a été assurée par le Coordonnateur en collaboration avec *Secours d'urgence à l'Afrique*, une coalition d'organisations bénévoles fondée le 27 novembre 1984. Le tableau I donne les détails de l'utilisation de ces fonds.

3. Eu égard à la réaction du grand public à la crise africaine, agir comme animateur, facilitateur et porte-parole du Gouvernement auprès de l'ensemble des organismes, des instances, des groupes et des individus qui se préoccupent de cette situation. À cet effet, il gèrera un fonds spécial de 1,5 millions de dollars destiné à fournir une assistance à des projets conçus par des individus ou des groupes pour des programmes de communication, de jumelage entre régions et municipalités du Canada et de l'Afrique, d'échanges dans le domaine de la santé, d'entreprises à risques partagés et pour tout projet destiné à venir en aide aux populations touchées par la sécheresse.

Le Coordonnateur s'est adressé à d'innombrables groupes, organisations bénévoles, écoles, clubs sociaux et églises et, par le truchement des médias, aux Canadiens de partout au pays pour les tenir au courant de l'évolution de la crise et des besoins de l'Afrique. Il a servi d'intermédiaire entre particuliers et organismes concernés par la question et

il a stimulé l'intérêt des responsables des médias dans les questions africaines. Le fonds spécial de 1,5 millions de dollars a été consacré en partie à des octrois de lancement pour les projets suivants :

- *Tables rondes africaines* : un octroi au Conseil canadien pour la coopération internationale pour lui permettre de participer à la préparation et au financement des deux premières de six tables rondes organisées en Afrique par la *Society for International Development*. Ces tables rondes réuniront des représentants africains de tous les secteurs et les inciteront à tirer des leçons de la crise et à s'engager plus profondément dans le rétablissement de leurs pays.
- *Matériel pédagogique sur l'alimentation* : une contribution à l'Association canadienne de la Journée mondiale de l'alimentation pour l'aider à mettre au point et distribuer à toutes les écoles du Canada et aux organisations communautaires des trousseaux pédagogiques sur le problème de l'alimentation dans le monde et en particulier en Afrique.
- *Reboisement* : une contribution au Service de liaison des organisations non gouvernementales pour les Nations Unies et à l'Association des Nations Unies de Vancouver. Ces fonds serviront à mettre sur pied un centre international d'échange d'information au service des organisations non gouvernementales africaines et non africaines actives dans le reboisement en Afrique et à regrouper, en Colombie Britannique d'abord et ailleurs au Canada ensuite, des experts en sylviculture intéressés à venir en aide aux organisations africaines intéressées au reboisement.
- *Santé* : une contribution au Centre d'études et de coopération internationale (CECI) pour la mise en marche d'un projet sanitaire à Koulikoro (Mali) en collaboration avec le district 704 du Club Rotary, la Fondation Rotary, le Club Rotary de Bamako, l'ACDI et OXFAM. Cette contribution a pour objet d'aider le CECI et d'autres organisations à mobiliser et à utiliser les services des professionnels de la santé qui ne sont disponibles que pour des affectations de courte durée.
- *Projet « Étoile polaire »* : une participation aux coûts de la mission en Éthiopie de quatre représentants des collectivités inuit du Nord canadien et d'une équipe de la *Inuit Broadcasting Corporation* et de la

Inuvialuit Communications Society. À cette contribution s'est ajouté un octroi de 57 054 \$ offert par les sociétés Petro-Canada et Panarctic. La mission avait pour objet de permettre à des représentants des Inuit de faire le bilan de la crise et de l'utilisation qui était faite de l'aide canadienne et d'en rendre compte aux Canadiens.

- *Le « Fonds humanitaire des Métallos Inc. »* : une contribution au syndicat des Métallurgistes unis d'Amérique pour la production, sur bande vidéo, d'un appel à ses locaux, aux autres syndicats et au public canadien les invitant à contribuer à leurs fonds humanitaire.
- *« Destin de la terre »* : une contribution à « Conférence Destin de la terre (Canada) » pour lui permettre d'organiser, d'un bout à l'autre du Canada, sept ateliers au cours desquels seront formulées diverses positions en préparation de trois conférences internationales prévues pour l'année 1986 : Commission mondiale sur l'environnement et le développement; Stratégie mondiale de la conservation et « Destin de la terre ».
- *Participation des ONG à la session spéciale des Nations Unies sur l'Afrique* : une contribution au Conseil canadien pour la coopération internationale qui lui permettra de faciliter et d'appuyer la participation des organisations non gouvernementales africaines à la session spéciale des Nations Unies sur l'Afrique. Cette contribution servira à payer une partie des dépenses nécessaires à l'organisation de réunions et d'autres activités préparatoires en Afrique et à la coordination de ces activités avec celles des ONG de l'Europe et de l'Amérique du Nord à New York.

Le tableau II donne les détails de l'utilisation du fonds spécial de 1,5 millions de dollars.

4. Servir de lien avec les gouvernements provinciaux et les encourager à prêter appui et assistance.

Plusieurs gouvernements provinciaux ont apporté une aide directe importante aux victimes de la famine en Afrique, faisant appel, au besoin, aux avis du Coordonnateur pour déterminer les priorités et régler des problèmes logistiques. De plus, de nombreuses municipalités ont collaboré activement à l'organisation des sessions régionales de Forum Afrique, contribuant ainsi à maintenir le niveau d'intérêt et d'engagement de leurs citoyens envers ce continent.

5. Prendre un rôle actif dans la concertation avec les autres pays donateurs et les organismes internationaux qui fournissent une aide d'urgence à l'Afrique, là où le besoin s'en fait sentir. Il participera aux travaux du groupe d'experts chargé de préparer des propositions pour les ministres des affaires étrangères des pays du Sommet économique sur l'intensification de la coopération avec les pays africains et fera rapport au Secrétaire d'État aux Affaires extérieures et à la Ministre des Relations extérieures.

Grâce à de fréquentes consultations, en Afrique et ailleurs, avec les représentants d'autres pays donateurs, des agences des Nations Unies et des organisations non gouvernementales, il a été possible au Coordonnateur d'insérer les secours d'urgence canadiens dans l'ensemble de l'aide internationale. Au sein du groupe d'experts mis sur pieds par les chefs d'État du Sommet économique de Bonn, le Coordonnateur en sa qualité de chef de la délégation canadienne a contribué à l'élaboration d'un rapport ultérieurement avalisé par les ministres des affaires étrangères des pays du Sommet. En septembre 1985, il se rendait à Dakar pour discuter des priorités africaines formulées dans le Plan d'action de Lagos et dans la déclaration des chefs d'État de l'OUA de juillet 1985 avec le nouveau président de cette organisation, Monsieur Abdou Diouf, président du Sénégal.

6. Faire effectuer, soit par les canaux habituels de l'ACDI, soit à l'aide de personnel spécialement recruté à cette fin, toute mission qu'il jugerait nécessaire, relativement à la bonne réception par les populations concernées de l'aide d'urgence du Canada.

La vérification, sur le terrain, de l'usage que l'on faisait de l'aide canadienne et de sa bonne réception par les populations concernées a fait l'objet de plusieurs missions. Ce fut l'une des préoccupations principales du Coordonnateur et de son personnel lors de leurs missions en Afrique de même que celle de la mission inuit en Éthiopie. De plus, l'ACDI postait à Addis Abéba, au mois de novembre 1985, un contractuel chargé de cette tâche. De son côté, *Secours d'urgence à l'Afrique* chargea trois équipes de vérification de se rendre au Mali, au Niger, au Sénégal, au Burkina Faso, au Zimbabwe, au Mozambique, en Tanzanie, en Éthiopie et au Soudan. Ces équipes visitèrent les bureaux de quarante directeurs régionaux d'organisations non gouvernementales et plus de cinquante centres de distribution de vivres et projets de rétablissement.

7. Offrir ses conseils au niveau de l'ensemble des programmes d'aide susceptibles d'affecter les pays touchés par la sécheresse.

À l'occasion de réunions interministérielles, dans ses rapports avec les responsables de l'Agence canadienne de développement international, du Centre de recherches pour le développement international et du ministère des Affaires extérieures et au cours d'entretiens avec les ministres, le Coordonnateur a fait valoir les points de vue élaborés à la lumière de ses missions en Afrique et de ses rencontres avec les représentants des pays donateurs et des pays africains. Ses conclusions et recommandations de fin de mandat se trouvent formulées dans son rapport.

8. Faciliter la réalisation des études qu'il a recommandées dans son rapport *La famine en Afrique et la réaction du Canada*.

Un certain nombre d'initiatives proposées dans le rapport *La famine en Afrique et la réaction du Canada* sont maintenant en voie de réalisation : une étude visant à déterminer les avantages qu'il y aurait à regrouper les envois des organismes donateurs canadiens en Afrique, un programme de jumelage de collectivités canadiennes et africaines centré sur l'organisation *Adopt-a-Village* mise sur pieds en Nouvelle-Écosse et un projet-pilote dans le secteur de la santé. Enfin, un projet de l'ACDI destiné à renforcer le système d'alerte avancée en Éthiopie est en voie de négociation.

9. Organiser pour la ministre des Relations extérieures un ou des colloques sur la politique canadienne à l'égard de l'Afrique.

Les derniers mois du mandat du Coordonnateur ont été consacrés en grande partie à l'organisation de Forum Afrique lancé le 4 septembre 1985 à l'hôtel de ville d'Ottawa et à l'hôtel de ville de Hull. Forum Afrique a permis, grâce à cinq sessions régionales et au forum national tenu à Ottawa, à des Canadiens de tous âges et de tous secteurs d'activité, de faire le bilan de la crise africaine, d'en tirer des leçons et de s'interroger sur le rôle qu'ils pourraient jouer dans le rétablissement des pays africains affligés par la famine.

Un rapport séparé sur Forum Afrique ainsi qu'une bande vidéo sont en préparation.

TABLEAU I
FONDS SPÉCIAL POUR L'AFRIQUE
Répartition géographique des fonds spéciaux
pour les années 1984-1985 et 1985-1986
au 31 mars, 1986

Pays	Fonds en	Aide	par	par	Autres	Fonds de	Total
	contre- partie	Alimen- taire	l'UNICEF	l'HCNUR		redres- sement	
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Angola	472 000	—	500 000	—	—	30 000	1 002 000
Burkina Faso	657 890	—	200 000	—	—	838 703	1 696 593
Burundi	100 000	—	—	—	—	—	100 000
Cap-Vert	—	—	100 000	—	—	—	100 000
Éthiopie	19 052 846	6 500 000	500 000	500 000	3 165 200*	10 803 935	40 521 981
Gambie	—	—	100 000	—	—	18 750	118 750
Ghana	128 307	—	—	—	—	26 486	154 793
Guinée-Bissau	15 415	—	—	—	—	—	15 415
Kenya	357 745	—	—	—	—	256 410	614 155
Lesotho	23 810	—	—	—	—	383 954	407 764
Mali	1 028 167	3 000 000	—	—	—	645 825	4 673 992
Mauritanie	214 385	—	200 000	—	—	487 116	901 501
Mozambique	1 694 633	—	600 000	—	—	131 782	2 426 415
Niger	451 468	5 000 000	—	—	—	198 807	5 650 275
Ouganda	200 000	—	—	—	—	—	200 000
R.C.A. (a)	50 000	—	—	250 000	—	—	300 000
Sahel	274 000	—	—	—	—	—	274 000
Sénégal	150 000	—	100 000	—	—	525 590	775 590
Somalie	—	—	—	—	—	68 475	68 475
Soudan	7 755 888	—	—	—	1 394 800††	2 398 198	11 548 886
Tanzanie	1 272 278	—	—	—	—	49 615	1 321 893
Tchad	1 076 250	3 000 000	600 000	250 000	760 600†	650 000	6 336 850
Zimbabwe	577 220	—	100 000	—	—	34 300	711 520
Afrique (non spécifié)	212 739	—	—	—	2 600 000**	—	2 812 739
	35 765 041	17 500 000	3 000 000	1 000 000	7 920 600	17 547 946	82 733 587

Notes: (a) République Centrafricaine

† Au Programme alimentaire mondial pour silo à céréales — Tchad

†† Partie d'un envoi de céréales fait par la Saskatchewan

* Pont aérien de Noël (550 000 \$), partie d'un envoi de céréales par la Saskatchewan (\$2 615 200)

** Coordination des secours avec le Programme alimentaire mondial et le Programme des Nations Unies pour le développement et la Food Grains Bank (Man) (2 000 000 \$).

TABLEAU II
Fonds spécial (1,5 million \$)
au 31 mars 1986

Activités	Bénéficiaires	Débours ou engagements
1. Tables rondes africaines	CCIC	\$ 147 000
2. Matériel pédagogique	Assoc. canadienne de la Journée mondiale de l'alimentation	135 000
3. Reboisement		
• centre d'information	Service de liaison des N.U.	147 000
• experts	Assoc. des N.U. de Vancouver	44 000
4. Santé		
• projet de Koulikoro	CECI	50 000
• études de faisabilité	Employé à contrat	12 994
5. « Étoile polaire »	Représentants inuit	38 920
6. Fonds humanitaire des Métallos	Métallurgistes unis	15 000
7. « Destin de la terre »	« Conférence Destin de la terre (Canada) »	24 070
8. Participation des ONG à la session spéciale des N.U.	CCIC	98 000
9. Forum Afrique		
• sessions régionales et nationales	Divers	382 106
• sondage national	Decima Research Ltd.	56 000
• rapport vidéo	Radio-Canada	42 950
10. Communications		
• activités ordinaires	Divers	149 149
11. Correspondance et dossiers de projets	Employé à contrat	15 750
	Total	\$1 357 939

TABLEAU III
Administration du bureau du Coordonnateur

	1984-1985† Débours	1985-1986 Débours ou engagements
1. Contrats (rémunération et dépenses de voyage)	\$177 468	\$410 618
2. Personnel de soutien	52 963	149 779
3. Dépenses de voyage pour parlementaires et représentants d'ONG, de syndicats, du monde des affaires et autres en mission en Afrique	43 052	151 777
4. Préparation et impression de rapports	20 742	84 974
5. Personnel en détachement (rémunération et dépenses de voyage)	néant *	néant *
6. Équipement et fournitures de bureau, téléphone, télex, courrier	néant **	néant **

* Pris en charge par l'ACDI, le ministère des Affaires extérieures, la Planification d'urgence Canada, le ministère des Affaires indiennes et du nord, le bureau du Conseil privé et le secrétariat du Conseil du Trésor.

** Pris en charge par l'ACDI, le ministère des Affaires extérieures, le ministère des Approvisionnements et Services et le secrétariat du Conseil du Trésor.

† Du 1^{er} novembre 1984 au 31 mars 1985

**DÉCLARATION DE L'ORGANISATION DE L'UNITÉ
AFRICAINNE SUR LA SITUATION ÉCONOMIQUE
EN AFRIQUE**

1. Nous, Chefs d'État et de Gouvernement de l'Organisation de l'Unité Africaine, réunis en notre Vingt-et-Unième Session Ordinaire à Addis Abéba, du 18 au 20 juillet 1985, consacrée essentiellement aux questions économiques, avons procédé à un examen critique de la situation économique et sociale qui prévaut sur notre continent.

2. Nous avons examiné attentivement les recommandations du Comité Directeur que nous avons chargé de préparer les documents de travail sur les questions économiques pour notre présente session et avons également pris connaissance de l'importante contribution que le Conseil des Ministres a apportée au Rapport du Comité. Nous exprimons au Comité notre appréciation pour la qualité du travail qu'il a effectué et qui a facilité nos délibérations.

3. Nous adressons également nos remerciements à la Conférence des Ministres de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) chargés de l'économie et du plan dont les recommandations ont permis d'enrichir les travaux du Comité Directeur. Nous nous félicitons aussi de la contribution des Organisations Internationales Africaines et non-Africaines aux travaux du Comité Directeur.

4. Nous sommes sérieusement préoccupés par la constante détérioration de nos économies durement affectées par la profonde récession économique mondiale et pénalisées par un système de relations économiques internationales injuste et inéquitable. Cette situation s'est aggravée sous l'effet conjugué d'une sécheresse persistante et sans précédent et d'autres calamités naturelles telles que les cyclones et les inondations ainsi que de certaines insuffisances constatées au niveau des politiques, ce qui a conduit la plupart de nos pays au bord de l'effondrement économique.

5. Nous nous félicitons de la Déclaration de l'Assemblée Générale des Nations Unies sur la situation économique critique de l'Afrique ainsi que du Plan d'Action du Mouvement des Pays Non-Alignés sur la situation critique que connaît l'Afrique.

6. Nous réaffirmons que le développement de notre Continent incombe au premier chef à nos gouvernements et à nos peuples. Nous sommes en conséquence résolus à prendre individuellement et collectivement des mesures concrètes pour le développement économique de notre Continent dans l'unité et la solidarité des peuples africains et des États membres.

7. Tout en réitérant notre engagement total aux principes et objectifs du Plan d'Action et de l'Acte Final de Lagos, qui demeurent plus que jamais pertinents, nous avons, lors du présent Sommet, centré nos discussions sur un programme prioritaire à réaliser au cours des cinq prochaines années et qui nous permettra de jeter les bases d'une croissance régulière et d'un développement auto-centré et auto-entretenu aux niveaux national et continental. Ce programme comporte :

- (i) des mesures pour la mise en oeuvre accélérée du Plan d'Action et de l'Acte Final de Lagos;
- (ii) des mesures spécifiques pour l'amélioration de la situation alimentaire et la réhabilitation de l'agriculture en Afrique;
- (iii) des mesures pour l'allègement du fardeau de la dette extérieure de l'Afrique;

- (iv) des mesures pour l'élaboration d'une plate-forme commune d'action aux niveaux sous-régional, régional, continental et international;
- (v) des mesures pour lutter contre les effets de la politique de déstabilisation de l'Afrique du Sud sur les économies des États de l'Afrique Australe.

Tout en accordant une attention spéciale aux domaines prioritaires ci-dessus, nous réaffirmons la nécessité d'un développement intégré de nos économies, s'appuyant notamment sur le développement concomitant du secteur des transports et communications et de l'industrie afin de réaliser les objectifs que nous nous sommes fixés pour nos pays.

8. L'agriculture, secteur dominant de nos économies, s'est sérieusement détériorée au cours de ces dernières années. La tendance à la baisse de la production et de la productivité de ce secteur, singulièrement dans le domaine de la production vivrière, déjà sensible dès le début des années 70, s'est accélérée de façon dramatique du fait de la sécheresse et des calamités naturelles; cette tendance a été exacerbée par le problème des réfugiés et des personnes déplacées. C'est ainsi que près de la moitié des États membres de notre Organisation se trouve être tributaire de l'aide alimentaire.

9. Nous voudrions exprimer notre profonde gratitude à la Communauté Internationale, notamment au Système des Nations Unies, aux centaines d'Organisations et Agences bénévoles ainsi qu'aux millions de personnes à travers le monde qui ont apporté leur assistance à l'Afrique. Nous réitérons notre appel à la Communauté des donateurs pour qu'elle continue à apporter une aide humanitaire adéquate aux populations des pays touchés. Nous lançons un vibrant appel à la Communauté Internationale, notamment la Banque Mondiale et les Institutions Spécialisées du Système des Nations Unies ainsi qu'aux pays donateurs de canaliser les fonds au titre de la lutte contre la sécheresse et la famine et pour la relance économique en Afrique, par l'intermédiaire des groupements régionaux et sous-régionaux tels que les groupements s'occupant de l'aménagement des bassins des fleuves et de l'exécution de programmes multinationaux dans les domaines de l'agriculture et de la production alimentaire. Nous sommes convaincus qu'une telle assistance directe nous éviterait d'entreprendre d'autres études de faisabilité et de procéder au recrutement et au déploiement de personnel supplémentaire. Le soutien aux programmes et projets en cours déjà élaborés et approuvés par ces mêmes groupements sous-régionaux mettra fin au

retard constaté dans l'acheminement direct de l'aide internationale aux populations.

10. Nous soulignons cependant que la lutte que nous menons actuellement pour sauver des vies humaines et pour atténuer les effets néfastes de la famine ne devrait pas constituer l'unique objectif du soutien et de la coopération de la Communauté Internationale car cela risque de contribuer à faire de la crise un phénomène permanent. Pour notre part, nous sommes non seulement décidés à prendre des mesures plus efficaces pour surmonter la crise alimentaire actuelle mais aussi et surtout à prévenir le retour d'une telle situation en nous attaquant aux causes profondes de cette crise. Nous sommes conscients qu'une mobilisation effective et une exploitation judicieuse de nos ressources nationales et collectives, fondées sur des stratégies et des plans de développement bien formulés, sont essentielles à l'éradication de la famine, à la lutte contre la sécheresse et la désertification ainsi qu'à la réhabilitation de l'agriculture en Afrique.

11. À cet égard, nous nous engageons à accroître progressivement la part des investissements publics de nos pays respectifs dans le secteur agricole pour tendre vers l'objectif minimum de 20 à 25 pour cent d'ici à 1989.

12. L'accroissement spectaculaire du volume de la dette extérieure de l'Afrique, et l'alourdissement du service de la dette sont une autre source de profonde préoccupation dans la mesure où nos États membres sont obligés de puiser dans les maigres ressources en devises dont ils disposent. En effet, la dette extérieure de l'Afrique, qui était estimée à 158 milliards de dollars des États-Unis avant la fin de 1984 et devrait dépasser 170 milliards en 1985, constitue une charge d'autant plus lourde pour nos fragiles économies qu'elle représentait 36 pour cent du Produit Intérieur Brut de notre Région en 1984, et que le taux du service de la dette devrait excéder 27 % des exportations en 1985. L'insuffisance des flux concessionnels a contraint de nombreux États africains à recourir au marché financier international, notamment aux sources privées, à des termes et conditions d'emprunt particulièrement durs. Nous sommes préoccupés par le fait que les principales institutions financières ont délibérément laissé l'Afrique en dehors des mécanismes de négociation de la dette, conçus pour les pays en développement, et que la Communauté Internationale continue à accorder peu d'importance à la crise de la dette extérieure de l'Afrique. Cette situation est aggravée par le fait que 26 des États africains figurent parmi les pays les moins avancés dont la population vit en majorité en-dessous du niveau de subsistance, plaçant plusieurs pays africains dans

l'incapacité d'assurer le service de la dette et, a fortiori, de la rembourser.

13. Nous sommes pleinement conscients du fait que les insuffisances des politiques de développement ont contribué à la crise actuelle de la dette. Cependant, il est incontestable que le problème de la dette est essentiellement dû à des facteurs extérieurs qui, malheureusement échappent à notre contrôle. Ces facteurs comprennent, entre autres, la détérioration des termes de l'échange et partant la réduction des recettes d'exportation utilisées pour le service de la dette, ainsi que l'augmentation sans précédent des taux d'intérêt, les fluctuations énormes des taux de change, la détérioration des termes de l'emprunt et la réduction des prêts à des conditions libérales; les effets conjugués de ces facteurs ont abouti, dans nombre de nos pays, à une baisse sensible du flux financier, les 26 pays africains les moins avancés étant les plus affectés.

14. Nous reconnaissons que la dette extérieure est une obligation que nos États membres ont contractée individuellement et qu'il leur faut honorer. Mais compte tenu de l'évolution négative de la conjoncture économique internationale, nous lançons un appel à la Communauté Internationale pour qu'elle trouve d'urgence une solution durable au problème de l'endettement croissant de l'Afrique.

15. Nous exhortons les pays développés et les institutions financières multilatérales à accroître de façon substantielle les transferts de capitaux à faible taux d'intérêt, y compris les subventions aux pays africains. Nous invitons en particulier les pays développés donateurs à appliquer de toute urgence et sans discrimination la résolution 165(S-IX) de la Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement (CNUCED) sur les problèmes de la dette et de développement des pays en développement.

16. Nous invitons également les pays développés à mettre d'urgence en œuvre toutes les dispositions du paragraphe 17 de la Déclaration annexée à la résolution 39/29 de l'Assemblée Générale des Nations Unies sur la situation économique critique en Afrique, qui demande, entre autres, la conversion totale ou partielle en don de la dette au titre de l'aide publique au développement.

17. Nous lançons un appel pour la tenue d'urgence d'une conférence internationale sur la dette extérieure de l'Afrique qui servira de tribune aux créanciers internationaux et aux emprunteurs africains pour débattre de la question de la dette extérieure de l'Afrique afin d'en trouver des solutions d'urgence appropriées à court, moyen et long termes.

18. La crise économique actuelle et la détérioration des

relations économiques internationales obligent les États membres de notre Organisation à accroître leur coopération en vue de hâter leur intégration économique et à renforcer leur pouvoir de négociation dans les instances internationales, de manière à sauvegarder les intérêts spécifiques de l'Afrique.

19. Nous nous engageons à accorder la priorité absolue à la coopération intra-africaine dans la mise en oeuvre du Programme Spécial d'Action pour l'Amélioration de la Situation Alimentaire et la Réhabilitation de l'Agriculture en Afrique, afin de jeter les bases de l'auto-suffisance alimentaire.

20. Nous nous engageons à entreprendre des actions à tous les niveaux pour améliorer les réseaux des transports et des communications, et à adopter toute autre stratégie susceptible de promouvoir une coopération plus étroite entre nos pays dans les domaines de l'industrie, des ressources humaines, de la science et de la technologie, du commerce et des finances.

21. Nous reconnaissons que l'effort conjugué des États membres constitue l'arme la plus efficace dans la résolution de la crise économique actuelle et l'Afrique est pleinement consciente que sa responsabilité consiste à adopter des mesures pour le redressement et la réhabilitation de son économie. Cependant, l'ampleur de la crise exige que la Communauté Internationale soutienne nos efforts. À cet effet, nous lançons un appel à la Communauté Internationale, en particulier aux pays industrialisés ainsi qu'aux institutions financières internationales, aux institutions de développement et aux institutions des Nations Unies pour qu'ils soutiennent les efforts que déploie l'Afrique pour résoudre la crise en tenant compte de la situation économique spécifique du Continent. À cet égard, les efforts doivent être orientés vers l'accroissement des capacités de production de l'Afrique dans le domaine de l'alimentation, vers l'amélioration des performances du secteur des transports et des communications et vers l'acquisition de la technologie appropriée, en particulier pour le développement industriel.

22. Nous sommes convaincus que le système des Nations Unies, en particulier l'Assemblée Générale, est un forum efficace de sensibilisation et de mobilisation de la Communauté Internationale sur la situation économique critique de l'Afrique et sur le programme de redressement que nous avons formulé pour y faire face. Par conséquent, nous demandons la convocation d'une session extraordinaire de l'Assemblée Générale des Nations Unies pour examiner les questions relatives à la situation économique critique qui prévaut en Afrique.

23. La politique d'agression du régime raciste d'Afrique du Sud en vue de la déstabilisation économique et militaire des États de l'Afrique Australe exige que nous unissions nos efforts pour la combattre. À cette fin, nous nous engageons à apporter une assistance financière et matérielle aux États de l'Afrique Australe pour leur permettre de faire face à cette politique; de même nous réaffirmons notre soutien conséquent aux Mouvements de Libération dans leur lutte contre le régime raciste de l'Afrique du Sud. À cet égard, nous invitons instamment toutes les institutions africaines et la Communauté Internationale à apporter leur concours.

24. Nous lançons par ailleurs un appel à tous les pays, en particulier les pays industrialisés, aux institutions financières et aux sociétés transnationales pour qu'ils prennent des mesures, y compris des sanctions économiques efficaces pour obliger le régime de l'Apartheid en Afrique du Sud à mettre fin à sa politique raciste, à son occupation illégale de la Namibie et à ses actes de déstabilisation des États de l'Afrique Australe. Nous exhortons en outre la Communauté Internationale à apporter toute l'assistance nécessaire aux États de l'Afrique Australe afin de les aider à faire face aux effets que les sanctions contre l'Afrique du Sud auront sur leurs économies.

25. En vue de la mise en œuvre aux niveaux national, sous-régional, régional, continental et international du programme ci-dessus, nous avons décidé de créer un mécanisme permanent de suivi.

26. Animés par la volonté de relever effectivement le double défi de la survie et du développement de notre Continent, nous avons adopté le programme prioritaire annexé à la présente Déclaration et nous nous engageons, au nom de nos peuples et de nos Gouvernements, à tout mettre en œuvre, individuellement et collectivement pour sa réalisation.

27. Nous avons la ferme conviction que le respect de nos engagements conduira au redressement de nos économies, à la relance d'un processus de développement authentique de nos peuples, tout en préparant la voie à l'intégration économique de l'Afrique.

Organismes canadiens qui ont été associés au travail du Coordonnateur canadien des secours d'urgence – Famine en Afrique

*Organismes qui ont reçu des subventions du Fonds spécial pour l'Afrique.

Action Santé Internationale
456 est, boulevard St. Joseph
Montréal, Québec
H2J 1J7 (514) 845-6922

Adopt-A-Village
King's College
Halifax, Nouvelle-Écosse
B3H 2A1 (902) 422-1271

Africa Inland Mission (AIM)
1641, avenue du Parc Victoria
Scarborough, Ontario
M1R 1P8 (416) 751-6077

*Agence de Développement et de Secours Adventiste du Canada (ADSA)
1148 est, rue King
Oshawa, Ontario
L1H 1H8 (416) 433-0011

Aide directe à l'enfance meurtrie (Terre des Hommes Inc.)
7800, Côte de Liesse
Pièce 260
St. Laurent, Québec
H4T 1G1 (514) 747-3545

*Aide médicale Kinsmen à l'Afrique (Association des Clubs KIN)
1920, promenade Hall Rogers
Cambridge, Ontario
N3H 5C6 (519) 653-1920

*Assistance Médicale Internationale (AMI)
3450, De Lorimier
Montréal, Québec
H2K 3X6 (514) 526-2311

Association Canadienne d'aide à l'enfance (CANSAVE)
720, avenue Spadina
Pièce 400
Toronto, Ontario
M5S 2W3 (416) 960-3190

*Association canadienne de la journée mondiale de l'alimentation
255, avenue Argyle
Ottawa, Ontario
K2P 1B8 (613) 233-9002

*Association canadienne des Nations Unies (ACNU)
« MANY TREES » Information System
2524, rue Cypress
Vancouver, Colombie-Britannique
V6J 3N2 (604) 733-3912

Association des Nations Unies
63, rue Sparks
Pièce 808
Ottawa, Ontario
K1P 5A6 (613) 232-5751

Association des collèges communautaires du Canada
110 ouest, avenue Eglinton
Toronto, Ontario
M4R 1A3 (416) 489-5925

Association Québécoise des Organismes de Coopération Internationale (AQOCI)
4205, rue St-Denis
Pièce 240
Montréal, Québec
H2J 2K9 (514) 842-1024

* Association pour la médecine et la
recherche en Afrique
Case postale 580
Pickering, Ontario
L1V 3T3 (416) 686-2381

* Canadian Association for Ethiopian
Jews (CAEJ)
788, avenue Marlee
Pièce 303
Toronto, Ontario
M6B 3K1 (416) 782-2546

* Canadian Foodgrains Bank
280, rue Smith
Pièce 400
Case postale 767
Winnipeg, Manitoba
R3C 2L4 (204) 944-1944

* Cardinal Léger et ses Oeuvres
130, avenue de l'Épée
Outremont, Québec
H2V 3T2 (514) 495-2421

* CARE Canada
1312, rue Bank
Ottawa, Ontario
K1S 5H7 (613) 521-7081

* CAUSE Canada
2760, avenue Douglas
Montréal, Québec
H3R 2C8 (514) 341-3554

* Centre d'études et de coopération
internationale (CECI)
4824, chemin de la Côte-des-Neiges
Montréal, Québec
H3V 1G4 (514) 738-1999

Centre d'information et de
Documentation sur le
Mozambique et l'Afrique australe
(CIDMAA)
3738, rue St-Dominique
Montréal, Québec
H2X 2X9 (514) 288-3412

Christian Reformed World Relief
Committee of Canada
Case postale 5070
Burlington, Ontario
L7R 3Y8 (416) 637-3434

* Club 2/3
10770, rue Chambord
Montréal, Québec
H2C 2R8
Mtl. : (514) 382-7922
Qué. : (418) 687-4698

* Collaboration Santé Internationale
(CSI)
1001, rue De La Canardière
Québec, Québec
G1J 5G5 (418) 522-6065

* Comité central mennonite
1483, chemin Pembina
Pièce 201
Winnipeg, Manitoba
R3T 2C8 (204) 475-3550

* Comité de service unitaire du
Canada (USC)
56, rue Sparks
Ottawa, Ontario
K1P 5B1 (613) 234-6827

* Compassion du Canada
747A, rue Hyde Park
Case postale 5591
Pièce 230
London, Ontario
N6A 5G8 (519) 473-9220

Congrès juif canadien
1590, avenue Doctor Penfield
Montréal, Québec
H3G 1C5 (514) 931-7531

Conseil canadien des Églises
40 est, avenue St. Clair
Pièce 201
Toronto, Ontario
M4T 1M9 (416) 921-4152

Conseil canadien pour la
coopération internationale
200, rue Isabella
Ottawa, Ontario
K1S 1V7 (613) 236-4547

* Conseil national des YMCA du
Canada
180, avenue Argyle
Pièce 309
Ottawa, Ontario
K2P 1B7 (613) 233-5647

*CUSO
135, rue Rideau
Ottawa, Ontario
K1N 9K7 (613) 563-1242

*Département de la mission
mondiale
(L'Église unie du Canada)
85 est, avenue St. Clair
Toronto, Ontario
M4T 1M8 (416) 925-5931

*Église presbytérienne du Canada
50, promenade Wynford
Don Mills, Ontario
M3C 1J7 (416) 441-2840

Emmanuel Relief and Rehabilitation
International
R.R. #4
Case postale 50
Stouffville, Ontario
L0H 1L0 (416) 640-2111

*Entraide universitaire mondiale du
Canada
Case postale 3000, Station C
Ottawa, Ontario
K1Y 4M8 (613) 725-3121

Eritrean Relief Association in
Canada (ERA)
Case postale 5027, Station A
Toronto, Ontario
M5W 1N4 (416) 598-2152

*Ethiopia Airlift
a/s King's College
6350, chemin Coburg
Halifax, Nouvelle-Écosse
B3H 2H1 (902) 421-1629

Fondation Aga Khan Canada
701, rue West Georgia
Pièce 1840
Case Postale 10293
Vancouver, Colombie-Britannique
V7H 1E8 (604) 684-8344

Fondation canadienne contre la faim
323, rue Chapel
Ottawa, Ontario
K1N 7Z2 (613) 237-0180

*Fondation Chrétienne du Canada
pour Enfants
1027 est, avenue McNicoll
Scarborough, Ontario
M1W 3X2 (416) 495-1174

*Fonds humanitaire
(Métallurgistes unis d'Amérique)
234, avenue Eglinton
7^e étage
Toronto, Ontario
M4P 1K7 (416) 487-1571

*Global Ed/Med Supplies (Canada)
Inc. (GEMS)
(Cartoonists for Africa Fund)
378 est, rue Bloor
Pièce 2304
Toronto, Ontario
M4W 3M4 (416) 533-3977

Gospel Missionary Union of Canada
2121, chemin Henderson
Winnipeg, Manitoba
R2G 1P8 (204) 338-7831

*Hope International Development
Agency
210, sixième rue
New Westminster,
Colombie-Britannique
V3L 3A2 (604) 525-5481

Horizons d'amitié
Case postale 402
276, rue George
Cobourg, Ontario
K9A 4L1 (416) 372-5483

« 100 Huntley Street »
100, rue Huntley
Toronto, Ontario
M4Y 2L4 (416) 961-8001

International Refugee and Relief
Programs
(Conseil des communautés
musulmanes du Canada)
500 nord, rue James
Pièce 203
Hamilton, Ontario
L8L 1J3 (416) 529-2621

*Inter Pares
58, rue Arthur
Ottawa, Ontario
K1R 7B9 (613) 563-4801

*Médecins canadiens pour les
réfugiés africains (MCRA)
72, rue Carleton
Toronto, Ontario
M5B 1L6 (416) 961-6786

*Mission Aviation Fellowship (MAF)
Case postale 368
Guelph, Ontario
N1H 6K5 (519) 821-3914

Northern Lights for Africa Society
68, rue Water
Pièce 406
Vancouver, Colombie-Britannique
V6B 1A4 (604) 688-7274

Organisation canadienne pour
l'éducation au service du
développement (OCED)
321, rue Chapel
Ottawa, Ontario
K1N 7Z2 (613) 232-3569

*Organisation canadienne pour la
solidarité et le développement
(OCSO)
180 est, rue Dorchester
Montréal, Québec
H2X 1N6 (514) 397-1753

*Organisation catholique canadienne
pour le développement et la paix
(OCCDP)
2111, rue Centre
Montréal, Québec
H3K 1J5 (514) 932-5136

OXFAM Canada
251 ouest, avenue Laurier
Pièce 301
Ottawa, Ontario
K1P 5J6 (613) 237-5236

OXFAM Québec
169 est, rue St-Paul
Montréal, Québec
H2Y 1G8 (514) 866-1773

*Plan de parrainage du Canada
153 ouest, avenue St. Clair
Toronto, Ontario
M4V 1P8 (416) 920-1654

*Plenty Canada
Route rurale 3
Lanark, Ontario
K0G 1K0 (613) 278-2215

*Primate's World Relief and
Development Fund
(Église épiscopale du Canada)
600, rue Jarvis
Toronto, Ontario
M4Y 2J6 (416) 924-9192

Relief Society of Tigray (REST)
Case postale 104, Station J
Toronto, Ontario
M4J 4X8 (416) 536-4927

*Renfrew Lion's Club
(Lions International)
238, avenue Basswood
Renfrew, Ontario
K7V 3Y6 (613) 432-5855

*Save the Children Fund of British
Columbia (BC SAVE)
325, rue Howe
Vancouver, Colombie-Britannique
V6C 1Z7 (604) 685-7716

*Secours mondial luthérien du
Canada
1820, rue Arlington
Winnipeg, Manitoba
R2X 1W4 (204) 586-8558

*Service Universitaire Canadien
Outre-Mer (SUOCO)
3738, rue Saint Dominique
Montréal, Québec
H2X 2X8 (514) 288-3412

Share Agriculture Foundation
5429 - 49
Route rurale #4
Milton, Ontario
L9T 2X8 (416) 878-9352

*Société canadienne de la
Croix-Rouge
95 est, rue Wellesley
Toronto, Ontario
M4Y 1H6 (416) 923-6692

*Société canadienne des
missionnaires internationaux
100, boul. Huntingdale
Scarborough, Ontario
M1W 2S5 (416) 497-2424

Société de développement
international Desjardins (1985)
Inc.
150, rue des Commandeurs
Lévis, Québec
G6V 6P8 (418) 833-3281

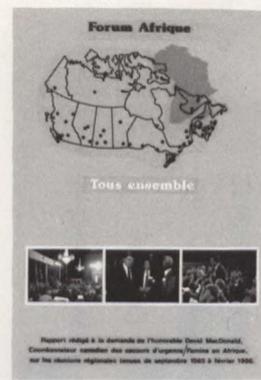
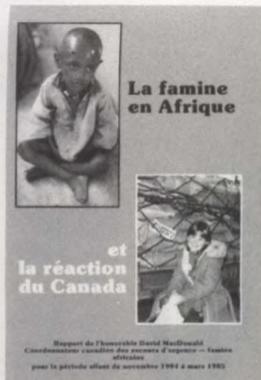
*Society of Precious Blood
(C.P.P.S.)
540 ouest, avenue St. Clair
Toronto, Ontario
M6C 1A4 (416) 653-4486

*UNICEF Canada
443, chemin Mount Pleasant
Toronto, Ontario
M4S 2L8 (416) 482-4444

*Vision mondiale Canada
6630, rue Turner Valley
Mississauga, Ontario
L5N 2S4 (416) 821-3030

*World Concern Canada
Association
7541, Elmbridge Way
Pièce 120
Richmond, Colombie-Britannique
V8X 1B8 (604) 270-6555

*World Relief Canada
201, chemin Consumers
Pièce 206
Willowdale, Ontario
M2J 4G8 (416) 494-9930



Les rapports imprimés sont disponibles à l'Agence canadienne de développement international 200 Promenade du Portage, Hull, Québec K1A 0G4. On peut se procurer la bande vidéo de Forum Afrique auprès de l'Office national du film.

1. **La famine en Afrique et la réponse du Canada.** Rapport de l'honorable David MacDonald, Coordonnateur canadien des secours d'urgence — Famine en Afrique pour la période de novembre 1984 à mars 1985.
2. **La Famine : plus jamais Une décennie pour l'Afrique.** Rapport de l'honorable David MacDonald, Coordonnateur canadien des secours d'urgence — Famine en Afrique pour la période se terminant le 31 mars 1986.
3. **Les Canadiens et l'Afrique : ce qu'ils en disent.** Rapport rédigé à la demande de l'honorable David MacDonald, Coordonnateur canadien des secours d'urgence — Famine en Afrique : sondage effectué à l'échelle du Canada en février 1986 par Decima Research Ltée.
4. **Forum Afrique : tous ensemble.** Rapport rédigé à la demande de l'honorable David MacDonald, Coordonnateur canadien des secours d'urgence — Famine en Afrique : réunions régionales tenues de septembre 1985 à février 1986.



Veuillez faire parvenir une copie de 1 2 3 4 (cocher s.v.p.), sans frais, à :

français anglais

Nom _____

Organisme _____

Adresse _____

Province _____ Code postal _____

Faites parvenir votre demande complétée à A.C.D.I. 200 Promenade du Portage, Hull Québec K1A 0G4.

.b 2027719 (E)
.b 2087686 (F)

No More Famine:

doc
CA1
EA400
86N55
EXF



A Decade for Africa



**Report by the Honourable David MacDonald
Canadian Emergency Coordinator/African Famine
for the period ending
March 31, 1986.**

© Canadian Emergency Coordinator/African Famine 1986
200 Promenade du Portage
Hull, Quebec
K1A 0G4

Canadian cataloguing in publication data

Canada. Canadian Emergency Coordinator/African Famine
No more famine : a decade for Africa : final report
by the Honourable David MacDonald, Canadian Emergency
Coordinator/African Famine, for the period ending March
31, 1986

Text in English and French.

Title on added t.p., inverted: La famine, plus jamais.
ISBN 0-9692493-0-6

1. Famines—Africa. 2. Food relief, Canadian—Africa.
3. Economic assistance, Canadian—Africa. 4. Africa—
Economic conditions. I. MacDonald, David, 1936- II.
Title. III. Title: La famine, plus jamais.

HC800.C36 1986 363.8'096 C86-090157-2E

Cover: Girl's secondary school, El Fasher, Sudan
Farming near Khartoum, Sudan
Kinsmen Camp Bete, Ethiopia

This Report was prepared with the collaboration of:

Alan Clarke
Clovis Demers
Bea Hampson
Karl Johansen
Yvette Knott

Jean-Paul L'Allier
Marie-Andrée Lalonde
Denis Marantz
Bob Miller
Jean-Paul Morisset

Photographs in this report are by David Barbour, Paul Chiasson,
Michel Dompierre of CIDA, and the International Development
Research Centre.

Design and production
Janus Hall Associates

No More Famine: A Decade for Africa

Dept. of External Affairs
Min. des Affaires extérieures

NOV 10 1986

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY
RETOURNER A LA BIBLIOTHEQUE DU MINISTERE

**Report by the Honourable David MacDonald
Canadian Emergency Coordinator/African Famine
for the period ending
March 31, 1986.**

93-243-812 ENG
43-243-814 FRE



Gouvernement du Canada Government of Canada

Coordonnateur canadien
des secours d'urgence Canadian Emergency
Coordinator

Famine en Afrique African Famine

March 25, 1986

The Honourable Monique Vézina, P.C., M.P.
Minister for External Relations
Lester B. Pearson Building
Ottawa, Ontario
K1A 0A6

Dear Minister,

I am honoured, Madam, to submit this report to you for Parliament and the people of Canada. Although the situation in parts of Africa has improved somewhat in the past year the famine is not over; and the government must continue to support African recovery and development.

This report **NO MORE FAMINE: A DECADE FOR AFRICA** is one of three being published at the end of my mandate. The other two are **FORUM AFRICA: CANADIANS WORKING TOGETHER** and **CANADIANS AND AFRICA: WHAT WAS SAID**.

During the past seventeen months many millions of lives have been saved through emergency programs in Africa. Governments, voluntary organizations and citizens of donor countries have supported the Africans in relieving suffering and in helping to rebuild communities.

Our vision of what is possible, and our capacities, have been substantially enlarged by the experiences of the last few months. The recommendations of my report are proposed to help Canadians to build on this experience.

Yours sincerely,

David MacDonal
Canadian Emergency Coordinator
African Famine

Contents

Introduction 5

Update on the Famine 7

- What Africans are Doing for Themselves **10**
- The International Community **12**
- The Canadian Response **14**
- How Was The Money Used? **15**

No More Famine 21

- Relief, Recovery and Development **23**
- The Food Producer **24**
- The Environment **25**
- Population **25**
- Peace **26**
- Debt **26**
- Partnership **26**

A Durable Canadian Commitment 28

- A Decade for Africa **30**
- Government Leadership **30**
- Communication **30**
- Partnership **32**
- Making it Happen **34**

Conclusion 35

Summary of Recommendations 36

Appendix 39

Coordinator's Mandate 39

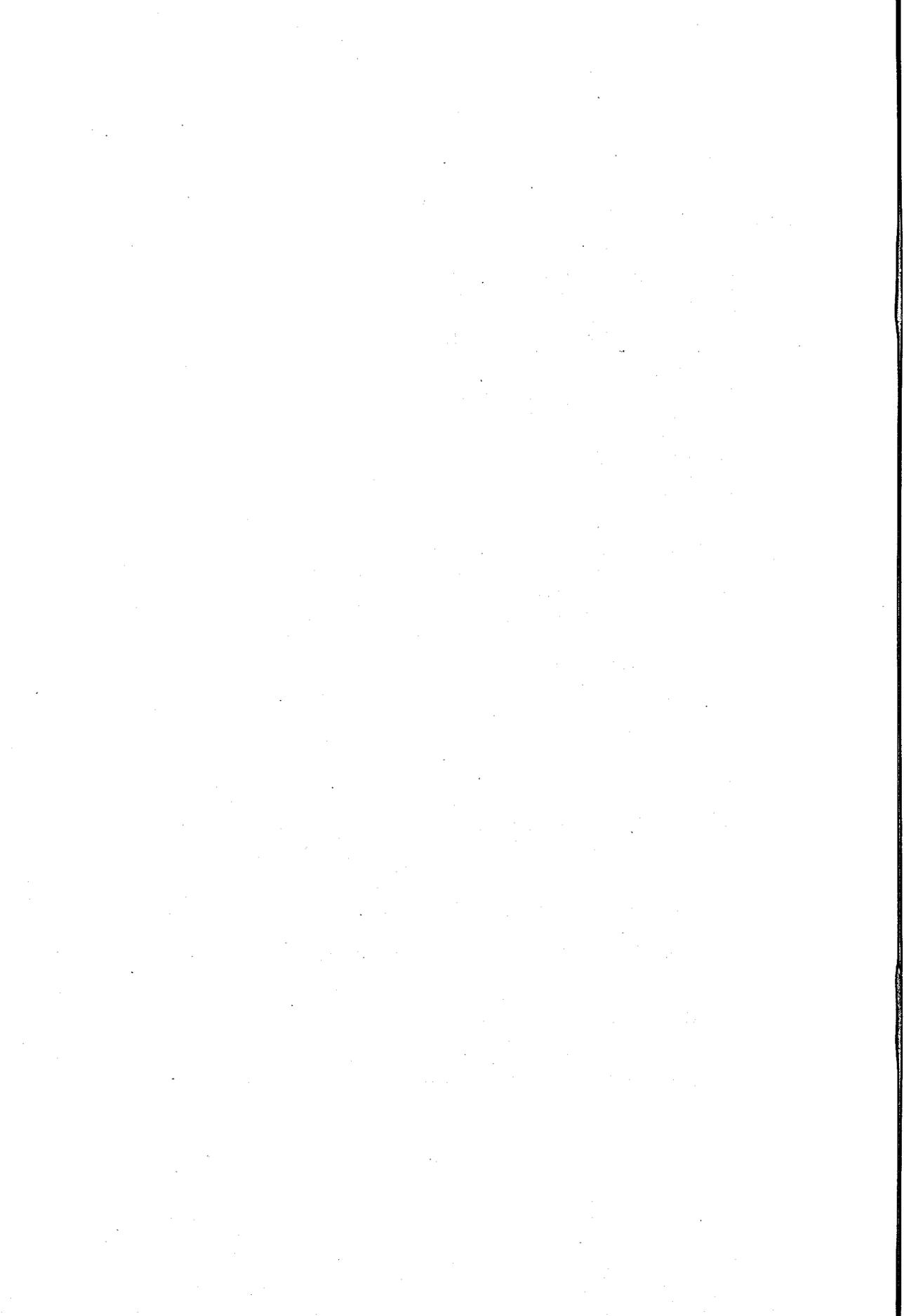
Table I Special Fund for Africa
Geographical Distribution of 1984/85 and
1985/86 Special Funds **44**

Table II Special Fund (\$1.5 million) **45**

Table III Administration of the Coordinator's Office **46**

Declaration on the economic situation in Africa by
the Organization of African Unity **47**

Canadian Organizations Associated with the Work of
the Canadian Emergency Coordinator **53**



Introduction

On November 1, 1984 the Government of Canada created the office of Canadian Emergency Coordinator/African Famine with a mandate to assess the African famine, work with voluntary organizations to channel Canadian relief supplies to Africa and recommend concrete steps for the government to take in responding to the crisis. On March 14, 1985 I submitted a first report on my activities. It focussed squarely on the famine itself and on the urgent needs of tens of millions of Africans. As I acknowledged, there was barely time to assess the situation in the drought-stricken areas of Africa, let alone to think through the long-term implications of the crisis.

The Coordinator's report was referred by the government to the House of Commons Standing Committee on External Affairs and National Defence (SCEAND). In its own subsequent report, SCEAND highlighted the fact that the famine was far from over and underscored the importance of getting at the basic, long-standing causes of the crisis. The Committee recommended that the Coordinator's Office be continued for a one-year period. On May 31, 1985 the Honourable Monique Vézina, Minister of External Relations, announced the extension of the mandate until March 31, 1986.

In accordance with this extended mandate, the Coordinator's Office has concentrated its energies during the past eight months on the following tasks:

1. identifying African emergency needs, coordinating Canadian relief efforts and managing a Special Recovery Fund;
2. keeping the Canadian people informed about the crisis in Africa and encouraging public participation in the search for solutions; and
3. advising the government on its response to the African crisis and on the views of the Canadian public.

This report addresses each of these key areas of activity. It provides an update on the famine and on the continuing African and international responses to it. It describes the remarkable involvement of Canadians in providing emergency assistance to Africa. The Coordinator's Office will issue two other reports: the first on the findings and analysis of a nation-wide opinion poll on Canadian attitudes towards Africa; the second on Forum Africa, an initiative designed to encourage community discussions of the famine, public participation in government decision-making and individual initiatives by people and organizations in all parts of our country.

This report focuses on the long-term and fundamental nature of the African crisis. The famine did not materialize out of thin air: it is deeply rooted, both in Africa and in the international system as a whole. Nor will it disappear simply by the provision of food aid. Africa is in the midst of a crisis which must be addressed on an on-going basis over the next few decades if the present course of decline is to be turned in the direction of development and hope. More than patience is required. Sacrifice and reform will be demanded of the people and governments of Africa and their international partners.

Canada should play a leading role by setting an example of enduring commitment and by persuading other countries to do likewise. Our country has a major presence in African development. The Canadian people have demonstrated their own commitment and are clearly prepared to support strong action by their government. We recommend that the people and governments of Canada join in supporting a "Decade for Africa" and we suggest a number of practical steps to give substance to that commitment.

Update on the Famine

The drought, which has dried up water holes, rivers and even major waterways, at one point threatened the lives of 150 million Africans. By destroying vegetation and livestock, it eliminated the main sources of food and condemned to hunger peasants who had not foreseen the unimaginable. As a result, 35 million men, women and children experienced the daily nightmare of being uprooted, of existing in survival camps and instant barrios, of being abandoned, of living in absolute uncertainty, of witnessing slow death — whether their own or that of their loved ones. Armed conflict, disease and epidemics added their own brand of horror to an already unbearable situation.



Refugee camp in Sudan

During 1985 the rains returned and brought a soothing relief to this situation. Those African countries stricken by the drought are finally, and in varying degrees, experiencing the effects of the rains. Certain parts of Ethiopia, Sudan and the Sahel countries have begun to turn green again: 50 per cent of normal food production has already been reached in some regions. The return of the rains enabled a sizable proportion of those who had found refuge in the camps to return to their fields.



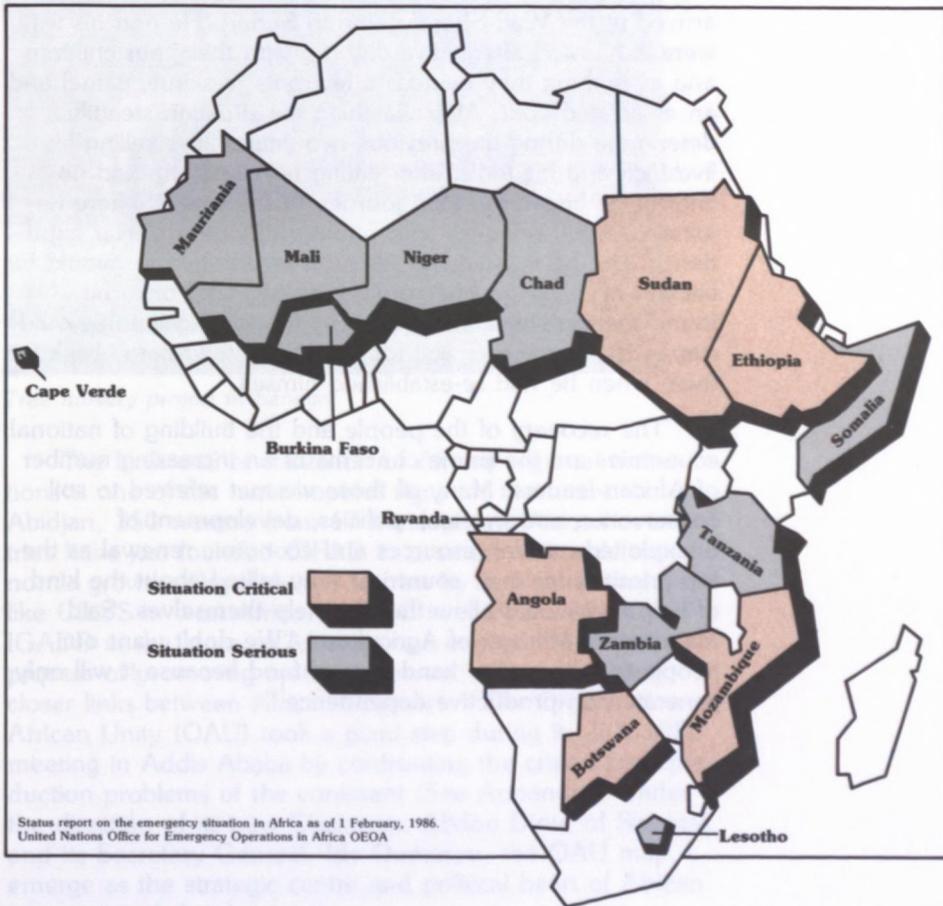
Grazing near Khartoum, Sudan

There are, however, entire regions that have still not had a single drop of rain. In Sudan, most of the north as well as the hills near the Red Sea remain arid and scorched. The drought still goes on in Mozambique, and extends out to Lesotho and Botswana. In contrast, some areas received such heavy rains that they washed out roads and brought entire convoys of food to a standstill; and as a result, people had to wait several weeks for the supplies consigned to them.

Africa more than ever seems a continent of extremes, where people must cope with tropical storms, with the floods brought on by their sudden appearance, with the grasshoppers and other pests that follow them, and with the drought that persists. They must cope, as well, with frequent violence and conflict. In Angola and Mozambique civil conflict and outside aggression are now the primary causes of the spread of hunger and famine.

The return of the rains makes it possible to confront the future with some hope. The massive relief efforts of the past year saved millions of lives and relieved the suffering of millions more. The world *did* make a difference. At the same time we are struck by the incompleteness, the fragility and the slowness of recovery. An estimated 19 million people (compared with 30 to 35 million a year ago) continue to be directly threatened by famine and will need emergency aid through 1986. Some 3 million people remain displaced from their homes and must be assisted in the process of recovery and resettlement. The countries and people that have begun to show signs of recovery could be thrown back into disaster by the failure of the next rainy season. For the foreseeable future the world must maintain an "Africa Watch".

Famine in Africa



What Africans are Doing for Themselves

During the course of seven missions to Africa, I have been deeply impressed by the response of Africans to their own crisis. Throughout the famine, African governments and non-governmental organizations (NGOs) assumed major responsibility for the transportation and distribution of food aid. Port capacity to receive the huge food shipments was increased rapidly: the port of Assab in Ethiopia achieved a threefold increase in the past year. That country's Relief and Rehabilitation Commission (12,000 employees and volunteers) has done an outstanding job in distributing food over the past two years. The Ethiopian people themselves have shown a remarkable sense of human solidarity.

Among Africans, from government officials to the peasants and nomads in the countryside, there is an intense desire to find ways of becoming self-supporting once again. We spoke briefly with a refugee from Tigray who had just arrived at the Wad-Sharrif camp in Sudan. He and his wife were exhausted after a five-day trip with their four children and everything they owned: a few pots, a skinny camel and an emaciated goat. After watching the situation steadily deteriorate during the previous two years, after selling his livestock and his tools, after eating his seeds, he had no choice: he began the long journey to the camp, where he joined 60,000 refugees who had undergone a similar experience. But he insisted that as soon as it rained he would be back in his country. He would work his field, once he found the tools and the seeds. His wife and children would stay in the camp and wait for him. He would come back for them when he had re-established himself.

The recovery of the people and the building of national economies are the prime concerns of an increasing number of African leaders. Many of those we met referred to soil conservation and livestock policies, development of unexploited natural resources and economic renewal as the top priorities for their countries: they talked about the kind of help that would allow them to help themselves. Said Mauritania's Minister of Agriculture: "We don't want our people to get used to hand-outs of food because it will only generate non-productive dependence."

In Sudan, I had the chance to participate in a lively meeting organized by the Governor of Darfur with local officials to discuss real, practical measures to rebuild the region. In Niger, the government arranged a nationwide debate to convince the people of the need to change certain elements in their way of life in order to preserve the environment. Deforestation and control of livestock were among the main topics discussed. In Senegal, President Abdou Diouf has modified the agricultural policies of his country by cutting down the quota of land for cash crops in favour of cereal production for the local market. These and other projects are not without their weaknesses. The resettlement and villagization programs in Ethiopia must continue to be examined with great care. The point remains, however, that Africa is mobilizing itself in response to the disaster of the past two years.



Tree nursery project in Senegal

The birth and revitalization of African regional institutions is one of the most hopeful signs for the future. In Abidjan, 350 women from 17 francophone African countries have just founded CIFAD to promote women's economic growth. Organizations known by their acronyms — like CILSS in west Africa, SADCC in southern Africa and IGADD in the Horn of Africa — are engaged in the slow process of promoting mutual economic aid and building closer links between African countries.* The Organization of African Unity (OAU) took a giant step during its July 1985 meeting in Addis Ababa by confronting the critical food production problems of the continent (See Appendix). Under the direction of its new Chairman, Abdou Diouf of Senegal, and its Secretary General, Ide Oumarou, the OAU may emerge as the strategic centre and political heart of African recovery and development.

The International Community

The international community was slow to respond to the African famine. Some of the death and suffering would have been averted had early warnings been heeded. In making such a candid assertion, we must not lose sight of another more hopeful reality: when finally confronted with the human disaster, the global village did respond. Berhane Deressa, Deputy Director of Ethiopia's Relief and Rehabilitation Commission, described the response to a group of Canadian Inuit who visited his country last December:

There is a human bond that ties us together regardless of the distance that separates us. We are all human beings. All the relief efforts in this country have been one great human experience in which people from different countries, backgrounds, civilizations, languages and races have come together with one common objective — the objective of being useful to fellow human beings.

During the past year and a half these human bonds were transformed into an extraordinary partnership between the African peoples, governments and organizations and the international community — governments, international agencies and a wide variety of non-governmental organizations. The United Nations played a key role in all of this.

A solid core of expertise had earlier been built within a number of member organizations of the UN following the 1972-73 African famine and Sahelian drought. By the end of 1984, however, it became imperative to better coordinate the work of all these agencies. In December, the Secretary General of the United Nations established the Office for Emergency Operations in Africa (OEOA) to coordinate the identification of needs, to mobilize resources, and to help the governments of famine-affected countries ensure the delivery of relief supplies to those in need. Links were established between the OEOA and local UN agency offices

-
- * CIFAD — Comité international de femmes africaines pour le développement
 - CILSS — comité permanent intérêts de lutte contre la sécheresse dans le Sahel/Permanent Inter-state Committee of Drought Control in the Sahel (PISC)
 - SADCC — Southern Africa Development Coordination Conference/Conférence pour la coordination du développement en Afrique australe (CCDAA)
 - IGADD — Inter Government Authority on Drought and Development

in Africa as well as with non-governmental organizations. This remarkable collaboration among the members of the UN family of agencies led Stephen Lewis, Canada's Ambassador to the United Nations, to describe 1984-85 as the UN's finest hour.

World solidarity with Africa was demonstrated by many countries and their citizens. The same human impulse that inspired Canadians was felt around the world. Countless people, rich and poor, famous and not, felt personally involved and initiated projects of every kind and description. Doctors and nurses donated their medical services, rock musicians donated their time, talent and fame. The "Live Aid" concert brought together musicians of the United Kingdom, the United States and Canada, attracted hundreds of millions of viewers around the world and raised tens of millions of dollars.



Kinsmen Camp Bete, Ethiopia

Narrow considerations which often cripple international relations were set aside in the desire to help the African people. What could be shared was sent, often without conditions. In most cases donors respected the African responsibility for setting priorities. Funds, shelters, food, logistical support and medical supplies converged on drought-stricken countries from sources as divergent as the United States and the People's Republic of China, East and West Germany, India, Bangladesh and Saudi Arabia. National and international institutions and processes combined almost spontaneously, proving that cooperation across borders is possible in the face of extreme human need.

The Canadian Response

Canada was one of the first countries to respond to the African famine. Even before the media drew the world's attention to the gravity of the situation, Canadian emergency food aid was being unloaded at Ethiopian ports, the Canadian community of voluntary organizations was mobilizing its resources, and a special task force chaired by the Department of External Affairs was assessing the situation. Once alerted to the crisis, the reaction of the Canadian people was swift and effective. All across the country, Canadians developed new and imaginative ways of mobilizing assistance. Provincial governments and municipalities provided considerable leadership. For example:

- "Ethiopia Airlift" in Halifax raised funds to airlift food and other emergency supplies during Christmas 1984;
- The Quebec government created a \$4 million fund to match contributions raised through Le mouvement des caisses populaires Desjardins (Credit Union Co-ops);
- Mayor Adams of St. Catharine's, supported by Ridley College and the Lincoln County Separate School Board, raised \$40,000 for famine relief;
- The Saskatchewan government matched the federal government dollar for dollar on a shipment of 23,000 tons of wheat for Ethiopia and Sudan; and
- Mayor Harcourt of Vancouver established — and exceeded — a fund target of \$1 million for his city.

The Canadian community of voluntary organizations — large and small, and from all parts of the country — played an absolutely vital role in organizing and mobilizing emergency support for Africa. At the outset, many of these organizations were as overwhelmed as the government by the extraordinary interest and concern of the Canadian people. Contributions and offers of assistance flooded in. In a short period of time, many of the well-established agencies had geared themselves up for emergency action; new voluntary organizations appeared on the scene. These groups have built and maintained a pipeline of assistance which begins with the contributions of ordinary Canadians and ends, thousands of miles away, with the provision of help to the African people.

Musicians and entertainers in Canada, following the lead of their counterparts in Britain and the USA, banded together to form the Northern Lights for Africa Society and through their song, television specials and film "Tears are not Enough", raised several million dollars for African relief and recovery. Generous donations were made by the people of Pangnirtung, Fort Smith, Frobisher Bay, Eskimo Point and other northern communities. School children throughout the country organized spellathons, bake sales, dances and other events to raise money for Africa. Business firms donated, or offered at discount rates, a wide variety of products and services, including foodstuffs, medical supplies, water drilling equipment, shelter materials and clothing. Transportation firms offered to ship almost anything anywhere. Hundreds of Canadians volunteered their professional services.

There were, inevitably, some disappointments. Some of the foodstuffs offered were unsuitable for distribution to people on the point of starvation or could not be used because of religious beliefs. Offers of personal services often had to be declined because voluntary agencies were inundated with such proposals, or because African governments placed restrictions on the number of outsiders who could work in the field. In some instances, Canadian equipment was too sophisticated or its operation relied too heavily on imported fuel. As the past year progressed, however, Canadians demonstrated a growing awareness of special African requirements.

In general, the response of the Canadian people to the needs of the African people has been unprecedented in its intensity and its generosity. Two out of three Canadian families contributed financially. Those who had experienced hardship themselves were often the first to respond. This solidarity with those in need should be the cornerstone of Canada's long-term support for Africa.

How Was The Money Used?

Along with emergency assistance provided through the Canadian International Development Agency (CIDA), the government created a Special Fund for Africa part of which was to match the contributions of Canadians and voluntary organizations. During 1984-85 these funds were concentrated on keeping people alive: 36 per cent was directed to food shipments by the Canadian government to Ethiopia, Niger, Chad, Mali and Sudan. Another 8 per cent was used in support of United Nations aid coordination, child relief

and refugee assistance programmes, and 56 per cent in support of initiatives by Canadian voluntary organizations. Cash contributions by the federal government, provinces, municipalities and voluntary organizations exceeded \$170 million.



Food aid, Addis Ababa, Ethiopia

The matching of public emergency contributions by the Canadian government was administered for the first time ever by a coalition of voluntary organizations, Africa Emergency Aid (AEA). Its nine-member board of directors, representing more than 40 organizations, included the Canadian Emergency Coordinator and a representative of CIDA. In addition to administering the fund, AEA was responsible for coordinating NGO efforts and served as the trustee for donations received from the public. Its other vital function was to monitor the performance of agencies in the field.

The Canadian public has, quite understandably, sought constant reassurance that assistance was getting through to the people for whom it was intended. Minor losses have occurred, but by and large Canadian food and other assistance has reached its destination. Most of the difficulties arose during the early days of the relief effort, when African ports were congested and ill-equipped, deliveries of food were not properly scheduled, and vehicles were in short supply. At the outset, some local organizations were simply not capable of handling a relief effort of this magnitude. In retrospect, the remarkable thing is that so many organizations, private and public, rapidly built up their capacities to help the African people.

Under the various agreements between the Government of Canada, Africa Emergency Aid and recipient NGOs there are provisions for audit, inspections and reporting. These have been vigorously carried out, although the results are not yet complete. There is no evidence of improper use of funds. Preliminary findings indicate that the standard of NGO performance as a whole has been high; but there have been problems, mainly attributable to weak communication between Canadian NGO headquarters and their representatives in the field. In any future emergency, procedures can and should be devised to prevent such problems from recurring.

African countries and international donors alike are now looking more towards the recovery process in Africa. Canadian emergency assistance programs are being reoriented in this direction and voluntary organizations are being encouraged to do the same. To assist them in this process, the government announced last May the establishment of an \$18 million Recovery Fund. Unlike the previous matching fund, there was no set matching formula. Instead, it was left to the Board of AEA to determine how much support should be provided to each agency. Relief was not excluded, but it was given a lower priority.

31 March 1986

SPECIAL FUND FOR AFRICA
Distribution of 1984/85 and 1985/86 Special Funds
to Canadian Voluntary Organizations and
United Nations Agencies

	1984/85 Fund		1985/86 Fund		Total
	Matching	Other	Recovery Fund		
	Fund	Grants	Approved	Approved	
	Approved	Approved	Approved	Approved	
	by AEA (a)	by CEC (b)	by AEA	by CEC	
	\$	\$	\$	\$	\$
1. Adventist Development and Relief Agency	426,215	—	358,355	—	784,570
2. African Medical and Research Foundation	7,000	—	176,385	—	183,385
3. Anglican Church	833,710	—	—	—	833,710
4. International Medical Assistance	190,000	—	—	—	190,000
5. Association for Ethiopian Jews	19,121	—	—	—	19,121
6. Canadian Catholic Organization for Development and Peace	7,276,084	38,750*	2,494,850	—	9,809,684
7. Canadian Hunger Foundation	101,835	—	1,158,679	—	1,260,514
8. Canadian Lutheran World Relief	350,000	22,750*	360,000	—	732,750
9. Canadian Physicians for African Refugees	—	—	182,000	—	182,000
10. Canadian Red Cross	5,823,052	70,000*	3,120,650	—	9,013,702
11. CARE Canada	451,322	—	500,000	—	951,322
12. CAUSE	5,700	—	82,650	—	88,350
13. Cardinal Léger et ses Oeuvres	2,200,000	38,750*	1,166,000	—	3,404,750
14. Centre Canadien d'Etudes et de Coopération Internationale	—	—	449,022	—	449,022
15. CUSO	—	—	94,750	—	94,750
16. Christian Children's Fund	33,120	—	—	—	33,120
17. Club 2/3	—	—	45,486	—	45,486
18. Collaboration Santé Internationale	168,440	—	—	—	168,440
19. Compassion Canada	69,610	—	54,500	—	124,110
20. Emmanuel International	295,287	—	969,230	—	1,264,517

CONTINUED

	1984/85 Fund		1985/86 Fund		Total
	Matching	Other	Recovery Fund		
	Fund	Grants	Approved	Approved	
	Approved	Approved	Approved	Approved	
	by AEA (a)	by CEC (b)	by AEA	by CEC	
	\$	\$	\$	\$	\$
21. Foodgrains Bank (Man)	—	2,000,000	—	—	2,000,000
22. Foodgrains Bank (Sask)	—	4,010,000	—	—	4,010,000
23. Foster Parents Plan	160,000	—	—	—	160,000
24. Global Ed/Med. Supplies	52,739	—	—	—	52,739
25. Hope International	541,500	17,500*	988,155	—	1,547,155
26. 100 Huntley Street	—	—	859,950	—	859,950
27. Inter Pares	32,000	—	30,000	—	62,000
28. Inter Pares Consortium*†	—	—	209,209	—	209,209
29. Kinsmen Association	—	—	—	549,068**	549,068
30. Lions International	3,000	—	—	—	3,000
31. Mennonite Central Committee	254,250	17,500**	—	—	271,750
32. Mission Aviation Fellowship	110,000	—	—	—	110,000
33. OXFAM Canada	1,822,098	35,000*	784,925	—	2,642,023
34. OXFAM Québec	562,500	—	—	—	562,500
35. Plenty Canada	23,810	—	80,200	—	104,010
36. Presbyterian Church	428,711	—	—	—	428,711
37. Save the Children Fund	1,080,000	—	—	—	1,080,000
38. Save the Children Fund of British Columbia	337,835	—	34,300	—	372,135
39. Service Universitaire Canadien Outre-mer	—	—	92,400	—	92,400
40. Society of International Missionaries	128,165	17,500*	554,900	—	700,565
41. Society of Precious Blood	300,000	—	—	—	300,000
42. United Church	904,000	—	—	—	904,000
43. United Nations Development Programme	—	100,000†	—	—	100,000
44. United Nations Children's Emergency Fund (Canada)	1,306,539	3,035,000**	681,563	—	5,023,102

CONTINUED

	1984/85 Fund		1985/86 Fund		Total
	Matching	Other	Recovery Fund		
	Fund	Grants	Approved	Approved	
	Approved	Approved	by AEA	by CEC	
	by AEA (a)	by CEC (b)	by AEA	by CEC	
	\$	\$	\$	\$	\$
45. United Nations High Commissioner for Refugees	—	1,000,000	—	—	1,000,000
46. Unitarian Service Committee	—	—	303,754	—	303,754
47. World Concern	105,000	—	140,000	—	245,000
48. World Relief	255,170	—	751,515	—	1,006,685
49. World Food Programme	—	1,260,600††	—	—	1,260,600
50. World University Service Canada	1,265,522	210,000*	—	25,450	1,500,972
51. World Vision	7,841,706	47,250*	250,000	—	8,138,956
A.E.A Administration	—	250,000	—	450,000	700,000
	<u>\$35,765,041</u>	<u>\$12,170,600</u>	<u>\$16,973,428</u>	<u>\$1,024,518</u>	<u>\$65,933,587</u>

Note: (a) AEA = African Emergency Aid

(b) CEC = Canadian Emergency Coordinator

* Approximate share of cost of Dept. of National Defence and Air Canada airlifts

** As above plus special grant

† For Aid coordination

†† For Aid coordination plus grant for food storage — Chad

*† Inter Pares, Canadian Hunger Foundation, Aga Khan Foundation of Canada

For other grants see Appendix.

No More Famine

"Drought will undoubtedly recur in Africa, famines must be prevented. They are not inevitable".

*Brad Morse, Director, United Nations
Office for Emergency Operations in
Africa*

My primary responsibility as Canadian Emergency Coordinator/African Famine has been to assist the government and people of Canada in responding to the urgent needs of Africans. But there can be only one human response to the African famine — the determination that it must not happen again.

In travelling across Canada and in many parts of Africa I have often heard people ask whether we can prevent the next famine. The people of Africa and the people of the world are not prepared to accept famine as just another catastrophe to which the poor are prone. Mass starvation — in its destructive effect on people, social order and morality — is as much the enemy of mankind as war.

During the past 17 months I have often encountered another reaction as well: deep and widespread fear that the famine of 1984-85 will recur. This famine followed an earlier one in 1972-73 and was a long time in coming. The warning signs were apparent long before they were heeded. The suffering was deeply rooted.

Drought, one of the most severe in modern African history, played a major part in triggering the famine. In just two years — 1981 and 1982 — food production in twenty-four sub-saharan African countries fell by 15 per cent. But the scale and the intensity of the suffering that followed were measures of how near to disaster Africa had moved by the 1980s. Food production per capita had declined steadily over the previous 20 years. Massive damage had been done to land, water and trees. International economic pressures squeezed the life out of African economies. Year by year, the people of Africa were forced downwards, from subsistence to destitution, from survival to death.

Many of the governments of Africa have placed the blame for the famine squarely on an international economic system that buys African products at low prices and sells to Africa goods and services at high prices. The past five years have been the worst in fifty for African economies, not least because of foreign exchange constraints: commodity prices continued to fall, interest on debt soared and international aid declined. Faced with this price-cost squeeze, governments across Africa drastically cut imports, with devastating effects on the availability of foodstuffs, fuel, spare parts and other essentials. Julius Nyerere, former Chairman of the OAU, has asked: "Should we really let our people starve so that we can pay our debts?"

Many governments around the world place the blame for the famine squarely on the policies and performance of African governments. A root cause of famine has been the systematic neglect and exploitation of the farmers — the peasants — of Africa. The voices heard by African governments have been the voices of the city, of the civil service, of the military — but rarely of the people who actually grow the food. An African aid worker has defined the politics of food in this way: "Starve the city dwellers and they riot; starve the peasants and they die. If you were a politician which would you choose?"

Given these very different perceptions of the causes of famine, the world might have settled into a long period of debate and recrimination. That has not been the case. Instead, driven by the magnitude of the disaster and by the fervour of public opinion, the governments of Africa and the international community are moving towards a consensus on the need to prevent famine.



A city street, Nairobi, Kenya

Relief, Recovery and Development

The words relief, recovery and development are sometimes used in a way that falsely divides the African crisis into separate parts: the famine is dealt with first, then the recovery, then long-term development. In fact, relief activities must increasingly be used to contribute to recovery and development.

The world is tempted to put this famine behind it, a temptation which must be resisted. As we stated earlier, millions of Africans remain at risk. **Compared with \$1.575 billion provided in 1985, it is estimated that some \$1.4 billion in emergency aid will be needed in 1986: of this, some \$650 million remains to be pledged as of March 1986.** The world must remain alert for any worsening of famine conditions and must be prepared to respond quickly so as to avert a recurrence of mass starvation. Procedures and systems linking government with both UN institutions and the voluntary organizations must be developed so as to ensure early-warning information and emergency preparedness. Particular attention should be paid to the special role played by television in generating a world-wide response to this famine.

It is necessary at the same time to move ahead with the process of recovery. The people of Africa want to resume productive, self-sufficient lives, though this is no easy task. The drought has greatly accelerated the destruction of the environment; whole populations have been displaced from their traditional lands; productive resources — tools, seeds, animals — have vanished. Many of the survivors of the famine, and particularly the children, will bear its scars for the rest of their lives. For there to be any hope of a return to normalcy, African governments and the international community must demonstrate flexibility and responsiveness in supporting the complex process of recovery.



Feeding centre in Sudan

A return to normalcy is not good enough. The famine was no accident. It was the product of the economic, social and political disintegration that has beset Africa for at least 20 years. As recovery from this famine takes place, problems of long-term development must be addressed.

The Food Producer

It is generally agreed that the main hope of expanding African agricultural production lies with the smaller producer. This is not a new priority but it is one that has been pursued indifferently by African governments and international aid donors. Governments have, on average, expended only 5 per cent of their budgets on agriculture: little of that has gone to the small producers who grow 70 per cent of Africa's food. Women play a critical role in African economies and must be given far greater support in the future. International aid, tied to the products and the policies of the donor countries, has sometimes reinforced the worst tendencies of African development. It is a measure of how slowly we learn our lessons that the International Fund for Agricultural Development — the one international agency that has focussed with notable success on small farmers — is jeopardized by threatened cutbacks in donor contributions.



Farming in Mali

The Environment

The natural resources of Africa, the land and its vegetation, are being consumed at a rapid and accelerating rate. The most terrifying consequence — desertification — has been described as the African equivalent of a polar ice cap marching south, freezing Canadian crops and animals. The debate continues as to whether the desert is growing mainly as a result of intensifying drought or because of environmental damage inflicted by man. Whatever the cause, it is certain that bad land management is reducing the use that can be made of the rain that does fall. Environmental protection and development, including controlled land use, soil conservation, and reforestation programs, are essential parts of any plan to prevent recurrent famine in sub-saharan Africa.

Population

Africa currently has the highest rate of population growth in the world. Among the effects of this situation have been the overloading of agricultural land and cancerous urban growth. Development experience over the past 30 years has shown that population rates can be reduced dramatically by improving the basic health, education and employment opportunities of the poor, and of women in particular. These are among the very best investments in development that the governments and the men and women of Africa can make.



Village in Mali

Peace

Violence and conflict are among the greatest enemies of Africa. Famine is linked directly to war, occurring both between and within countries. All four of the countries most seriously affected by famine — Ethiopia, Sudan, Mozambique and Angola — are currently being torn apart by internal conflict. Apart from the sheer destructiveness of violence, development is weakened by the diversion of scarce human and financial resources into war and the preparations for conflict. Governments and international organizations devote less attention than they should to the genuine security that comes from economic and social well-being. These problems are compounded by outside powers pursuing their own strategic objectives in Africa. Without progress towards peace, development will remain a vain hope in many parts of Africa.

Debt

The international economic system bears down hard on Africa. The international debts of African states are among the highest in the world in relation to export earnings. The poorest countries are now faced in the coming five years with a net transfer of financial resources out of the continent, as debt servicing rises and aid levels fall. While the commitment of African governments to policy and institutional reform is crucial, such reforms cannot be fully effective and, in all likelihood, will not be sustained unless supported by adequate outside assistance. Virtually all proposals for preventing famine point to the need for joint plans of action between Africa and the international community to ensure that: the debt burden is managed in such a way as to support, not impede, Africa's economic recovery and development; the real value of official development assistance to Africa is increased; and, to the greatest extent possible, that such assistance is provided as freely usable and fast disbursing foreign exchange.

Partnership

There is an important measure of agreement on the requirements for preventing African famine. But consensus is not enough. Africans have heard resolutions and seen agreements before — and yet they starved. The governments of Africa must resist powerful pressures to ignore the poorest parts of their own countries; the governments of

developed countries must resist pressures to ignore the poorest parts of the world. The basic challenge is the same: to convert the fleeting solidarity achieved in fighting this African famine into action to prevent the next one.



D. MacDonald in Gambela, Ethiopia

There are some encouraging signs that the governments of Africa are learning the lessons of the famine. The July 1985 annual meeting of the Organization of African Unity in Addis Ababa saw heads of state acknowledge the excessive, and at times suffocating, role of government and the neglect of critical economic sectors such as agriculture, manpower and industry. A new theme of partnership between government and the people is beginning to emerge.

In early 1985, Zimbabwe was still listed as one of the 20 drought-stricken African countries in desperate need of food aid. By the end of the year, the farmers of Zimbabwe produced enough maize to return the country to food self-sufficiency. In the Wollo region of Ethiopia, the peasants have been mobilized in a huge terracing program to build retaining walls along the slopes. As these examples illustrate, it is the people and particularly the farmers of Africa who are on the front lines in the war against famine. Whether the battle is won or lost will depend, in part, on the support of people around the world. In 1984-85 the world said, "We can make a difference". And we did. Now a more difficult commitment is required: that of an on-going partnership with the people of Africa.

A Durable Canadian Commitment

The massive response to the tragedy has provided a new measure of the readiness of Canadians to assist those less fortunate — a response which illustrates the best instincts and benevolence of Canadians.

*The Right Honourable Brian Mulroney
December 1984*

Relief is not enough. Action for permanent development — in partnership with the African nations — is essential.

*The Right Honourable Joe Clark
Secretary of State for External Affairs
September 1985*

I assure you that it is my firm intention to do everything possible to further strengthen the ties between Canada and Africa.

*The Honourable Monique Vézina
Minister of External Relations
October 1984*

The Committee reports the unanimous verdict of the witnesses that development assistance to Africa is a long-term problem to which Canada should make a long-term commitment.

*House of Commons Standing Committee
on External Affairs and National Defence
April 1985*



Africa Day — Ottawa

Canada can and should make a durable commitment to Africa. There is really no other choice. The problems of Africa are the problems of the world. We cannot and will not ignore the consequences of famine; we should and must join the fight to prevent famine.

The Canadian people have said so. Their generous response to the famine proves that Canadians understand the vital importance of compassion and solidarity in the world. This understanding goes beyond a momentary — and monetary — response to television images of suffering and death. A national poll commissioned by my office revealed that Canadians rank world hunger first on a list of most serious world problems.* They understand it is a long-term situation, whose progress can only be measured in decades. Of the poor regions of the world, most Canadians think Africa is in the greatest need: if asked to choose, they would focus Canadian aid efforts in that region.

A careful examination of national self-interest points to the same conclusion. The paper *Competitiveness and Security: Directions for Canada's International Relations*, presented to Parliament by the Right Honourable Joe Clark, identifies security as one of our country's two basic foreign policy objectives. Can security be achieved in a world where mass starvation is allowed to occur? The answer to that question has been provided by 40 years of Canadian foreign policy: it is the special role and responsibility of countries like Canada to build security based on cooperation and development.

Canada is in a position to further develop a strong record of support for Africa. Since November 1984, Canada has supplied about 8 per cent of total emergency aid: our contributions to emergency food aid rank second in the world. Over the past twenty years Canadian diplomacy, unburdened by colonial baggage, has built strong links with the francophone and Commonwealth countries of Africa. In no part of the world is there a greater opportunity to exercise a creative, independent Canadian foreign policy. In my travels throughout Africa I have felt a special warmth and trust towards Canada. We have earned credibility in Africa. We should now make full use of it.

*"Canadians and Africa: What Was Said" a nation-wide survey conducted by Decima Research Limited in February 1986

A Decade for Africa

The people and government of Canada should join in supporting a "Decade for Africa", a long-term national commitment to strengthen the bonds between Canadians and Africans and to provide sustained assistance for African relief, recovery and development. The basic requirements for meeting this challenge are threefold: government leadership, communication and partnership.

Government Leadership

The direct involvement of individual Canadians and non-governmental organizations forms the foundation of our country's commitment to Africa. But the Canadian government will remain the principal channel through which that commitment is manifested and leadership is exercised. It is especially important that the government clearly signal its intentions now, as it prepares for the Tokyo Economic Summit and the United Nations Special Session on Africa in May.

A first step in that direction would be to declare a "Decade for Africa" as a major foreign policy commitment. To give substance to that policy, African countries should have a special place within the Canadian aid program. The government should ensure that Canadian assistance to Africa grows steadily over the decade. To further increase its value and responsiveness, our assistance should be progressively freed from tying requirements. To permit a more flexible response to actual needs, the system of categorizing recipient African countries should be suspended. To focus Canadian efforts, self-sufficient food production should be set as the number one priority. Following a thorough Canadian assessment of African debt and trade problems, Canada should support trade liberalization and debt adjustment measures to encourage African economic recovery and development.

The Minister for External Relations should have direct responsibility for implementing the "Decade for Africa". In this lead role the Minister should be assisted by a senior level order-in-council appointment, bringing together the responsibilities for Africa in the Department of External Affairs and CIDA. Together they should ensure the following:

- establishment of an early warning and emergency preparedness unit;

- full integration of all aid programs in Africa, including those for anglophone and francophone African countries;
- more effective coordination of inter-departmental policy, particularly aid, trade and finance;
- strong Canadian support for UN co-ordination of international aid efforts for and in Africa; and
- with the assistance of a Consultative Committee on Africa, improved and expanded lines of communication between the various levels of government in Canada, the voluntary organizations, the media, and the Canadian people.

This final point merits special emphasis. The Canadian International Development Agency and the Department of External Affairs should be far more open and accessible in their dealings with the public and with those who have particular interests and insights regarding Africa. Resources and information available to CIDA should be more widely and effectively shared. A policy of systematic and constructive engagement with all elements of the public sector should characterize the approach to a "Decade for Africa".

Communication

Until a year and a half ago, there was very little about Africa in the media. Today there is much more. CBC/Radio Canada has done exceptional reporting on the situation in Africa and has sponsored as well major programs on the background of the crisis. Local and regional stations — CJOH in Eastern Ontario, CFPL in London, ATV in the Maritimes, the Inuit Broadcasting Corporation, to name a few — have picked up community stories, followed them to Africa, brought them home and shared them with media colleagues. The press — from *Le Devoir* to the *Vancouver Sun*, daily and weekly papers as well as the news services — produced features on Africa.

The depth and frequency of coverage can still be improved but the past year has shown what the media can do and how vital it is. Yet the only two Canadian news organizations with bureaus in Africa are *The Globe & Mail* and *Southern News*. The Decima Research poll shows that television coverage of the famine was the single greatest factor affecting Canadian attitudes towards the crisis in Africa.

and communities to set up projects and emergency relief efforts for Africa.

There is a need to provide more continuing media access to Africa as it passes through this critical period in its history. The media often lack the resources to report on important but distant events. **CBC and Radio-Canada should combine their efforts with those of Radio-Canada International to launch a special "Africa Watch" project to increase coverage of Africa and to provide opportunities for Africans to broadcast to (and about) Canada.**

Partnership

The partnership between government, voluntary organizations and the people of Canada has been the basic ingredient in Canada's response to the famine. The challenge now is to build more effective mechanisms for promoting cooperation on an ongoing basis. NGOs should be encouraged to mount joint undertakings like their support of the relief ship "Happiness II". It is equally important that voluntary organizations strengthen their ability to analyse and assess their own development experience as well as the policies of government.



National conference — Forum Africa

One of the most exciting and encouraging experiences of the past 17 months has been the appearance of new partners in the Canadian development community. For example, the steelworkers union introduced a bold innovation by voting for a one cent an hour wage deduction to be channeled into a Humanity Fund. The same principle could apply to other sectors. A current proposal would have local authorities ask taxpayers for permission to round water bills to the next highest dollar, with the difference going to provide clean water in Africa. Taken individually, projects of this sort may seem like little; together they can significantly enhance Canadian opportunities to contribute to African development.

The point of building such partnerships in Canada is ultimately to build a similar partnership with the people of Africa. "People to people" should be a central theme of Canadian assistance to Africa over the next decade. High priority should be given by the Canadian government and NGOs to increase Canadian voluntary representation in Africa, thereby fostering closer ties with their African counterparts. To this end, centres should be established where appropriate in Africa, with the joint support of the Canadian government and the relevant voluntary organizations. These would provide support and information for African-Canadian cooperative activities. The Sudan may represent an early opportunity to establish such a centre.

The need to strengthen Canadian-African ties exists in our own country as well. African and other foreign students have enriched university life in Canada. The fact that many distinguished Africans have received higher education in Canada now increases our country's influence and facilitates our diplomacy in Africa. For these and other reasons, it is important that foreign students, in particular those from Africa, be assured fair access to Canadian colleges and universities.

It has been proposed by Africa Emergency Aid (AEA) that the voluntary community and the government jointly establish a multi-year, special matching fund to support projects submitted by NGOs. Building on this proposal, I suggest **that NGOs, professional groups, municipal organizations, educational institutions, labour unions and the business community, Canadian churches and others should work together to establish a Canada-Africa Centre.** The Centre would administer and distribute a matching fund totalling some \$50-60 million annually. The central objective of the Fund would be to support African food self-sufficiency. The strengthening of non-governmental organizations in Africa

and the forging of people-to-people links between Africans and Canadians should be important elements in the operation of the Centre. In addition, the Centre should serve as a clearing house for research and information on Africa, encourage media interest in Africa and facilitate the Forum Africa process by providing access to telecommunications, media, print and production facilities. I would further recommend that the Board of Directors of the Canada-Africa Centre be composed jointly of Canadians and Africans.

Making It Happen

Canada's long-term commitment to Africa will be tested in action, not words. Recommendations in this report must be implemented with the active support and participation of the Canadian people. Forum Africa was designed precisely with that objective in mind. Local and regional meetings were held across the country, so that people's concerns shaped the agenda. Teleconferencing, community cablevision, and other techniques were used to put communities in touch with one another. Through the generous cooperation of the Speaker of the House of Commons and the CBC, the Parliamentary Channel was used to broadcast the National Forum. The Forum Africa experience points to future possibilities.



National conference — Forum Africa

I strongly urge the continuation of Forum Africa as a key component of the proposed programs and policies of the "Decade for Africa". Properly organized and supported, the Forum can serve as the focus for discussion, evaluation, innovation and action — the place where we test our national resolve to help Africa. **I propose that the next Forum Africa be held in late 1986 and culminate in a 24-hour telethon that would inform Canadians about the progress of the "Decade for Africa" and raise money for the Canada-Africa Centre and the proposed matching fund.**

Conclusion

Of the 36 countries designated by the United Nations as the poorest in the world, 26 are located in Africa. These countries have suffered long-term economic and social decline; they have suffered the worst drought in this century. The result has been mass starvation.

Throughout the crisis the world has held two thoughts side by side: first, that we must do something now to save these people; and second, that something must be done in the longer run to prevent this from happening again.

Considerable progress has been made towards accomplishing the first goal. We must now increasingly tackle the second. It will require a sense of purpose and a staying power far beyond anything demanded by the famine. I urge the government and people of Canada to make this commitment.

Summary of Recommendations

Government Leadership

I recommend that the Canadian Government declare a "Decade for Africa" and ensure that African countries have a special place within the Canadian aid program. In particular:

- Canadian assistance to Africa should grow steadily over the decade.
- Canadian assistance should be progressively freed from tying requirements.
- The system of categorizing recipient African countries should be suspended.
- Self-sufficient food production should be set as the number one priority of Canadian aid to Africa.
- Canada should support trade liberalization and debt adjustment measures to encourage African economic recovery and development.

The Minister for External Relations should have direct responsibility for implementing the "Decade for Africa". In this lead role the Minister should be assisted by a senior level order-in-council appointment, bringing together the responsibilities for Africa in the Department of External Affairs and CIDA. Together they should ensure the following:

- establishment of an early warning and emergency preparedness unit;
- full integration of all aid programs in Africa, including those for anglophone and francophone African countries;
- more effective coordination of inter-departmental policy, particularly aid, trade and finance;
- strong Canadian support for UN co-ordination of international aid efforts for and in Africa; and

- with the assistance of a Consultative Committee on Africa, improved and expanded lines of communication between the various levels of government in Canada, the voluntary organizations, the media, and the Canadian people.

Communication

I recommend that:

- CBC and Radio-Canada combine their efforts with Radio-Canada International to launch a special "Africa Watch" project to increase coverage of Africa and to provide opportunities for Africans to broadcast to and about Canada;

Partnership

I further recommend that:

- High priority should be given by the Canadian government and NGOs to increase Canadian voluntary representation in Africa, thereby fostering closer ties with their African counterparts. To this end, centres should be established where appropriate in Africa, with the joint support of the Canadian government and the relevant voluntary organizations. These would provide support and information for African-Canadian cooperative activities.
- Foreign students, in particular those from Africa, should be assured fair access to Canadian colleges and universities.
- NGOs, professional groups, municipal organizations, educational institutions, labour unions and the business community, Canadian churches and others should work together to establish a Canada-Africa Centre. The Centre would administer and distribute a matching fund totaling \$50-60 million annually, primarily to support African food self-sufficiency. The Centre should have as one of its major objectives the strengthening of non-governmental organizations in Africa and the forging of people-to-people links between Africans and Canadians. In addition, the Centre should serve as a clearing house for research and information on Africa, should encourage media interest in Africa, and facilitate the Forum Africa process by providing access to telecommunications,

media, print and production facilities. The Board of Directors of the Canada-Africa Centre should be composed jointly of Canadians and Africans.

Making It Happen

- Forum Africa should be continued as a focal point for the proposed programs and policies of the "Decade for Africa". The next Forum should be held in late 1986 and should culminate in a 24-hour telethon to report on the progress of the "Decade for Africa" and to raise funds for the Canada-Africa Centre and the proposed matching fund.

Appendix

Coordinator's Mandate

The first mandate for the Canadian Emergency Coordinator/African Famine began on November 1st, 1984. In March 1985, I reported on my activities in a publication entitled *The African Famine and Canada's Response*. In a letter made public on May 31, 1985, the Honourable Monique Vézina, Minister for External Relations, announced that my mandate was further extended until March 31, 1986, and asked me to carry out a number of specific tasks. The following provides a brief report on each of these tasks.

1. Advise the Government on all measures to be taken regarding the situation in Africa and the nature of the emergency assistance to be provided to drought-stricken countries.

Along with members of Parliament from the three political parties, with a member of a provincial legislature and representatives from unions, voluntary organizations and the media, the Coordinator carried out seven evaluation missions which took him to Ethiopia, Sudan, Mauritania, Mali, Niger, Mozambique, Botswana, Lesotho, Zimbabwe, Kenya and Angola. Using these evaluations as well as his contacts with Africans visiting Canada and United Nations agencies most concerned with the African crisis, the Coordinator kept the government informed on the evolution of the crisis and on the needs of Africa.

2. Assist voluntary organizations, with the generous support of thousands of Canadians, in their efforts to aid famine victims. Manage, in consultation with the voluntary sector and CIDA, a fund of \$18 million to be used mainly for recovery projects devised by non-governmental organizations.

The administration of the Special Fund for Africa established by the government in 1984, and of the \$18 million Recovery Fund was carried out by the Coordinator in co-operation with *Africa Emergency Aid*, a coalition of voluntary organizations formed on November 27, 1984. Table 1 in this appendix details the use of these funds.

3. Act as coordinator, facilitator and Government spokesperson towards all the organizations, authorities, groups and individuals concerned with the African crisis. In this regard, to manage a special \$1.5 million fund to be used to provide assistance to projects devised by individuals or groups for communication programs, twinning of regions and municipalities in Canada and Africa, exchanges in the health field, joint ventures, and any other project designed to bring assistance to drought-stricken areas.

The Coordinator spoke to a large number of groups, voluntary organizations, schools, social clubs and churches and, through the media, to Canadians throughout the country in order to keep them abreast of the evolution of the crisis and the needs in Africa. He also acted as an intermediary between concerned citizens and organizations, stimulating the interest of the media for African issues. Part of the \$1.5 million special fund was used to provide incentive grants for the following projects:

- *African Round Tables*: a grant to the Canadian Council for International Cooperation (C.C.I.C.), to enable it to participate in the preparation and financing of the first two of a series of six round tables organized in Africa by the *Society for International Development*. These round tables will involve African representatives from all areas of activity, encouraging them to draw conclusions from the crisis and to become more deeply engaged in the recovery of their respective countries.
- *Teaching kits on world food issues*: a contribution to the Canadian World Food Day Association, to help it prepare and circulate to all Canadian schools and community organizations a set of educational kits on food problems in the world, and more precisely in Africa.
- *Forestry*: contributions to the United Nations Non-Government Liaison Service and to the United Nations Association, Vancouver Branch. These funds will be used to set up an international information exchange centre for African and non-African NGOs involved in forestry in Africa and to bring together in British Columbia and later in other parts of Canada a group of forestry experts wishing to help African organizations interested in reforestation.

- *Health*: a contribution to the Centre d'études et de coopération internationale (CECI) for the implementation of a health project in Koulikoro, Mali, in cooperation with District 704 of the Rotary Club, the Rotary Foundation, the Bamako Rotary Club, CIDA and OXFAM. The specific object of this contribution is to help CECI and other organizations mobilize and make good use of Canadian health professionals who are available for short assignments only.
- *"Polar Star" Project*: A contribution to the cost of sending a four-member mission to Ethiopia, representing Inuit communities from the Canadian North, and a crew from the *Inuit Broadcasting Corporation* and the *Inuvialuit Communications Society*. This contribution was supplemented by a \$57,054 grant provided by Petro-Canada and Panarctic. The mission's purpose was to allow Inuit representatives to assess the crisis and the use made of Canadian aid, and then report to Canadians.
- *Humanity Fund*: A contribution to the United Steelworkers of America for the preparation of a videotape to encourage their locals, other unions and Canadians in general to subscribe to their Humanity Fund.
- *Fate of the Earth*: A contribution to "Conference Fate of the Earth (Canada)" to hold seven workshops across Canada for the purpose of preparing positions to be taken at three international forums to be held in 1986: World Commission on the Environment and Development, World Conservation Strategy and Fate of the Earth.
- *NGO participation at the UN Special Session on Africa*: A contribution to the Canadian Council for International Cooperation to enable it to facilitate and support African NGO participation in the UN Special Session on Africa. The funds will be used to cover expenses for meetings and other preparatory activities in Africa and for coordination of these African activities with European and North American NGO activities in New York.

Table II in this appendix details the use of the \$1.5 million special fund.

4. Serve as a link with provincial governments and encourage them to provide support and assistance.

Several provincial governments were directly involved in providing aid to the victims of the African famine, requesting as needed the Coordinator's assistance to identify priorities and solve logistical problems. In addition, many municipal governments were involved in organizing regional sessions of Forum Africa, thereby contributing to maintain a high level of interest and involvement in Africa on the part of their populations.

5. Take an active role in dialogue with other donor countries and international organizations providing emergency aid to Africa, wherever it is required. Participate in the work of the group of experts responsible for preparing proposals for the ministers of Economic Summit countries on closer cooperation with African countries, and report to the Secretary of State for External Affairs and the Minister for External Relations.

Through frequent consultation, in Africa and elsewhere, with donor country representatives, United Nations organizations and voluntary agencies, the Coordinator was able to coordinate Canadian emergency aid with other international relief activities as required. As head of the Canadian delegation at a meeting of the group of experts appointed by heads of state during the Economic Summit in Bonn, the Coordinator made a substantial contribution to the preparation of a report that was later approved by the foreign ministers of the Summit countries. In September 1985, he travelled to Dakar where he discussed African priorities as formulated in the Lagos Plan of Action and the July 1985 declaration of OAU heads of state with the newly elected chairman of the OAU, Mr. Abdou Diouf, President of Senegal.

6. Using CIDA's regular channels or specially recruited staff, arrange any mission considered necessary to ensure that Canada's emergency aid reaches its destination.

Several missions were sent to Africa to monitor the use being made of Canadian aid and to check on its delivery to target populations. This was one of the Coordinator's main concerns on his own trips to Africa, as well as that of the Inuit mission. Moreover, in November 1985 CIDA posted an employee on contract in Addis Ababa to perform that same task on a continuing basis. Finally, AEA sent three verification teams to Mali, Niger, Senegal, Burkina Faso, Zimbabwe, Mozambique, Tanzania, Ethiopia and Sudan. This verification involved visits to the offices of over forty NGO country directors and field trips to fifty or more food

distribution centres and recovery projects.

7. Provide advice on all assistance programs which are likely to affect drought-stricken countries.

During interdepartmental meetings and in discussions with ministers and senior officials of the Canadian International Development Agency, the International Development Research Centre and the Department of External Affairs, the Coordinator put forward the views developed during his missions in Africa and his meetings with representatives from other donor countries and African nations. His final conclusions and recommendations can be found in his report.

8. Facilitate the conduct of studies recommended in "The African Famine and Canada's Response".

A number of initiatives are now being carried out: a study to assess the value of regrouping shipments from Canadian donor organizations to Africa, a twinning project involving Canadian and African communities based on the *Adopt-a-Village* program initiated in Nova Scotia, as well as a health pilot project. Finally, negotiations are underway on a CIDA project to assist in improving Ethiopia's early warning system.

9. Organize one or more symposiums on Canada's policy on Africa, for the Minister for External Relations.

Considerable efforts were devoted in the last months of the Coordinator's mandate to the organization of Forum Africa, which began on September 4, 1985, in the city halls of Ottawa and Hull. With five regional sessions and a national forum in Ottawa, Forum Africa allowed Canadians of different ages and walks of life to evaluate the African crisis, to learn from it and to reflect on the role they could play in the recovery of those African countries suffering from famine. A separate report and a videotape on Forum Africa are being produced.

TABLE I **31 March 1986**
SPECIAL FUND FOR AFRICA
Geographical distribution of 1984/85 and
1985/86 Special Funds

Country	Matching	Food Aid	via		Others	Recovery	Total
	Fund		UNICEF	UNHCR		Fund	
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Angola	472,000	—	500,000	—	—	30,000	1,002,000
Burkina Faso	657,890	—	200,000	—	—	838,703	1,696,593
Burundi	100,000	—	—	—	—	—	100,000
Cape Verde	—	—	100,000	—	—	—	100,000
C.A.R. (a)	50,000	—	—	250,000	—	—	300,000
Chad	1,076,250	3,000,000	600,000	250,000	760,600†	650,000	6,336,850
Ethiopia	19,052,846	6,500,000	500,000	500,000	3,165,200*	10,803,935	40,521,981
Gambia	—	—	100,000	—	—	18,750	118,750
Ghana	128,307	—	—	—	—	26,486	154,793
Guinea Bissau	15,415	—	—	—	—	—	15,415
Kenya	357,745	—	—	—	—	256,410	614,155
Lesotho	23,810	—	—	—	—	383,954	407,764
Mali	1,028,167	3,000,000	—	—	—	645,825	4,673,992
Mauritania	214,385	—	200,000	—	—	487,116	901,501
Mozambique	1,694,633	—	600,000	—	—	131,782	2,426,415
Niger	451,468	5,000,000	—	—	—	198,807	5,650,275
Sahel	274,000	—	—	—	—	—	274,000
Senegal	150,000	—	100,000	—	—	525,590	775,590
Somalia	—	—	—	—	—	68,475	68,475
Sudan	7,755,888	—	—	—	1,394,800††	2,398,198	11,548,886
Tanzania	1,272,278	—	—	—	—	49,615	1,321,893
Uganda	200,000	—	—	—	—	—	200,000
Zimbabwe	577,220	—	100,000	—	—	34,300	711,520
Africa (unspecified)	212,739	—	—	—	2,600,000**	—	2,812,739
	35,765,041	17,500,000	3,000,000	1,000,000	7,920,600	17,547,946	\$82,733,587

Notes: (a) Central African Republic

† To World Food Programme for food storage — Chad

†† Part of Saskatchewan food grain shipment

* Christmas airlift (\$550,000), & part Saskatchewan food grain shipment (\$2,615,200)

** Aid Coordination with WFP and UNDP (\$600,000) and Food grains Bank (Man) \$2,000,000

TABLE II **31 March 1986**
Special Fund (\$1.5 million)

Activity	Beneficiary	Disbursed or Committed
1. African round tables	CCIC	\$ 147,000
2. Teaching kits	Canadian World Food Day Association	135,000
3. Forestry		
• information center	UN Non-Governmental Liaison Service	147,000
• experts	Vancouver UN Association	44,000
4. Health		
• Koulikoro project	CECI	50,000
• Feasibility studies	Contract employee	12,994
5. "Polar Star"	Inuit representatives	38,920
6. Humanity Fund	United Steelworkers of America	15,000
7. "Fate of the Earth"	Conference Fate of the Earth (Canada)	24,070
8. NGO participation in UNSSA	CCIC	98,000
9. Forum Africa		
• regional and national sessions	various	382,106
• national survey	Decima Research Ltd.	56,000
• videotape report	CBC	42,950
10. Communications		
• ongoing activities	various	149,149
11. Project correspondence and records	Contract employee	15,750
	Total	\$1,357,939

TABLE III
Administration of the Coordinator's Office

	1984-85† DISBURSED	1985-86 DISBURSED OR COMMITTED
1. Contracts (remuneration and travel expenses)	\$177,468	\$410,618
2. Support Staff Costs	52,963	149,779
3. Travel expenses for parliamentarians, NGO, union, business and other representatives on missions to Africa	43,052	151,777
4. Printing of reports	20,742	84,974
5. Seconded staff (remuneration and travel expenses)	nil *	nil *
6. Office equipment and supplies, telephone, telex, postage	nil **	nil **

† 1984-85 is for the period from November 1984 to March 31 1985

* Provided at no cost by CIDA, External Affairs, Emergency Planning Canada,
Indian and Northern Affairs, Privy Council Office and Treasury Board Secretariat.

** Provided at no cost by CIDA, External Affairs, Supply and Services, Treasury Board
Secretariat

Declaration on the economic situation in Africa by the Organization of African Unity

We, the Heads of State and Government of the Organization of African Unity, meeting in Addis Ababa, Ethiopia, from 18 to 20 July, 1985, for the Twenty-First Ordinary Session of our assembly have devoted our discussions mainly to economic issues, in the course of which we have critically reviewed the economic and social crisis which confronts virtually all our countries.

2. We have examined, in detail, the recommendations of the Seven Member States Steering Committee which we set-up to prepare the basic documents on economic issues for our current session, and the valuable contribution to the Committee's Report made by the Council of Ministers. We express to the Committee our appreciation for the quality of work done which has facilitated our deliberations.

3. We also express our appreciation to the Economic Commission of Africa (ECA) Conference of Ministers responsible for Economic Development and Planning whose recommendations made at its Eleventh Meeting were conveyed to the Steering Committee and which enriched the recommendations of the Committee. We further express our appreciation to African and International Organizations for their valuable contributions which facilitated the work of the Committee.

4. We are most gravely concerned by the continuing deterioration of our economies which have been severely affected by the deep world economic recession and penalized by an unjust and inequitable international economic system. This situation has been aggravated by unprecedented severe and persistent drought and famine and other natural calamities, such as cyclones and floods. These developments added to some domestic policy shortcomings, have brought most of our countries near to economic collapse.

5. We welcome the United Nations General Assembly Declaration on the Critical Economic Situation in Africa and the Plan of Action of the Movement of The Non-Aligned Countries to meet the critical situation in Africa.

6. We reaffirm that the development of our continent is the primary responsibility of our Governments and peoples. We are, therefore, determined to take concrete actions and measures individually and collectively for the achievement of the economic development of our continent in unity and solidarity of African peoples and Member States.

7. While reiterating our full commitment to the principles and objectives of the Lagos Plan of Action and the Final Act of Lagos, which are more valid today than ever before, we have focussed our discussions at the present Summit on a priority programme that we will concentrate on during the next five years so as to pave the way for national and collective self-reliant and self-sustained growth and development in our continent. The programme consists of:

- (i) measures for an accelerated implementation of the Lagos Plan of Action and the Final Act of Lagos;
- (ii) special action for improvement of the food situation and the rehabilitation of agricultural development in Africa;
- (iii) measures for alleviating Africa's external debt burden;
- (iv) measures for a common platform of action at sub-regional, regional, continental and international levels; and
- (v) measures for action against the effect of the destabilization policy of South Africa on the economies of Southern African States.

While according special attention to the priority areas, we recognize the need for parallel and effective support action from all the other sectors, especially transport and communications and industry in order to achieve the immediate objectives that we have set for our countries.

8. Agriculture, which is the dominant sector in our economies, has rapidly deteriorated in recent years. The already declining trend in the production and productivity of the sector, which was noticeable since the beginning of the 1970s, has been dramatically aggravated by drought and natural calamities compounded by the problem of refugees and displaced persons, thus making almost half of the Member States of our Organization dependent on food aid.

9. We wish to express our profound gratitude to the international community particularly to the United Nations System and hundreds of voluntary organizations and agencies and to millions of people, all over the world, who have contributed so generously to Africa's relief. We reiterate our

call to the international community to continue to provide adequate humanitarian assistance for the people in the affected countries. We strongly appeal to the international community, especially the World Bank, and the Specialized Agencies of the United Nations System as well as all donor countries to channel funds for African Drought, Famine and Economic recovery through existing sub-regional and regional groupings such as the River Basins and those involved in Multi-national cooperative efforts in Agriculture and Food production. We believe that such direct assistance will eliminate need for further feasibility studies and additional staff recruitment and deployment. Support for on-going projects and programmes already designed and approved by these sub-regional groups will eliminate further delay in getting international assistance directly to the people.

10. We, however, wish to stress that the current battle to save lives and to reduce the impact of hunger and famine should not be the only focus of international support and cooperation. Otherwise, the international community will be unwittingly contributing to making the emergency a permanent phenomenon. On our part, we are determined not only to cope more efficiently with current and future emergencies but are also determined to go beyond emergency and get to the root of Africa's food and agricultural crisis. We recognize that effective mobilization and judicious exploitation of our national and collective potentials, on the basis of well-formulated development strategies and plans, are vital to the eradication of famine and for the control of drought and desertification and for the rehabilitation of agriculture in Africa.

11. In this regard, we commit our countries to the gradual increase in the share of agriculture in national total public investment of between 20 and 25 per cent by 1989.

12. The dramatic increase in the volume of Africa's external debt, and the heavy debt service burden is another source of our profound concern, especially since it represents a heavy drain on the meagre foreign exchange resources of our Member States. Indeed, Africa's external debt estimated at US\$158 billion by the end of 1984 and expected to exceed US\$170 billion by the end of 1985, represents a heavy burden on our fragile economies, as it represented 36 per cent of the Gross Domestic Product of our Region in 1984, and the debt service ratio is expected to be much higher than 27 per cent of exports in 1985. Equally disturbing is the inadequacy of the concessional flows which forced a number of African countries to resort to the international financial markets, mainly to private sources with particularly severe terms and conditions for loans. We are concerned

that major lenders have in the past deliberately left Africa out of the debt negotiation mechanism established for the developing countries and that the international community continues to give low priority to Africa's external debt crisis. This situation has been aggravated by the fact that 26 of African Member States are categorized as a Least Developed Countries (LDCs), the majority of whose people are living below subsistence level; thus the external debt of many individual African countries is now beyond their capacity to service and pay.

13. We are fully aware of the fact that shortcomings in development policies have contributed to the present debt crisis. However, it is evident that the major causes of our countries' debt servicing problems are external ones and such causes are unfortunately beyond our control. These include, *inter alia*, the deteriorating terms of trade and the consequent reduction in export earnings for debt servicing, unprecedented rise in interest rates, sharp exchange rate fluctuations, deteriorating terms of borrowing and the reduction in the flow of concessional resources, the combined effects of which result in net capital outflow from most of our Member States. In this regard, the 26 African LDCs have been the most seriously affected.

14. We recognize that the external debts are obligations that our Member States have individually contracted, and which they have to honour. But in view of the negative developments in the international economic environment, we call on the international community to genuinely work towards an urgent and lasting solution to Africa's growing indebtedness.

15. We urge developed countries and the multilateral financial institutions to increase, substantially, the transfer of concessional financial resources, including grants, to African countries. In particular, we call on the developed donor countries to urgently implement, without discrimination, United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD) Resolution 165 (S-IX) on debt and development problems of developing countries.

16. We also call on the developed donor countries to urgently implement, without discrimination, the provisions of the United Nations General Assembly Resolution 39/29 on the Critical Economic Situation in Africa, which, *inter alia*, calls for total or partial conversion of Official Development Assistance (ODA) debts into grants.

17. We call for an International Conference on Africa's external indebtedness to be convened as a matter of urgency to provide the forum for international creditors and

African borrowers to discuss Africa's external debt with a view to arriving at appropriate emergency, short, medium and long-term solutions to alleviate the problems.

18. The current economic crisis and the deteriorating international economic relations make it imperative for the Member States of our Organization to strengthen cooperation among themselves in order to speed up economic integration and enhance Africa's negotiating ability in international fora and thus ensure that Africa's specific interests are taken into account.

19. We undertake to give highest priority to intra-African cooperation in the implementation of the Special Programme of Action for Improvement of the Food Situation and the Rehabilitation of Agriculture in Africa in order to lay the foundation for Africa's food self-sufficiency.

20. We pledge to take action at all levels to improve the transport and communications links and adopt any other strategies which will promote closer cooperation between our countries in the fields of industry, human resources, science and technology, trade and finance.

21. We recognize that the collective effort of the Member States is the most important weapon for tackling the current economic crisis, and Africa is fully aware of its responsibility for adopting measures for its economic recovery and rehabilitation. However, the magnitude of the crisis makes it imperative for the international community to supplement that effort. We, therefore, call on the international community, in particular the developed countries and international development and finance institutions as well as United Nations Agencies, to support Africa's effort to deal with the crisis, in recognition of the specific economic situation of the continent. In this regard, efforts should aim at increasing Africa's production capabilities in the field of food, improving the performance of the transport and communications sector, and acquiring adequate technology, especially for industrial development.

22. We are convinced that the United Nations System, in particular the General Assembly, is an effective forum for sensitizing and mobilising the international community on the critical economic situation in Africa, and the programme of recovery which we have formulated to deal with it. We, therefore, call for the convening of a special session of the United Nations General Assembly to deliberate on the issues of the critical economic situation in Africa.

23. The policy of aggression by the racist régime of South Africa and its economic and military destabilization of

Southern African States calls for our collective efforts to resist. To that end, we commit our countries to lend financial and material assistance to these countries to help them meet the heavy cost of destabilization and we reaffirm our support for the Liberation Movements in their struggle against the racist régime. In this regard, we call upon African institutions and the international community to make their contributions.

24. Furthermore, we urge all countries, especially the industrialized countries, financial institutions and transnational corporations to take measures, including effective economic sanctions to force the apartheid régime in South Africa to end its racist policies, its illegal occupation of Namibia and the destabilization of Southern African States. We further urge the international community to give all assistance to the Southern African States in order to help them counter the effect on their economies of sanctions against South Africa.

25. To ensure the implementation of the above programme at national, sub-regional, regional, continental and international levels, we have decided to establish a permanent follow-up mechanism.

26. Determined to face effectively the twin challenges of survival and development confronting our continent, we have adopted the priority programme annexed to this Declaration, and pledge on behalf of our peoples and Governments, to implement individually and collectively the measures contained therein.

27. We are of the firm conviction that the respect of our commitments will lead to the recovery of our economies, the revitalization of a genuine development process to the benefit of our peoples as well as paving the way for an overall economic integration of Africa.

Canadian Organizations Associated with the Work of the Canadian Emergency Coordinator/African Famine

*Organizations which have received grants from the Special Fund
for Africa

Action Santé Internationale
456 Boul. St. Joseph est
Montreal, Quebec
H2J 1J7 (514) 845-6922

Adopt-A-Village
King's College
Halifax, Nova Scotia
B3H 2A1 (902) 422-1271

*Adventist Development and Relief
Agency (ADRA)
1148 King Street E.
Oshawa, Ontario
L1H 1H8 (416) 433-0011

Africa Inland Mission (AIM)
1641 Victoria Park Avenue
Scarborough, Ontario
M1R 1P8 (416) 751-6077

*African Medical and Research
Foundation (AMREF)
P.O. Box 580
Pickering, Ontario
L1V 3T3 (416) 686-2381

*AGA Khan Foundation Canada
(AKFC)
701 West Georgia Street
Suite 1840,
P.O. Box 10293
Vancouver, B.C.
V7H 1E8 (604) 684-8344

Association of Canadian Community
Colleges (ACCC)
110 Eglinton Ave. West
Toronto, Ontario
M4R 1A3 (416) 489-5925

*Canadian Association for Ethiopian
Jews (CAEJ)
788 Marlee Avenue
Suite 303
Toronto, Ontario
M6B 3K1 (416) 782-2546

*Canadian Catholic Organization for
Development and Peace
(CCODP)
2111, rue Centre
Montreal, Quebec
H3K 1J5 (514) 932-5136

*Canadian Center for International
Studies and Co-operation (CECI)
4824 Chemin de la Côte-des-Neiges
Montreal, Quebec
H3V 1G4 (514) 738-1999

Canadian Council of Churches
(CCC)
40 St. Clair Ave. E.,
Suite 201
Toronto, Ontario
M4T 1M9 (416) 921-4152

Canadian Council for International
Cooperation (CCIC)
200 Isabella St.
Ottawa, Ontario
K1S 1V7 (613) 236-4547

*Canadian Foodgrains Bank
400 - 280 Smith Street,
P.O. Box 767
Winnipeg, Manitoba
R3C 2L4 (204) 944-1994

*Canadian Hunger Foundation
(CHF)
323 Chapel Street
Ottawa, Ontario
K1N 7Z2 (613) 237-0180

Canadian Jewish Congress
1590 Doctor Penfield Ave.
Montreal, Quebec
H3G 1C5 (514) 931-7531

*Canadian Lutheran World Relief
(CLWR)
1820 Arlington Street
Winnipeg, Manitoba
R2X 1W4 (204) 586-8558

Canadian Organization for
Development through Education
(CODE)
321 Chapel St.
Ottawa, Ontario
K1N 7Z2 (613) 232-3569

*Canadian Physicians for African
Refugees (CPAR)
72 Carleton Street
Toronto, Ontario
M5B 1L6 (416) 961-6786

*Canadian Red Cross Society
95 Wellesley Street E.
Toronto, Ontario
M4Y 1H6 (416) 923-6692

*Canadian Save the Children Fund
(CANSAVE)
720 Spadina Avenue
Suite 400
Toronto, Ontario
M5S 2W3 (416) 960-3190

*Cardinal Léger and his Endeavours
130 avenue de l'Épée
Outremont, Quebec
H2V 3T2 (514) 495-2421

*CARE Canada
1312 Bank Street
Ottawa, Ontario
K1S 5H7 (613) 521-7081

*CAUSE Canada
2760 Douglas Ave.
Montreal, Quebec
H3R 2C8 (514) 341-3554

Center of Information and
Documentation on Mozambique
and Southern Africa (CIDMSA)
3738, rue St-Dominique
Montreal, Quebec
H2X 2X9 (514) 288-3412

*Christian Children's Fund of
Canada
1027 McNicoll Ave. E.
Scarborough, Ontario
M1W 3X2 (416) 495-1174

Christian Reformed World Relief
Committee of Canada
P.O. Box 5070
Burlington, Ontario
L7R 3Y8 (416) 637-3434

*Club 2/3
10770, rue Chambord
Montreal, Quebec
H2C 2R8
Mtl: (514) 382-7922
Que: (418) 687-4698

*Collaboration Santé Internationale
(CSI)
1001 De La Canardière
Quebec, Quebec
G1J 5G5 (418) 522-6065

*Compassion of Canada
747A Hyde Park Road
P.O. Box 5591, Suite 230
London, Ontario
N6A 5G8 (519) 473-9220

*CUSO
135 Rideau St.,
Ottawa, Ontario
K1N 9K7 (613) 563-1242

Direct Relief for Children In Distress
(Terre des Hommes Inc.)
7800 Côte de Liesse, Suite 260
St. Laurent, Québec
H4T 1G1 (514) 747-3545

*Division of World Outreach
(United Church of Canada)
85 St. Clair Avenue E.
Toronto, Ontario
M4T 1M8 (416) 925-5931

*Emmanuel Relief and
Rehabilitation International
R.R. #4
P.O. Box 50
Stouffville, Ontario
L0H 1L0 (416) 640-2111

Eritrean Relief Association in
Canada (ERA)
P.O. Box 5027
Station A
Toronto, Ontario
M5W 1N4 (416) 598-2152

*Ethiopia Airlift
c/o King's College
6350 Coburg Road
Halifax, N.S.
B3H 2H1 (902) 421-1629

*Foster Parents Plan of Canada
(PLAN)
153 St. Clair Avenue West
Toronto, Ontario
M4V 1P8 (416) 920-1654

Gospel Missionary Union of Canada
2121 Henderson Highway
Winnipeg, Man.
R2G 1P8 (204) 338-7831

*Global Ed/Med Supplies
_ (Canada) Inc. (GEMS)
278 Bloor St., E.,
Suite 2304
Toronto, Ontario
M4W 3M4 (416) 533-3977

*Hope International Development
Agency
210 Sixth Street
New Westminster, B.C.
V3L 3A2 (604) 525-5481

Horizons of Friendship
P.O. Box 402
276 George Street
Cobourg, Ontario
K9A 4L1 (416) 372-5483

*Humanity Fund
(United Steelworkers of America)
234 Eglinton Ave. — 7th Floor
Toronto, Ontario
M4P 1K7 (416) 487-1571

*"100 Huntley Street"
100 Huntley Street
Toronto, Ontario
M4Y 2L4 (416) 961-8001

*Inter Pares
58 Arthur Street
Ottawa, Ontario
K1R 7B9 (613) 563-4801

*International Medical Assistance
(IMA)
3450 De Lorimier
Montreal, Quebec
H2K 3X6 (514) 526-2311

International Refugee and Relief
Programs
(Council of Muslim Communities of
Canada)
203 — 500 James St. North
Hamilton, Ontario
L8L 1J3 (416) 529-2621

*Kinsmen Africa Medical Relief
(Association of Kinsmen Clubs)
1920 Hall Rogers Dr.
Cambridge Ontario
N3H 5C6 (519) 653-1920

*Mennonite Central Committee
(MCC)
201 — 1483 Pembina Highway
Winnipeg, Manitoba
R3T 2C8 (204) 475-3550

*Mission Aviation Fellowship (MAF)
P.O. Box 368
Guelph, Ontario
N1H 6K5 (519) 821-3914

National Council of YMCAs of
Canada
309 — 180 Argyle Avenue
Ottawa, Ontario
K2P 1B7 (613) 233-5647

Northern Lights for Africa Society
406 — 68 Water Street
Vancouver, B.C.
V6B 1A4 (604) 688-7274

Organisation canadienne pour la
solidarité et le développement —
OCSO
180 Dorchester est
Montreal, Quebec
H2X 1N6 (514) 397-1753

*OXFAM Canada
251 Laurier Avenue W.,
Suite 301
Ottawa, Ontario
K1P 5J6 (613) 237-5236

*OXFAM Québec
169 Est, rue St-Paul
Montreal, Quebec
H2Y 1G8 (514) 866-1773

*Plenty Canada
R.R. 3
Lanark, Ontario
K0G 1K0 (613) 278-2215

*Presbyterian Church in Canada
50 Wynford Drive
Don Mills, Ontario
M3C 1J7 (416) 441-2840

*Primate's World Relief and
Development Fund
(Anglican Church of Canada)
600 Jarvis Street
Toronto, Ontario
M4Y 2J6 (416) 924-9192

Quebec Association of International
Cooperation Organization
(QAICO)
4205 rue St-Denis
Suite 240
Montreal, Quebec
H2J 2K9 (514) 842-1024

Relief Society of Tigray (REST)
P.O. Box 104
Postal Station 'J'
Toronto, Ontario
M4J 4X8 (416) 536-4927

*Renfrew Lion's Club
(Lions International)
238 Basswood Avenue
Renfrew, Ontario
K7V 3Y6 (613) 432-5855

*Save the Children Fund of
British Columbia (BC SAVE)
Main Floor
325 Howe Street
Vancouver, B.C.
V6C 1Z7 (604) 685-7716

*Service universitaire canadien
outré-mer (SUO)
3738 rue Saint Dominique
Montreal, Quebec
H2X 2X8 (514) 288-3412

Share Agriculture Foundation
5429 — 49
R.R. #4
Milton, Ontario
L9T 2X8 (416) 878-9352

Société de développement
international Desjardins (1985)
Inc.
150, des Commandeurs
Lévis, Quebec
G6V 6P8 (418) 833-3281

*Society of International
Missionaries Canada (SIM)
10 Huntingdale Blvd.
Scarborough, Ontario
M1W 2S5 (416) 497-2424

*Society of Precious Blood
(C.P.P.S)
540 St. Clair Avenue West
Toronto, Ontario
M6C 1A4 (416) 653-4486

*UNICEF Canada
443 Mount Pleasant Road
Toronto, Ontario
M4S 2L8 (416) 482-4444

*Unitarian Service Committee
(USC)
56 Sparks Street
Ottawa, Ontario
K1P 5B1 (613) 234-6827

United Nations Association (UNA)
808 — 63 Sparks St.
Ottawa, Ontario
K1P 5A6 (613) 232-5751

*United Nations Association in
Canada
"MANY TREES" Information
System
2524 Cypress Street
Vancouver, B.C.
V6J 3N2 (604) 733-3912

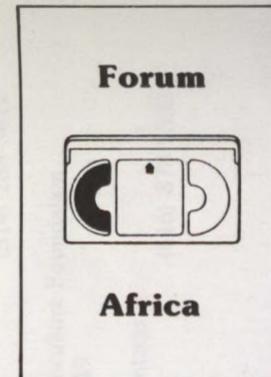
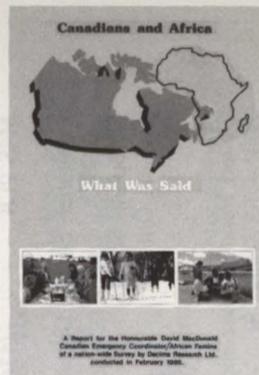
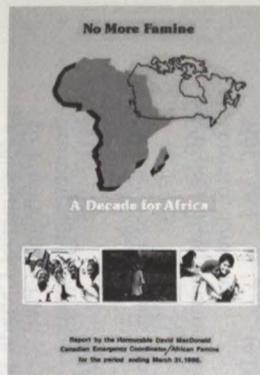
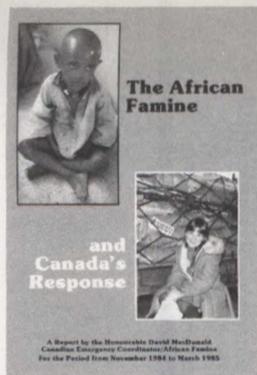
*World Concern Canada
Association
7541 Elmbridge Way,
Suite 120
Richmond, British Columbia
V8X 1B8 (604) 270-6555

*World Food Day Association of
Canada (WFD)
255 Argyle Avenue
Ottawa, Ontario
K2P 1B8 (613) 233-9002

*World Relief Canada
201 Consumers Road
Suite 206
Willowdale, Ontario
M2J 4G8 (416) 494-9930

*World University Service of
Canada (WUSC)
P.O. Box 3000,
Station "C"
Ottawa, Ontario
K1Y 4M8 (613) 725-3121

*World Vision Canada (WVC)
6630 Turner Valley Road
Mississauga, Ontario
L5N 2S4 (416) 821-3030



The printed reports are available from the Canadian International Development Agency, 200 Promenade du Portage, Hull Quebec K1A 0G4. The Forum Africa videocassette may be obtained from the National Film Board office nearest you.

1. **The African Famine and Canada's response.** A report by the Honourable David MacDonald, Canadian Emergency Coordinator/African Famine for the period from November 1984 to March 1985.
in either English or French.
2. **No More Famine: A Decade for Africa.** A report by the Honourable David MacDonald, Canadian Emergency Coordinator/African Famine for the period ending March 31, 1986.
3. **Canadians and Africa: What Was Said.** A report for the Honourable David MacDonald, Canadian Emergency Coordinator/African Famine of a nation-wide survey by Decima Research Ltd in February 1986.
4. **Forum Africa: Canadians Working Together.** A report for the Honourable David MacDonald, Canadian Emergency Coordinator/African Famine on a series of community meetings from September 1985 to February 1986.



Please send one copy of 1 2 3 4 (please check) at no charge to:
 Eng. French

Name _____

Organization (if applicable) _____

Address _____

Province _____ Postal Code _____

Send this portion completed to C.I.D.A. 200 Promenade du Portage, Hull, Quebec K1A 0G4.